



LES OTAGES FRANÇAIS AU LIBAN

Nouvelle menace du Djihad islamique

Les pressions s'accroissent sur le gouvernement dans l'affaire des otages du Liban. Le Djihad islamique a menacé, ce samedi 8 mars, d'assassiner un des deux diplomates français. — M. Marcel Fontaine ou M. Marcel Carton — retenus en otage si le gouvernement n'accède pas à ses revendications. D'autre part, après l'expulsion, le 19 février, de deux opposants irakiens vers Bagdad, le ministre de l'Intérieur a diffusé un communiqué, vendredi 7 mars, dans lequel il prescrit une « révision immédiate et complète des procédures en cause ».

La faute... à la procédure

La faute... à la procédure. Ainsi pourrait-on résumer le premier communiqué officiel du ministre de l'Intérieur sur l'affaire des deux Irakiens expulsés. Mais, sans doute, des explications insuffisantes et tardives qu'un silence embarrassé ou hâtif,



selon les interlocuteurs, avec ce qu'il suppose de dédain pour l'opinion publique. M. Lionel Jospin l'avait bien compris qui, vendredi à la mi-journée, annonça implicitement le communiqué à venir de M. Jone en assurant qu'il souhaitait « des informations très précises du gouvernement sur ce qui s'est passé ».

Le premier secrétaire du Parti socialiste restera sur sa faim. Rassurer sur l'avenir; puis, qu'il annonce « une révision immédiate et complète des procédures en cause afin de ne laisser aucune doute dans de telles circonstances sur le respect des droits de l'homme ». Le communiqué du ministre de l'Intérieur, resté, en effet, très insatisfaisant pour ce qui est du passé. Sur le déroulement des faits, leur mécanisme concret, il n'apporte rien de neuf, ne contenant rien qui n'ait déjà été dit ou écrit (le Monde des 7 et 8 mars).

Ses trois premiers alinéas, consacrés à un rappel du contexte des expulsions, ne contiennent cependant plus l'affirmation, dis-

LES DERNIERS SONDAGES

Certitudes de la droite espoirs des socialistes

La dernière vague de sondages publiés avant le scrutin (la publication de nouveaux sondages est interdite dans la semaine qui précède le vote) semble conforter les certitudes de la droite et les espoirs des socialistes.

L'opposition paraît assurée d'obtenir la majorité absolue dans la prochaine Assemblée. La SOFRES crédite la coalition RPR-UDF de 44 % et le PS de 28 % des intentions de vote.

Dans ces conditions, les questions qui agitent la classe politique concernent le choix du premier ministre.

Intermède

par DANIEL VERNET

Les socialistes vont remporter un succès et perdre le pouvoir. Ce n'est qu'un paradoxe parmi d'autres. Ils pourraient atteindre le 16 mars le score inespéré d'au moins 30 %, mais ils n'auront pas la majorité qui leur permettrait de continuer à gouverner. Jadis, ils furent chassés parce qu'ils n'avaient pas su maîtriser l'économie; ils sont en train de réussir là où on les attendait le moins, dans la gestion économique, et ils vont être remerciés.

À une semaine de l'échéance, on ne ressent pourtant aucune atmosphère de fin de règne. Dans les cabinets ministériels, on a mis quelques dossiers à l'abri et les plus prévoyants ont pris quelques

assurances pour l'avenir mais on ne voit ni le sauve-qui-peut ni la paralysie caractéristique du crépuscule d'un pouvoir. Les socialistes font mieux qu'expédier les affaires courantes. Ils donnent même dans l'activisme, vaquant à leurs occupations comme s'ils étaient encore là pour longtemps. Le mot d'ordre est à la sérénité. Les derniers jours de la campagne électorale pourront bien être propices à une certaine dramatisation, tout se passe comme si l'alternance était inéluctable, en quelque sorte entrée dans les mœurs.

A tort ou à raison, les socialistes sont confiants. La gauche a bien travaillé, estiment-ils.

(Lire la suite page 6.)

Avec ce numéro
LE MONDE
AUJOURD'HUI
La Cité des sciences
et de l'industrie de La Villette...

Un colleur d'affiches du PS poignardé

Philippe Brocard est mort après avoir été attaqué par un commando dans les Yvelines

PAGE 16

Un plan pour les Tuileries

Refaire les jardins à la manière de Le Nôtre

PAGE 9

Poussée du chômage aux Etats-Unis

6,7 % en janvier; 7,3 % en février: la plus forte hausse mensuelle sous la présidence de M. Reagan

PAGE 13

Dates (2) • Etranger (3 à 5) • Politique (6) • Société (7 et 8) • Culture (9) • Régions (12) • Economie (13 à 15) • Programmes des spectacles (10) • Radio-télévision (11) • Météorologie (11) • Mots croisés (11) • Carnet (8)

L'exil doré de Ferdinand Marcos

Dix-sept ministres nouveaux ont prêté serment vendredi 7 mars à Manille. L'important ministère du travail n'a, toutefois, pas encore été attribué.

La guérilla communiste aurait repris ses activités dans l'île méridionale de Mindanao en tendant une embuscade à un convoi militaire. Trois soldats auraient été blessés et

les assaillants auraient subi des pertes substantielles.

Entre-temps, l'enquête sur la fortune de Marcos se poursuit. Selon notre envoyé spécial à Manille, M. Marcos a encaissé une commission sur chaque baril de pétrole importé aux Philippines pendant une quinzaine d'années. Selon le New York Times, l'ancien président aurait

également perçu 80 millions de dollars de la firme américaine Westinghouse Electric en 1976 après lui avoir accordé le contrat pour la construction d'une centrale nucléaire. De son côté, M. Stephen Solarz, représentant démocrate de New-York, a déclaré qu'il disposait déjà d'une « documentation explosive » sur la fortune aux Etats-Unis de M. Marcos.

De notre envoyé spécial

Honolulu. — Alors que s'engage une bataille juridique autour de son immense fortune, l'ancien dictateur des Philippines a commencé sa vie d'exilé à Hawaï sous la protection des autorités civiles et militaires américaines.

M. Marcos, qui bénéficie d'une autorisation de séjour de six mois ici, aurait manifesté son intention de prendre sa retraite dans ce « paradis » touristique.

Ferdinand Marcos, son épouse, sa famille et leur entourage (quatre-vingt-neuf personnes, parmi lesquelles les grands

« barons » du régime, étroitement associés à sa politique et à ses affaires) sont toujours les hôtes de l'armée de l'air américaine sur la base de Hickam. Cependant, le traitement de faveur et la protection dont ils jouissent officiellement semblent quelque peu embarrasser les autorités locales et celles de Washington.

En effet, des avocats de Hawaï ont engagé des actions pour le compte de la Banque centrale des Philippines et ont obtenu — après avoir saisi la justice — que l'administration des douanes américaines enfilasse les caisses emportées par l'ancien président et sa suite lors de leur départ pré-

cipité des Philippines. Menacées d'un procès, les douanes se sont engagées à fournir prochainement un inventaire « par catégorie », mais pas nécessairement « détaillé », du contenu de ces « bagages ».

L'armée de l'air américaine, qui a transporté ces caisses, est devenue, ce faisant, complice d'une violation de la législation philippine. En outre, depuis plusieurs jours, l'administration fédérale — Maison Blanche, défense, Trésor et Immigration — et l'administration locale de Hawaï, en la personne de son gouverneur, ont tout fait pour protéger la « vie privée » et aussi le « butin » de M. Marcos.

Par exemple, un officier de police de Honolulu porteur de documents légaux signifiant à M. Marcos les poursuites engagées contre lui s'est vu refuser l'entrée de la base aérienne de Hickam, indiquant mardi le Honolulu Star Bulletin.

Le gouverneur de l'Etat, M. George Ariyoshi, ami personnel de M. Marcos, qui avait accueilli ce dernier la semaine dernière avec les traditionnels colliers de fleurs, fait tout pour faciliter les choses à l'ancien dictateur.

R.-P. PARINGAUX.

(Lire la suite page 3.)

POUR ÉVALUER SES RÉSULTATS

L'éducation aura ses « indicateurs » d'efficacité

L'éducation nationale se-t-elle publier régulièrement des indicateurs chiffrés sur l'efficacité de l'enseignement, le taux de réussite des élèves ou le placement des diplômés, comme il en existe en économie pour mesurer l'inflation ou le chômage? C'est ce qu'a suggéré M. Jean-Pierre Chevènement en annonçant, vendredi 7 mars, la création d'un Centre de prospective et d'évaluation, qui sera chargé de réunir et de publier des informations statistiques, d'organiser des travaux de prévision et d'alimenter le débat public sur l'éducation, grâce notamment à un bulletin mensuel Education et Avenir (1).

Organisme de coordination et d'animation directement rattaché au ministre, ce centre, présidé par un économiste, M. Alain Michel, sera composé de quatre ou cinq personnes à temps plein. Il publiera quatre rapports par an :

en septembre, sur les flux de diplômés et les effectifs d'élèves et d'étudiants; en décembre, sur la rentrée et les principales innovations; en mars, sur l'insertion des diplômés dans le marché du travail; en juin-juillet, pour un bilan global.

Préparée, par un groupe de travail qu'anime M. Jean-Hervé Lorenz, la création de ce centre répond à plusieurs objectifs: élargir les connaissances sur le fonctionnement réel du système et sur la façon dont il est perçu par les usagers (enseignants, élèves, parents, employeurs...); établir un « tableau de bord » pouvant éclairer les décisions des responsables; suivre l'application et mesurer l'efficacité des innovations; développer le dialogue avec le monde extérieur et mieux répondre à la demande sociale; fournir à l'opinion publique des données claires et objectives.

Dans son rapport, le groupe de travail a proposé une série d'« indicateurs », qui permettraient d'évaluer les différents aspects de la formation: taux de scolarisation et de réussite des élèves; capacités d'accueil des établissements; taux d'encadrement et rythme de recrutement des personnels; coûts de la formation; insertion des diplômés dans la vie professionnelle; aptitudes des usagers et des entreprises; pratiques culturelles des jeunes; relations avec les entreprises; financement, organisation et efficacité de la formation continue.

Ce centre travaillera en contact étroit avec un autre organisme, qui a vu le jour en même temps: le Haut Comité éducation-économie, chargé de réfléchir sur les orientations à long terme de la formation en concertation avec le monde économique. Présidé par

M. Daniel Bloch, président de l'Institut national polytechnique de Grenoble, cet organisme comprend vingt-quatre membres: douze représentants des milieux professionnels (patronat, syndicats, chambres de commerce et de métiers) et douze personnalités choisies par le ministre.

Lors de sa première réunion, il s'est fixé trois thèmes prioritaires: l'étude à long terme des rôles et des responsabilités respectifs de l'éducation et des entreprises; la mise en place de la régionalisation; les relations entre les flux de formations et les débouchés professionnels.

F. G.

(1) Education et Avenir. Diffusion: 58, boulevard du Lycée, 92170 Vanves. Tél.: 45-54-95-25, poste 204. Abonnement: 50 F.

Blandine Barret-Kriegel

LES CHEMINS DE L'ÉTAT

Un volume 312 p. 149 F

Almann-Lévy

مركزنا من الأصل

فكرنا من الأصل

Dates

RENDEZ-VOUS

- Dimanche 9 mars - Colombie: Elections legislatives. - Lisbonne: Intronisation du président Soares... Mercredi 12 mars - Espagne: Référendum sur le maintien dans l'OTAN... Samedi 15 mars - Stockholm: Obsèques d'Olof Palme... Dimanche 16 mars - Suisse: Référendum sur l'entrée à l'ONU.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Gérant: André Fontaine...

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS. Tél: (1) 45-55-91-82

ABONNEMENTS

3 mois, 6 mois, 9 mois, 12 mois. FRANCE: 354 F...

TOUS PAYS FRANÇAIS PAR VOIE NORMALE 687 F... ÉTRANGER (par mandat postal) L. 1.150 F...

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER. Algérie: 3 DA; Maroc: 6 dir; Tunisie: 250 mt...

IL Y A CINQUANTE ANS

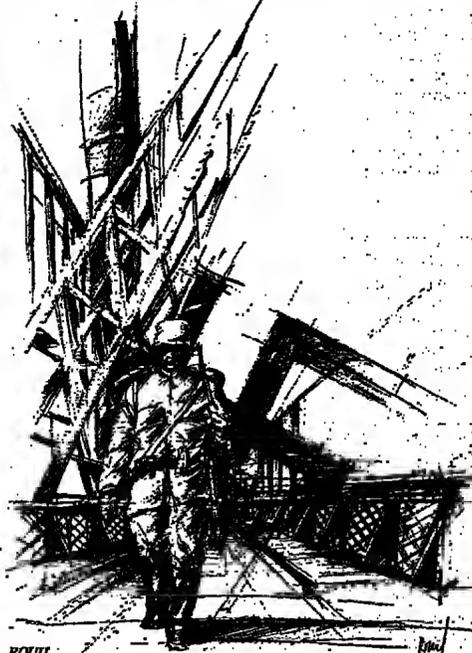
Hitler fait réoccuper la Rhénanie

Il y a cinquante ans, le 7 mars 1936, Hitler plaçait, pour la première fois, des troupes allemandes là où elles ne devaient pas être. On entrainait dans l'avant-guerre.

Le matin du 6 mars, l'envoyé spécial de mon journal, Philippe Barrès, débarqua à Berlin. Sa première visite est pour l'ambassade de France où François-Poncet le reçoit aussi mal que possible.

harangues: devant l'Histoire, lui, Hitler, a assumé la lourde tâche de libérer son peuple des entraves du traité de Versailles.

Cela tournera mal. Mais pas tout de suite. Dans l'immediat, Hitler trompe. Il a magistralement chassé son honneur.



ROUIL

Réquisitoire contre la France

Depuis l'incendie du Reichstag en février 1933, le Parlement siège dans un théâtre d'opéra désaffecté, l'Opéra Kroll.

Tout est calme

En Allemagne, soudain, c'est le silence. Plus de commentaires hostiles, ni dans la presse ni dans les conversations des diplomates.

Il faudra attendre que s'ouvrent les archives secrètes pour savoir ce qui se passait réellement ce printemps 1936.

CORRESPONDANCE

Il y a trente ans, la démission du général Catroux

Le récit de la démission du général Catroux, ministre résident en Algérie du tout nouveau gouvernement de Guy Mollet, le 6 février 1956.

une situation qui avait déjà entraîné des excès dramatiques. Le général avait accepté avec détermination la mission qui lui avait été confiée.

Je ne puis donc donner mon adhésion à la première partie de votre phrase: «Catroux accepte la suggestion de Guy Mollet...»

M. Etienne Burtin des Roziers, ancien secrétaire général de l'Élysée, qui fut le directeur du cabinet du général Catroux, confirme ces informations.

Étranger

LE SORT DES OTAGES DE BEYROUTH ET L'AFFAIRE DES DEUX IRAKIENS EXPULSÉS

Le Jihad islamique menacerait de tuer un diplomate français

Trois jours après avoir annoncé l'exécution de Michel Saurat, le Jihad islamique aurait menacé, ce samedi 8 mars, d'assassiner l'un des deux diplomates français également retenus en otage au Liban. C'est du moins ce qu'un interlocuteur anonyme, assurant parler au nom du Jihad islamique, a déclaré dans un appel téléphonique à des agences de presse étrangères à Beyrouth. Il a affirmé que l'organisation extrémiste chiite menaçait d'exécuter un autre otage français, Marcel Carton ou Marcel Fontaine, si la France n'obtenait pas le retour des deux opposants irakiens expulsés vers Bagdad le 19 février.

Tous deux diplomates, MM. Fontaine et Carton ont été enlevés le 22 mars dernier, deux mois avant que le chercheur Michel Saurat et le journaliste Jean-Paul Kauffmann ne fussent à leur tour pris en otage. L'interlocuteur a renouvelé les revendications déjà formulées par le Jihad : arrêt du soutien militaire et financier français à l'Irak et libération des personnes emprisonnées en France à la suite de l'intervention marquée contre l'ancien premier ministre iranien Chahpour Bakhtiar, en juillet 1980.

« Pourquoi l'exécution de Michel Saurat serait un crime impardonnable alors que les crimes perpétrés contre les musulmans sont sujets de controverse », a poursuivi l'interlocuteur. Il a enfin indiqué que le Jihad refuserait de recevoir tout autre émissaire de Paris que le médecin d'origine libanaise Reza Kasab, déjà venu à Beyrouth négocier la libération des otages.

Cette dernière exigence est formulée alors que le premier ministre, M. Laurent Fabius, vient d'annoncer l'envoi de trois émissaires au Proche-Orient pour tenter de lever l'incertitude sur le sort de Michel Saurat. L'un de ces envoyés, le secrétaire général adjoint du ministère des relations extérieures, M. Serge Boidevat, devait quitter Paris pour Beyrouth ce samedi matin.

Les deux autres émissaires doivent se rendre à Damas et à Téhéran : il s'agit, selon des sources sûres, de M. Henri Servat, ambassadeur itinérant au Proche-Orient, et de M. Marc Bonnefont, directeur d'Afrique du Nord et de Moyen-Orient au Quai d'Orsay. La décision du premier ministre intervient après que certains membres des familles des otages — notamment MM. Saurat et Joëlle Kauffmann — eurent critiqué l'inaction du gouvernement. M. Fabius a fait part de sa décision à la suite d'une réunion de travail à Matignon, vendredi, qui a regroupé les ministres de l'Intérieur et de la Défense, MM. Pierre Joxe et René Quilès, plusieurs représentants du Quai d'Orsay et du ministère de la Justice, et M. Jean-Louis Bianco, le secrétaire général de l'Élysée. Le premier ministre a ensuite reçu, en fin d'après-midi, M. Kauffmann et une délégation de chercheurs et amis de Michel Saurat.

« Profondément unis »

Il a souligné que « les démarches des émissaires sont faites en liaison avec les familles » des otages, même si elles relèvent de la responsabilité du gouvernement. Il a fourni peu d'explications sur la mission des trois envoyés du gouvernement, se bornant à déclarer : « En liaison avec le président Mitterrand, j'ai décidé d'envoyer trois émissaires, l'un à Téhéran, l'autre à Damas, le troisième à Beyrouth. Leur mission est : d'une part, de vérifier les informations qui sont contradictoires au sujet de Michel Saurat et de nos autres compatriotes qui sont otages au Liban et, d'autre part, d'essayer d'avancer dans la recherche de la vérité sur le drame qu'ils sont en train de vivre. » On ne peut pas fixer de délai précis à leur mission, ils sont surtout partis pour avancer », a dit M. Fabius, ajoutant : « Les plus grands soutiens que les otages peuvent recevoir de la population française (...) c'est de

sentir que nous voulons de toutes nos forces leur libération et que sur cette cause les Français, quelles que soient leurs opinions, sont profondément unis. »

De source officielle, on a caché, par vendredi, une certaine irritation à l'égard de l'Irak, qui n'a toujours pas fourni la preuve que les deux opposants irakiens expulsés de France vers Bagdad le 19 février étaient en vie. Dans un communiqué aux termes très vifs, les familles et les amis de MM. Saurat et Kauffmann ont demandé vendredi que « les plus hautes autorités françaises se portent solennellement garant » de la vie des deux hommes — MM. Hamza Mabdi Fawzi et Khair Al Din — et ont « exigé » du gouvernement des « réponses rapides après ces expulsions scandaleuses ».

Dans son communiqué de mercredi, le Jihad dénonçait ces expulsions et assurait que l'un des deux hommes avait d'ores et déjà été exécuté. Sur instruction du Quai d'Orsay, l'ambassadeur de France en Irak a demandé à rencontrer les deux opposants, qui ont été emprisonnés dès leur arrivée à Bagdad. Cette autorisation ne lui a toujours pas été accordée, en dépit des assurances fournies par les autorités irakiennes selon lesquelles les deux hommes seraient vivants.

Le communiqué du Jihad critiquait d'autre part violemment la politique de la France au Proche-Orient. A ce propos, le journal *Al Ahd*, hebdomadaire du parti libanais Hezbollah (parti de Dieu, pro-iranien), une formation proche du Jihad islamique, écrivait vendredi, dans un commentaire sur l'annonce de l'assassinat de Michel Saurat : « Le prix de la sécurité des Français dans le monde est, selon les observations, la chute du gouvernement de M. Mitterrand. Le communiqué du Jihad, poursuit *Al Ahd*, « reflète le haut degré de tension suscitée par la démarche du gouvernement français qui a remis des opposants irakiens au régime de Saddam Hussein le criminel... » (AFP, Reuter).

M. Pierre Joxe annonce « une révision immédiate et complète des procédures en cause »

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a publié le vendredi 7 mars un communiqué sur l'affaire des deux opposants irakiens expulsés vers Bagdad, le 19 février, dans lequel il annonce une « révision immédiate et complète des procédures en cause, afin de ne laisser aucun doute dans de telles circonstances sur le respect des droits de l'homme ».

« Des informations et des commentaires contradictoires ayant été publiés à la suite des expulsions réalisées dans le cadre d'une série d'opérations conduites par les services chargés de la lutte antiterroriste, il paraît utile de rendre publiques les précisions suivantes. »

1. — Au lendemain des attentats du mois dernier, 13 expulsions ont été prononcées dont 12 ont été effectivement réalisées.

2. — Parmi les personnes visées, 4 sont de nationalité irakienne. L'une d'elles a introduit une procédure qui a eu un effet suspensif et se trouve actuellement assignée à résidence en France. Une autre a été expulsée, sur sa demande, dans un pays tiers.

3. — Les deux autres sont demeurées, du 12 au 19 février, au centre de rétention de la préfecture de police où elles ont eu des contacts avec leur avocat et les personnes de leur choix. Elles ont été reconduites dans leur pays d'origine le 19 février, après qu'il eut été vérifié, auprès des services de l'ambassade d'Irak à Paris, qu'elles ne faisaient l'objet d'aucune recherche dans leur pays.

4. — L'analyse approfondie entreprise depuis deux semaines établit que la procédure appliquée fait insuffisamment appel aux actes écrits, seuls capables d'assurer une garantie complète contre les erreurs, les ambiguïtés ou les fausses inter-

prétations susceptibles de jeter le doute sur la légitimité ou l'opportunité de la mesure avant, pendant ou après l'expulsion.

5. — Conscient de cet état de fait et des dommages qu'il peut entraîner, j'ai prescrit une révision immédiate et complète des procédures en cause afin de ne laisser aucun doute dans de telles circonstances sur le respect des droits de l'homme.

6. — Le choc émotionnel provoqué par l'annonce publique, aussitôt démentie, du décès d'un des expulsés ne doit pas abolir la réalité : les personnes expulsées de France l'ont été dans le cadre d'actions de sécurité intérieure, et non pas à la requête de leur pays d'origine, dont des autorités compétentes ont en temps utile et à plusieurs reprises exprimé qu'elles n'étaient pas recherchées.

7. — Restent donc la naïveté et l'imprévoyance. La zone de silence du communiqué de M. Joxe dévoile en négatif l'explication de cette faute. Selon nos informations, personne en effet n'a pris la décision froide de livrer des opposants au régime du président Saddam Hussein. En ce sens, il n'y a pas « un » responsable, « un » fautif. En fait, les mécanismes de contrôle n'ont pas fonctionné, ce qui se voit au niveau de la préfecture de police chargée d'organiser l'expulsion, de la DST chargée de convoier les deux irakiens à l'aéroport, ou encore du cabinet du ministre qui donna son aval, le même jour, à treize expulsions, dont douze ont été effectivement réalisées.

M. Joxe en déduit logiquement que la procédure utilisée est insatisfaisante et laisse catégoriquement qu'elle ne permettrait même pas de savoir, a posteriori, exactement ce qui s'est passé. Le ministre voudrait que désormais l'un fasse « davantage appel aux actes écrits » et que chaque personne frappée d'expulsion signe un document assurant qu'elle n'a pas d'objection à quitter la France pour tel ou tel pays. Ce qui évite, par la suite, comme ce fut le cas dans cette affaire, les polémiques avec les défenseurs ou, de part et d'autre, on s'accuse implicitement de mensonge ou d'incompétence.

La leçon aura donc été profitable. Cependant le refus du ministre de l'Intérieur de reconnaître clairement qu'il y eut, à divers échelons, sinon erreur du moins imprévoyance, restera comme un mauvais souvenir. Quoi qu'il en soit, cette affaire entachera la fin d'un parcours ministériel dans ces domaines où M. Joxe s'était fait le champion de la déontologie et de la transparence policières. A moins que la négligence qui conduit à la faute ne soit, comme certains le laissent entendre place Beauvau, l'illustration d'un laisser-aller de l'administration policière à l'approche d'un changement de gouvernement. « Si la police est un service public, tous ses actes doivent apparaître comme d'intérêt public », écrivait, en 1969, dans son premier article sur la police, le futur ministre de l'Intérieur. Il reste à démontrer que l'expulsion des deux irakiens vers leur pays répondait à cette exigence.

EDWY PLENEL.

M. Reagan : « S'il y a eu vraiment malversation il faudra restituer »

De notre correspondant

Washington. — Le président Marcos aura, jusqu'au bout, trop cru en M. Reagan. De même qu'il n'avait jamais pu imaginer que la Maison Blanche finirait, elle aussi, par lui demander de faire ses valises pour les Etats-Unis, il n'aurait en effet jamais pensé qu'on laisserait, de surcroît, des douaniers américains en éprouver le contenu à sa descente d'avion.

Cette erreur d'appréciation risque maintenant de lui causer d'importants torts nouveaux, car, fort de cette confiance, M. Marcos a eu la sottise de glisser parmi ses bagages vingt-deux caisses bourrées de pesos fraîchement imprimés. Outre que cette exportation de devises constituait une violation des lois philippines, cela représentait pour plus d'un million de dollars — de quoi, non seulement, éveiller la curiosité d'un douanier mais inciter aussi les dirigeants américains à faire procéder à un inventaire, ne serait-ce que pour ne pas être accusés, un jour, de complicité en détournement de fonds publics.

Or en plus du million de bijoux de prix, d'œuvres d'art, d'actions et

d'obligations, il y avait dans les soutes du gros porteur américain transportant les effets de l'ancien dictateur et de sa suite des tonnes de documents comptables émanant d'importantes indications sur la composition et l'histoire de la fortune de la famille Marcos.

Fermer les yeux, laisser tout cela entrer en territoire américain et disparaître dans des coffres, c'était s'exposer à d'inévitables fuites et à de sévères tensions avec les nouvelles autorités de Manille. Exclu, puisque tout l'intérêt d'avoir finalement posé le dictateur au départ était de permettre, tant qu'il en était encore temps, la mise en place d'un gouvernement modéré, américain et peu susceptible donc de modifier l'équilibre stratégique dans le Pacifique.

D'un autre côté pourtant, il était tout aussi difficile de renvoyer purement et simplement pesos et documents à Manille, pour deux raisons au moins. D'abord, si M. Reagan peut finir par lâcher un ami, cela lui prend du temps, et il n'aurait pas donné son accord pour d'aussi radicales mesures. Plus profondément ensuite, même les membres de son entourage les plus hostiles à

M. Marcos auraient jugé maladroit de causer tout de suite des canis à un homme que l'on avait publiquement cajolé pour le convaincre de se retirer. Même un Etat se doit à une certaine élégance de comportement, et s'il devait y avoir, demain, d'autres « amis » à faire monter dans un avion, il ne faudrait pas qu'ils aient plus peur d'atterrir aux Etats-Unis que de faire face à une révolution chez eux.

Vendredi 28 février, dans la plus grande discrétion et alors que commençaient seulement à se répandre les premiers bruits sur le contenu des soutes de M. Marcos, le conseiller juridique de la présidence américaine, le conseiller pour les affaires de sécurité nationale, le secrétaire d'Etat et le secrétaire au Trésor (dont dépendent les services des douanes) se sont concertés à la Maison Blanche et ont décidé de laisser trancher les tribunaux.

« Il était déjà millionnaire »

Attitude impartiale, puisque les tribunaux américains sont incontestablement indépendants. Le gouvernement Aquino ne pourra être vraiment mécontent puisque ses dossiers sont plus que plausibles. La famille Marcos pourra, elle, payer d'assez bons avocats pour que l'affaire traîne le temps suffisant à des escamotages d'urgence et il ne sera pas dit qu'on présente aux Etats-Unis les dictateurs déçus.

Mercredi 5 mars, au cours d'un petit déjeuner avec des journalistes, M. Reagan a annoncé la couleur en déclarant : « Si des allégations (de malversation) sont avancées, il faudra faire jouer les procédures légales. » Ferme, il ajoute que « s'il y a eu effectivement malversation, il faudra qu'il y ait restitution », mais comme souvent lorsqu'il doit énoncer une politique nouvelle et qui ne lui vient pas vraiment du cœur, le président américain drapait légèrement un diapasillon derrière son front. M. Marcos ne soit victime d'un

« harcèlement injustifié ». « Il était millionnaire avant d'entrer en fonctions », explique M. Reagan, et une partie de son bien doit ainsi lui appartenir légitimement par le biais des investissements réalisés durant vingt ans. »

Le problème est que M. Marcos est aujourd'hui non pas millionnaire, mais, selon les estimations, trois, cinq ou dix fois milliardaire en dollars et qu'il n'était que sénateur et avocat avant d'être président. Cela fait une marge, et jeudi, suivant un scénario qui devient répétitif, le porte-parole de la Maison Blanche a élagué les ambiguïtés en déclarant qu'en autorisant M. Marcos et sa

suite à venir s'installer aux Etats-Unis, M. Reagan ne les avait pas mis « hors d'atteinte » de la loi.

S'il avait cru dans les comptes à numéro d'un pays alpin plutôt qu'en Reagan, l'ex-président aurait expédié depuis longtemps sa comptabilité dans un coffre muet. Il se serait éparpillé bien des soucis à l'heure où des prête-noms semblent vouloir abuser de la situation en trouvant des attrails aux cinq immobles qu'il posséderait dans New-York et son environnement. La justice américaine a temporairement bloqué toute transaction sur ces bâtiments, et le débailage judiciaire ne fait certainement que commencer.

BERNARD GUETTA.

L'exil doré des Marcos

(Suite de la première page.)

Quelque peu gêné par l'insistance des questions de la presse, il s'est retranché derrière la volonté du président Reagan de fournir un asile à M. Marcos pour justifier ces facilités. Selon lui, l'ancien homme fort des Philippines souhaiterait s'installer à Hawaï durablement.

Si tel était bien le cas, M. Marcos n'aurait, semble-t-il, que l'embaras du choix. La presse locale mentionne deux propriétés « de milliardaires » que

des amis très proches et parmi les plus riches de sa coterie (les Tancoo, rois du supermarché de luxe, et les Florendo, rois de la banque) ont achetées, il y a des années, pour eux-mêmes ou pour le couple présidentiel, dans le quartier très protégé des hauteurs de Makiki. Pour sa part, le maire de la ville suggère que M. Marcos achète pour la modique somme de 9 millions de dollars la moitié d'une île « parfaitement tranquille », celle des Cocotiers.

R.-P. PARINGAUX.

Philippines

Corée du Nord

Visite de M. Fidel Castro. — Le dirigeant cubain est arrivé le samedi 8 mars à Pyongyang, en provenance de Moscou, a rapporté Radio-Pyongyang. Il s'agit de la première visite en Corée du Nord de M. Castro, qui a été accueilli à l'aéroport par le président Kim Il Sung et son fils Kim Jong Il. — (AFP.)

Vietnam

M. Le Duan « se repose » d Moscou. — Le secrétaire général du Parti communiste vietnamien, qui dirigeait la délégation de son pays au vingt-septième congrès du Parti communiste soviétique, est resté en URSS pour « se reposer », alors que le reste de la délégation a quitté Moscou, vendredi 7 mars, pour Hanoi, a indiqué l'Agence vietnamienne d'information (AVI).

M. Le Duan est depuis le 14 janvier en URSS pour des raisons médicales, et son état de santé l'avait empêché de rentrer au Vietnam pour les fêtes du Têt, à la mi-février. Le secrétaire général du Parti communiste vietnamien, âgé de soixante-dix-huit ans, souffre, semble-t-il, de troubles

Cambodge

La guérilla des Khmers rouges. — La radio des Khmers rouges a affirmé, samedi 8 mars, que cent dix soldats vietnamiens avaient été tués lors d'un assaut lancé le 3 mars contre Kompong-Sou, à 47 kilomètres de Phnom-Penh. Cette attaque est une des plus importantes opérations reportées par le maquis pro-chinois du Cambodge. Selon la radio, les maquisards ont attaqué Kompong-Sou au soir et occupé toute la ville la nuit durant. Aucune confirmation n'a pu être obtenue de source indépendante. Le gouvernement de Phnom-Penh avait démenti dimanche dernier la réalité des opérations que les Khmers rouges, principale faction de la résistance cambodgienne, affirmaient avoir menées à l'intérieur du Cambodge ces derniers temps. — (AFP.)

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Étranger

HONGRIE

Les « branchés » de la mode

Les régimes socialistes passent pour tuer la créativité et l'imagination. Pourtant, ils les tolèrent parfois fort bien. Surtout en Hongrie, pays un peu à part, où l'initiative individuelle - même en matière de mode - est mieux traitée qu'ailleurs.

Correspondance

Budapest. - On marche vite sur les trottoirs, on se croise sans se regarder dans les rues de cette ville poussiéreuse et belle. Comme dans toutes les grandes cités du monde, le temps vaut cher et se rattrape à grands enjambées. Budapest a ses embouteillages, ses fast food, ses hôtels de luxe et ses vitrines aguichantes, ses rendez-vous de créateurs aussi. Le monde du cinéma de qualité et des acteurs en vogue, par exemple, se partage entre le sophistiqué Béla Balazs Studio, le jour, et le bar tamisé du Ballet Cipő, la nuit; les jeunes peintres et sculpteurs s'exercent à Epreskert, le Jardin des Framboises; l'intelligentsia « brancée » se réunit chaque soir, à 20 mètres de l'ambassade d'URSS, au Club des jeunes artistes, ancienne cave aux murs encore humides, transformée en complexe privé de salles d'exposition, de danse et de restaurant.

Un seul « art » manque à l'appel dans cette métropole paradoxale où la modernisation s'accélère à la lueur de l'étoile rouge qui brille au frontispice des bâtiments publics et des clips électriques de Michael Jackson : la mode. Certes, le vêtement n'est plus tout à fait le symbole d'une appartenance à une classe ou le repère social d'autrefois, mais il n'est pas encore le miroir d'une personnalité qui se veut unique.

Pourtant, l'Etat couturier gère un Institut de la mode, une agence de mannequins, un magazine spécialisé, *Ez A Divat*, où les créations parisiennes sont la seule référence étrangère, des fabricants, et un important réseau de distribution dans les magasins Luxus sont le fleuron. La grille gouvernementale - tenues académiques aux tournures vieillottes comme on en trouve encore dans la grand-rue de nos bourgades profondes - n'est pas coûteuse. C'est ce qui fait une partie de son succès auprès d'une clientèle où dominent les plus de quarante ans. C'est ici que l'on dessine la plupart des modèles destinés aux pays de l'Est, dont les acheteurs et observateurs officiels se pressent aux deux défilés de mode annuels.

Tenues punk et salopettes

Parallèlement à ce statut public et quelque peu austère, la mode a un aspect « privé » qui s'élargit chaque année. De nouvelles boutiques s'ouvrent régulièrement, de plus en plus fréquentées par les jeunes, qui recherchent l'ensemble que portaient hier leur professeur de dessin ou l'un des mannequins de la revue *Nőkilapja*. Lentement mais sûrement, la coquetterie gagne du terrain et l'on apprend à sacrifier ses économies pour une jupe ou une salopette de coton froissé « à la Naf Naf », article très prisé actuellement. Le plus pur des représentants de ce style juvénile et décostraté aux tons pastels, est *Fiorucci*, qui vient de s'installer dans Vaci, Utcá, la plus commerçante des rues de Budapest. Dans cet espace chatoyant de 40 mètres carrés aux peintures encore fraîches, où le moindre sac de plage coûte un quart du salaire moyen environ - 4 000 forints, - règne un grouillement continu.

Dans l'enceinte de l'hôtel géant Atrium siège un autre grand nom de la couture importée : Pierre Cardin, dont la clientèle est étrangère à 70 %. C'est le sort commun des tailleurs de luxe locaux, qui le plus souvent puisent à l'ouest leur inspiration, d'habiller touristes et hommes d'affaires de passage.

A l'autre bout de la mode, et de la ville, punk et skinheads ont, eux aussi, leur repère niché derrière la synagoga : Hanky Punky, sur deux étages, offre un arsenal complet pour adolescents téméraires à la nuque rasée : tee-shirts déchirés, bracelets et blousons cloutés, badges aux poings fermés, sous-vêtements « agressifs ».

An-delà des tenues quotidiennes, compromis au jour le jour entre le rêve et la réalité, entre les sentiers battus de la mode internationale et les critères du goût hongrois, l'univers des stylistes de la création pure, artistique et privée mérite l'intérêt.

Leurs ateliers se cachent au fond d'une cour, au troisième étage d'un immeuble ou dans les sous-sols d'une maisonnette de banlieue.

Jeunes et passionnés

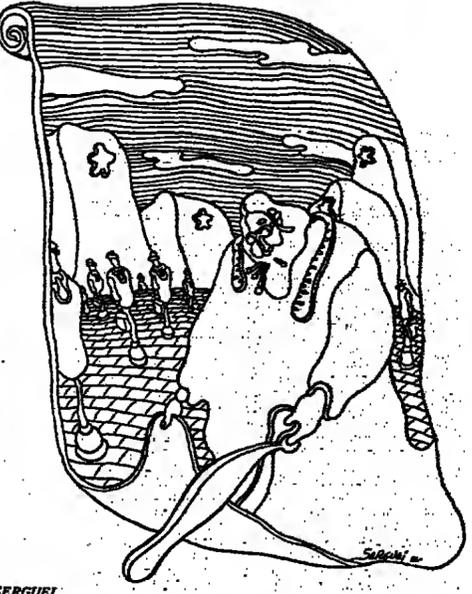
Le statut de ces « stylistes indépendants » n'est pas des plus confortables. S'ils jouissent d'une franche liberté de création, l'originalité de leurs œuvres, leurs conditions de travail, les tiennent à l'écart du circuit commercial. S'ils ont toutefois les moyens de s'affirmer un pas-de-porte, leur publicité ne se fera que de bouche à oreille. Ils subsistent donc le plus souvent grâce à des emplois parallèles dans des entreprises de confection, en dessinant des costumes pour le théâtre ou la télévision ou en enseignant à l'École des beaux-arts. Ils souffrent au demeurant de la rareté et du coût

des tissus de qualité. Enfin, l'exportation à titre personnel est interdite. Seul l'Institut de la mode peut délivrer un visa aux prototypes qu'on lui soumet.

Un néo-romantique

Jeunes, passionnés, individualistes en diable, les stylistes ne se rencontrent guère et se connaissent à peine. Pourquoi n'ont-ils choisi cette activité ? Katalin Sarvary, spécialiste du costume folklorique réactualisé, va jusqu'en Inde chercher les laines et soies sauvages qu'elle modèle amplement, hors du temps. Tamas Kiraly, le plus imaginaire sans doute de la bande, même s'il voyage, comme la plupart de ses confrères, pour assister aux manifestations de mode étrangères, ne se sent bien qu'à Budapest : « Je ne pourrais travailler nulle part ailleurs. Ici, je crée à partir de rien, puisqu'il n'y a ni marché ni argent, mais c'est ce qui justement me motive. Je refuse de me laisser influencer. Le règne de Paris ou de Rome est terminé. Je regarderais, à la rigueur, du côté de l'Angleterre ou du Japon. »

Dans les « montages » intenses et précoces de Tamas, les jupons servent d'écharpes et les cravates de broches; les bustiers deviennent jupes et les jambes de pantalons soudain se transforment en manches ultra-bouffantes pour chemisiers d'un empire imaginaire. Sur le parquet, un puzzle encore en miettes, s'étalent les soieries phosphorescentes, les volants de plastique multicolore, les filets d'orange, les nœuds de scotch rouge et les rubans de soie. Tamas improvise; il ne croit qu'à l'instant que l'instant suivant fera mentir. A minuit, le défilé terminé, les épingles lâchées, comme le rêve de Cendrillon. Il ne reste plus rien que des



SERGUEL

chiffons en désordre dont il tirera demain une autre logique.

Les stylistes hongrois n'ont pas de message à délivrer, ils ne parlent pas politique. Seul les obsède le moyen d'élever le vêtement à la dignité qui lui est due; et peut-être avec lui l'individu. Edith Agai, ancien ingénieur, a quitté l'usine pour la dentelle; elle se dit « néo-romantique »; costumes de pierrat, capes de chevalier, des atours de colombine. « Je veux stopper les machines et remettre le cœur en marche. Que les gens s'habillent comme ils aiment, qu'ils osent porter leurs sentiments. » Pour présenter sa collection, elle a organisé au Novotel, il y a quelques mois, un premier défilé de mode privé qui a fait date. « Nous ne travaillons pas pour l'homme de la rue », dit Edith. « Nous habitons ceux qui

nous ressemblent, qui vivent et pensent comme nous; des artistes, des noctambules. Personne n'osera avant longtemps se promener en plein jour avec nos créations. »

Les créateurs hongrois assument bien leur marginalité; dans un pays où le cumul des activités est toléré, elle leur permet d'arrondir leurs fins de mois, leurs prix de vente variant de 3 000 à 10 000 forints. Elle leur garantit, d'autre part, l'estime de leurs pairs, signe indubitable de leur talent. Ce dont témoignent par exemple les invitations régulières aux festivals d'avant-garde en Autriche, en Allemagne et à Paris, où Tamas Kiraly se rend en tant qu'« architecte ». Originalité supplémentaire ou reflet du fait que la mode n'est pas encore une institution majeure en Hongrie.

BEATRICE CAUX.

MAROC

Les sentinelles du désert

Bien au sud de Marrakoch, où s'est déroulée cette semaine une fastueuse fête du Trône, quelque cent mille soldats marocains veillent sur le mur de défense du Sahara occidental, qui progresse vers le sud (le Monde du 28 février). Si ces sentinelles du désert ont des états d'âme, elles les dissimulent bien.

De notre envoyé spécial

Mabbs. - Commandant de la zone sud, stratège du mur, le général Bennani sait que la bataille de l'information a aussi son importance. « Nous n'avons rien à cacher, choisissez les endroits où vous voulez aller et nous vous y conduirons », nous avait-il dit devant les cartes étalées dans son quartier général d'Agadir. Nous commencerons donc par Mabbs, c'est un des endroits les plus exposés du mur, contre la frontière algérienne, où nous avons déjà bivouaqué avec le Polisario à l'époque où les guérilleros sahraouis contrôlaient la région.

La grande muraille du royaume est une idée vieille comme la guerre réalisée avec les moyens les plus modernes. Il suffit de deux heures, à bord de l'hélicoptère Bell du général, pour se rendre de l'Atlantique aux postes qui font face à Tindouf. Les combattants sahraouis étaient des virtuoses au volant des Land-Rover lancés à toute allure - paro-bric enlevé pour éviter les reflets - sur les étendues sahariennes. Les pilotes marocains éprouvent manifestement une griserie de même nature aux commandes de l'appareil poussé au maximum de ses possibilités.

Marche pliée en deux sous les rotors, garde-à-vous réglementaire puis offensifs entre vieilles connaissances. Le colonel qui vient d'Agadir avec nous et celui qui commande le sous-secteur ont un long passé saharien commun. Mabbs a bien changé. Les carcasses de véhicules, les casques percés, les charges de bazookas - toutes les reliques des victoires passées du Polisario sur l'armée royale, soigneusement conservées en l'état à l'époque où celui-ci contrôlait la zone, - ont disparu. L'ordre « nickel » d'une des armées les plus disciplinées du monde règne maintenant ici. On reconstruit l'ancien casernement espagnol, on prévient des logements pour « les anciens habitants de Mabbs qui s'étaient réfugiés à Zag ».

L'Algérie à l'œil nu

On a longtemps cru que cette région, proche des bases arrière du Polisario en Algérie, resterait un bastion sahraoui. Elle faisait partie du circuit organisé pour les visiteurs étrangers depuis la « maison d'hôtes » d'Hafed-Boudjema, au sud de Tindouf. Les Marocains ont pris un risque calculé en bouclant la frontière algérienne. Pour le moment, il n'y a pas eu d'incident avec l'armée du président Chadli. « Les instructions de Sa Majesté sont d'éviter tout contact », nous a dit le général Bennani. Il reste que, sur la carte que nous montre le colonel commandant le sous-secteur, des points jaunes figurent de part et d'autre de Tindouf, en territoire algérien « prêt » au Polisario. « Ce sont des repères » en cas de nécessité.

Sur le mur, à côté d'une batterie de DCA, également efficace en tir horizontal, un gnetteur enfoui observe à la jumelle. L'Algérie est à moins de 5 kilomètres

une rencontre rituelle avec des captifs marocains, qui - comme toujours au pareil cas - met le journaliste mal à l'aise. Alignés au soleil, dans le prolongement de

d'autres ont « craqué » et accusent leur roi de les avoir entraînés dans une « guerre injuste ». Il n'est même pas besoin de « lavage de cerveau », l'isolement et le désœuvrement au cœur du désert brisent rapidement les plus solides. Selon les confidences des parents d'un des soldats actuellement sur le mur, c'est ce sort-là que redoutent le plus les hommes du général Bennani.

Sans doute ne faut-il pas s'attendre que la troupe se plaigne de la soupe en présence du colonel. Mais ce qu'il nous est donné de voir sur le mur ne correspond guère à un sombre tableau dressé par certains prisonniers du Polisario. Le commandement a vu le danger qu'il pouvait y avoir à maintenir des soldats dans une situation seulement défensive, cloués à leurs postes de tir et d'observation, face à un ennemi moins bien équipé, mais jouissant de la liberté des grands espaces pour des actions de harcèlement. Des exercices ont lieu au titre de l'instruction permanente. Des parties de football sont organisées hors des fortifications, en terrain découvert, comme pour délier les tirs imprécis de l'ennemi.

Le SMIG, nourris, « logés »

« Mes hommes sont trop occupés pour avoir des états d'âme, assure un gradé. Sur le mur, il n'y a que des engagés volontaires, donc pas de problèmes d'appelés comme ceux que vous avez pu connaître, vous autres Français. De toute façon, l'opinion publique est unanime derrière Sa Majesté pour garder le Sahara. » Combien gagnent ces engagés ? Au moins le SMIG, nous assure-t-on, nourris, et, on s'en doutait, « logés ». Selon les

autorités, il n'y a aucun problème de recrutement.

Pour les officiers, une période de commandement au Sud « est un moyen de gagner rapidement du galon ». Certains sont au Sahara depuis dix ans et ne souhaitent partir qu'une fois réalisés certains projets immobiliers grâce à la double solde. Tous les trois mois, chacun a droit à une permission. Dans cet univers sans femmes, la plupart de nos interlocuteurs sont des pères de famille. « Si quelque chose d'important nous appelle chez nous, nous pouvons toujours demander une permission exceptionnelle. »

Dans les mois de fortune, on anticipe vite sur les arguments que le Polisario a pu donner au visiteur étranger. « Oui, la guerre du Sahara coûte cher, mais de toute façon le Maroc se doit de disposer d'une armée importante. Cette armée a une endurance reconnue depuis longtemps. L'ennemi se trompe s'il croit nous avoir à l'arrière. »

Le crépuscule tombe sans que la vigilance de nos hôtes se relâche. Le Polisario attaque généralement à l'aube. Sur le mur, cent mille hommes sont mobilisés pour fermer la « province du Sud » à quelques milliers de combattants sahraouis repoussés jusqu'aux frontières algérienne et mauritanienne. C'est la victoire, mais au prix fort. Un froid vif s'installe pour la longue nuit des sentinelles du désert. Que faire, quand on n'est pas de garde, à la faible lumière des rares générateurs ? Allumer un transistor et se mettre à l'écoute du monde sur la même longueur d'onde que les combattants sahraouis dont, libés, les doigts gourds cherchent Radio France internationale ou la BBC.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.



FRANCHINI

tres, là où commence une maigre végétation. Il faut déjouer l'attente surprise, celle par laquelle le Polisario cherche essentiellement à faire quelques prisonniers utiles à sa propagande.

Le voyage dans le ciel algérien du Polisario comporte en effet

l'exposition du matériel de guerre pris à l'armée royale avant la construction du mur, ces pauvres diables étaient, à notre passage, livrés aux questions des visiteurs qui acceptent de se prêter au jeu. Un pilote de Mirage abattu il y a plusieurs années reste digne, mais

République sud-africaine

Trois cents détenus ont été libérés après la levée de l'état d'urgence

De notre correspondant

Johannesburg. — Comme le chef de l'Etat Fwanshe a annoncé le 5 mars, l'état d'urgence instauré le 21 juillet dernier a été levé vendredi 7 mars, soit après une période de deux cent vingt-trois jours. Mis en place dans 36 des 265 circonscriptions judiciaires du pays, il était toujours imposé dans 23 d'entre elles. M. Pieter Both a estimé que « la situation n'était suffisamment améliorée »...

Nel, a annoncé que les restrictions imposées à la presse depuis le 2 novembre dernier étaient levées et que dorénavant « la police exercera tout contrôle légal au cas où elle est autorisée aux termes de la législation existante ». Est-ce à dire que la presse pourra désormais travailler en toute liberté dans les cités noires...

Les problèmes demeurent entiers

La levée de l'état d'urgence signifie principalement que les forces de sécurité ne pourront arrêter ou détenir aucune personne sans mandat, que les missions ne pourront plus être effectuées sans ordre de perquisition, qu'il n'y a plus de couvre-feu ni de règles imposées au déroulement des funérailles...

Italie

Les firmes participeront aux recherches sur la « guerre des étoiles »

De notre correspondant

Rome. — L'Italie entre à petits pas dans la « guerre des étoiles ». Un communiqué de la présidence du conseil a, en effet, annoncé, le vendredi 7 mars, que Rome était favorable à la participation de l'industrie à l'initiative de défense stratégique (IDS) de président Reagan...

Le gouvernement était depuis des mois soumis à une intense pression des grands groupes industriels pour qu'il se prononce favorablement et au plus vite. Le chef de file de ce lobby était M. Agnelli, président de Fiat, une des entreprises dont les laboratoires de recherche ont le plus de chances d'être associés aux programmes américains.

Suisse

Trois militants de gauche chiliens sont inculpés de recel

De notre correspondant

Berne. — La chambre d'accusation de Genève a décidé de poursuivre de trois mois la détention de trois militants du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) du Chili arrêtés le 26 novembre 1985 alors qu'ils tentaient de changer d'importants sommes de dollars provenant d'une sanction versée quelques jours plus tôt à Zurich pour la libération d'un financier panaméen...

Les trois Chiliens inculpés ont été jugés à Genève, mais qui a préféré garder l'anonymat, a déclaré que ces fonds provenaient d'une « donation » accordée par un groupe révolutionnaire centro-américain. Le représentant du MIR a également tenu à décaler toute responsabilité de son mouvement dans l'enlèvement du financier panaméen.

Etats-Unis

LA MISSION DE M. HABIB EN AMÉRIQUE CENTRALE

M. Reagan à la recherche d'un compromis sur l'aide à la Contra

De notre correspondant

Washington. — Tous ses collaborateurs et lui-même sont mobilisés comme rarement, mais M. Reagan a du mal à faire avaliser par le Congrès et l'opinion américaine sa volonté d'apporter un soutien militaire massif à la guérilla antisandiniste. Après avoir, ces derniers jours, soulevé les communistes en refusant de soutenir la politique nicaraguayenne et dénoncé aussi la menace d'un « tremblement de terre terroriste en Amérique latine »...

Congrès. Parmi ceux des sénateurs et des représentants, démocrates ou républicains, qui n'ont pas d'opinion vraiment tranchée sur le dossier nicaraguayen, beaucoup pourraient donc finalement choisir de ne pas totalement bloquer une politique aujourd'hui orientée vers un certain équilibre, incarné par un homme dans lequel ils ont a priori confiance.

par la CIA, qui pourrait ainsi envoyer des hommes sur le terrain. Ce pourrait être aussi — on en parle beaucoup — l'octroi d'une aide militaire substantielle, mais dont la distribution effective serait suspendue pour une période donnée permettant d'explorer de nouvelles possibilités de pourparlers. D'autres compromis, d'ailleurs, sont maintenant imaginables, mais, avant même qu'ils ne s'ébauchent, la leçon à tirer de cette nouvelle bataille est qu'il est rigoureusement impossible à la Maison Blanche de demander des crédits militaires en faveur des « contras »...

Irrealisme

La raison en est d'abord qu'il ne se trouve pas de véritable majorité au Congrès pour penser que la guérilla antisandiniste pourrait, dans un avenir prévisible, emporter sans un engagement militaire direct des Etats-Unis à ses côtés. Or il est si peu question d'envoyer cela qu'un des arguments de la Maison Blanche en faveur de l'aide aux « contras » est justement qu'elle serait indispensable pour éviter d'avoir un jour à intervenir directement.

Offensive politique

Intelligemment pensée, une offensive politique prend de cette manière le relais de la grossière campagne d'intimidation du Congrès lancée préalablement par la Maison Blanche. Les adversaires de l'aide militaire à la guérilla antisandiniste ne pouvaient être, explicitement ou implicitement, que des agents de Moscou, conscients ou inconscients.

A simplement manier l'invective et les menaces d'apocalypse, M. Reagan courrait d'autant plus le risque d'un fiasco que 59 % des Américains sont hostiles à l'aide aux « contras » et que seuls 37 % d'entre eux approuvent la politique menée par la Maison Blanche au Nicaragua.

Aujourd'hui, avec M. Habib, M. Reagan devrait finir par obtenir, à défaut des 100 millions demandés, une forme de soutien quelconque. Ce pourrait être l'essentiel : une aide, même limitée, mais plus seulement civile et exclusivement distribuée par le département d'Etat, comme l'avait exigé le Congrès l'année dernière, mais également...

BERNARD GUETTA.

A travers le monde

CHILI

Violents affrontements à Santiago

Santiago-du-Chili. — Une cinquantaine de personnes ont été arrêtées et une dizaine d'autres blessées, le vendredi 7 mars, au cours de violents affrontements entre opposants au régime militaire et policiers dans le centre de Santiago. Les incidents ont éclaté lorsque les carabiniers ont chargé une manifestation de mille cinq cents femmes à la veille de la journée internationale de la femme et du lancement d'une nouvelle campagne de « protestas » contre le junte militaire...

EGYPTE

Levée du couvre-feu au Caire

Le couvre-feu instauré depuis le 26 février sur l'ensemble de l'agglomération du Caire sera définitivement levé ce samedi 8 mars, a annoncé, vendredi, la télévision égyptienne. Le couvre-feu avait été décidé à la suite des mutineries de la police du Grand-Caire, qui ont fait cent sept morts et sept cent dix-neuf blessés, selon le bilan officiel. Il avait été progressivement levé depuis une semaine. Les établissements scolaires et universitaires, fermés à la suite de la mutinerie, doivent également reprendre leurs cours samedi. Le chef de l'Etat égyptien, M. Hosni Moubarak, devait, d'autre part, présider ce samedi une réunion extraordinaire du conseil des ministres, puis s'adresser à la nation devant les deux Chambres réunies du Parlement égyptien...

INDE

Administration directe au Cachemire

New-Delhi. — Critiqué pour n'être pas parvenu à endiguer la vague de violences entre hindous et musulmans, le chef-ministre de l'Etat de Jammu-et-Cachemire, M. Shabaz, a démissionné, le vendredi 7 mars, et le Parlement de l'Etat a été dissous par le gouverneur Jagmohan, qui administrera directement l'Etat pendant une période maximale de six mois, avant l'organisation de nouvelles élections. M. Shah a été prié par M. Jagmohan de démissionner après que le parti du Congrès-I du premier ministre Rajiv Gandhi lui eut retiré son soutien, le mettant en minorité au sein du Parlement local.

La décision du Congrès-I témoigne de l'embaras dans lequel les violences intercommunautaires ont mis M. Gandhi, qui avait jusqu'à présent bravé son propre parti pour soutenir M. Shah. Les hindous ont accusé le gouvernement de celui-ci de ne pas être capable d'assurer leur sécurité. La plus grande partie de la vallée du Cachemire est soumise à un couvre-feu depuis que des musulmans y ont attaqué des commerces, des maisons et des temples hindous. — (Reuters.)

MAROC

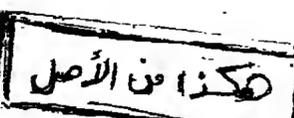
Le roi invite les pays arabes à se dresser contre l'Iran

Marrakech. — « Décidément, on s'intéresse beaucoup à l'intimité maroco-lyonnaise », a constaté, vendredi 7 mars, le roi Hassan II devant la multiplicité des questions posées par quelque deux cents journalistes présents à sa conférence de presse sur ses relations avec Tripoli. Nous allons vous ouvrir les portes de la chambre à coucher. Malgré ces promesses, il est resté très pudique. Le rapport de la visite (il devait faire le mois dernier en Libye) n'est pas autre chose qu'un rapport. Il n'est dit rien à la rencontre du président Chadli et du colonel Kadafi, à In Amenas.

TUNISIE

M. Habib Achour hospitalisé

Tunis. — L'état de santé de M. Habib Achour, ancien secrétaire général de l'UGTT, âgé de soixante-trois ans, a nécessité vendredi quarante-huit heures son hospitalisation. Sa famille a annoncé, vendredi 7 mars, qu'à la suite d'une série d'évanouissements et de fortes maux de tête, il avait été transporté de la prison de Nador, près de Bizerte, à l'hôpital militaire de Tunis. Après un examen soigné, les médecins auraient conclu à une arthrose cervicale, ont indiqué ses proches en insistant tout particulièrement sur les conditions pénibles de sa détention dans une cellule sans chauffage et très humide. M. Achour a été condamné le 31 décembre à un an de prison dans une affaire peu claire de prise de contrôle « illégale » d'une coopérative de pêche remontant à plusieurs années. En appel, sa peine a été ramenée à huit mois de prison. — (Corresp.)



فكرنا من الأصل

France

M. JACQUES CHIRAC EN CAMPAGNE

Les élections derrière lui

De notre envoyé spécial.

Brest. — Elle a le talent d'une grande actrice. Une seconde après l'atterrissage du Mystère 20, l'hôtesse de l'air surgit devant Jacques Chirac pour dire « Nous avons tué un petit lapin » comme elle dirait « Le petit chat est mort ». Jacques Chirac la regarde, incrédule. Sourire navré. Les campagnes électorales, que voulez-vous... Et puis, ces lapins qui gambadent sur le bitume des pistes d'atterrissage !

Il est 20 h 45. Entre Brest et Rennes, une salle des expositions glaciale et une salle omnisports surchauffée, le président du RPR a devisé sagement en croquant des canapés et en vidant une bière avec Pierre Méhaugier, président du CDS, et un industriel du bois breton. C'est une plongée dans l'après-mars. Jacques Chirac est résolument optimiste. « La confiance reviendra vite, très vite (large geste des mains). Il y a des fonds considérables qui sont sortis et qui ne demandent qu'à s'investir, qui attendent. »

L'industriel : « Il faudra tout de suite baisser les taux d'intérêt. 5 %, 6 %, ce serait bien. »

Jacques Chirac : « Les mesures que nous prendrons ne sont pas celles dont on parle, bien sûr. »

Optimisme, assurance. « Je sens quelque chose venir, nous dit-il. Depuis dix jours, les auditeurs sont nombreux, attentifs, demandent des explications. Je n'ai pas vu cela depuis 68. »

— 1968 ?

— Oui, vous verrez, je n'exclus pas que la victoire de l'opposition soit plus large qu'on ne le dit. »

Jacques Chirac tire sur sa Philip Morris. La conversation dérive vers l'impôt sur les grandes fortunes.

L'industriel : « C'est un acte de courage politique de le supprimer. »

Pierre Méhaugier : « Oui, mais nous perdons quelques dizaines de milliers de voix, et il rapporte 5 milliards. »

Jacques Chirac : « Il ne rapporte rien du tout. Il a bloqué la construction, son coût est plus fort que ses recettes. Je ne suis pas contre l'idée

de taxer le capital mais cet impôt est inéquitable, pervers. »

Pierre Méhaugier, vaguement convaincu : « Oui, c'est un impôt malsain. »

On enchaîne sur l'agriculture. L'œil de Jacques Chirac s'allume. De ville en ville, cet homme reprend ce dossier précieux entre tous, martèle que le gouvernement socialiste « ne s'y est jamais intéressé et, du reste, n'y a jamais rien compris ». La plongée dans le budget communautaire fait ses délices, le chèque à M^{me} Margaret Thatcher lui arrache des accents scandaliés, il ne résiste pas au couplet pédagogique sur les quotas laitiers. Pierre Méhaugier et lui ont des mots cernés de terreur noir pour évoquer la grande misère de nos paysans.

Lapsus

Pierre Méhaugier : « Je ne sais pas qui aura le ministère, mais je le plains. »

Jacques Chirac laisse passer un blanc.

— Pierre, tu as vu que j'ai mis la pédale douce (sur la question de confiance).

— Oui.

— Entre nous, Barre a fait des dégâts.

— Que veux-tu, il est comme ça, c'est son tempérament. »

Entre ciel et terre, c'est comme si la « première hale » — celle du 16 mars — était derrière eux. On ne distribue pas les maroquins, non. On est « responsables », on prépare l'avenir, Jacques Chirac, qui se déclare « favorable à un gouvernement relativement restreint » pour plus d'efficacité, dispose déjà d'une précieuse cassette : trente à trentecinq projets de loi, tout beaux tout neufs, prêts à « restaurer » l'économie, le social, la défense, etc.

21 heures. Pierre Méhaugier et Jacques Chirac posent le pied sur terre. Ils se serrent la main devant les caméras et se séparent. L'UDF et le RPR n'ont pas réussi à faire l'union en Ile-et-Vilaine. Pierre Méhaugier a annulé « par courtoisie » un meeting ; Jacques Chirac

foncé à la tête d'un cortège de dix voitures vers la salle omnisports de Rennes. « Il est déjà premier ministre », glisse un observateur. Une impression, comme ça. L'air du temps, l'attitude des policiers, l'envie d'une boutade. Lapsus amusant : son service de presse l'a fait décoller de Villacoublay (aéroport militaire réservé aux ministres et au président de la République) sur son programme au lieu du Bourget.

Jacques Chirac, dans son manteau gris, avec son attaché-case Vuïton, se plaque les cheveux du revers de la main. Hier à Limoges, ce matin à Poissy (Yvelines), tout à l'heure à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), puis à Brest (Finistère), demain en Seine-Saint-Denis, à Toulouse, à nouveau en Seine-Saint-Denis, il se dope aux applaudissements, aux petits « oupléts » antisocialistes polis au fil des meetings.

Cohabitationniste, lui ? Bien sûr. Mais sans baisser la garde. La salle de Rennes va lui donner l'occasion d'« exécuter » cinq ans de « laxisme ». Il dresse le « bilan », distribue son programme et les uppercuts. « Les solennels-huitards attendus qui nous gouvernent encore pour une dizaine de jours ne représentent pas la culture, l'histoire de notre pays », lance-t-il après un long « aidoyer » en faveur de la natalité et des valeurs de la cellule familiale (« Ce n'est pas rétro de le dire »).

Echanger Henu

Jacques Chirac fait une confidence aux trois mille cinq cents personnes assemblées devant lui : « Vous savez, les socialistes, ce ne sont pas des gens qui pensent grand. Ils pensent petit. » Le gouvernement ? « Ce qu'il a fait, c'est bien peu de chose : l'erreur des trente-neuf heures, la cinquième semaine qui était déjà attribuée à la majorité des travailleurs... Les acquis sociaux, nous voulons les maintenir, mais aussi les financer. »

Et puis, il y a ces moments de baffa, où une salle communie dans les applaudissements qu'il faut interrompre. Jacques Chirac s'en prend au « tiers-mondisme éche-

velé » de notre politique étrangère, à ce soutien à « tous ces pays — Nicaragua, Ethiopie — qui nous injurient ». « Qu'avons-nous à faire de ces gens-là ? » demande-t-il, pour conclure : « Il faudra revenir sur tout cela. »

L'ancien premier ministre fulmine. Il évoque « cette folle affaire du Rainbow Warrior où l'on voit un ministre qui a démissionné pour protéger le premier ministre et le président de la République, les véritables responsables, se pavaner maintenant à la tête de la liste socialiste dans le Rhône. C'est tout de même un comble ! Je propose qu'on l'échange contre le capitaine Prieur et le commandant Maffart. »

Est-ce une revue ? Après Charles Hernu, Jack Lang. Ce seul som déléché des « hou » et des sifflets légers. Jacques Chirac : « Je reconnais qu'il ne mérite guère mieux. » Et de s'en prendre aux grands projets parisiens de François Mitterrand : « Sept, huit... C'est de la folie quand il y a trois millions de chômeurs, c'est déraisonnable. »

En quatre-vingt-dix minutes, le président du RPR balaye large. Il n'oublie pas même la Nouvelle-Calédonie et la « politique misérable, anti-nationale qui a été conduite », la Guadeloupe « où l'autorité de l'Etat n'existe plus ». Et puis, soudain, un autre Chirac se profile, celui qui gais (« la xenophobie et le racisme, la pire des choses »), qui rend hommage à Jules Ferry : « Ce qu'il a fait il y a cent ans pour les disciplines de la connaissance, nous devons le faire pour les disciplines de la sensibilité, l'éveil culturel. »

C'est fini. Tout le monde debout. La Marseillaise. La plongée du cortège dans la nuit. L'aéroport. A minuit trente, au Bourget, Jacques Chirac, toujours dispos, distribue en vrai chef scout attentionné, les voitures aux journalistes qui l'ont accompagné. Se rappelle-t-il seulement qu'il est déjà — il était avec Michel Péricard pour serrer la main de l'entraîneur de l'équipe de football Paris-Saint-Germain ?

LAURENT GRELSAMER.

Propos et débats

M^{me} Veil : premier ministre UDF

M^{me} Simone Veil, qui était le vendredi 7 mars dans la Loire et dans les Landes, a déclaré : « Un premier ministre UDF, pourquoi pas. » Puis elle a précisé qu'elle pensait pour cette fonction à MM. Giscard d'Estaing, Léotard, Rocard, Méhaignerie et, pourquoi pas ? Lecanuet. »

M. Lang : majorité de cœur

Pour M. Jack Lang, qui participait le vendredi 7 mars à une réunion publique à Evry (Seine-et-Marne), en votant pour le PS, « qui est appelé à remplir le mandat de l'espèce de gâche, on soutient le président en lui apportant une majorité de cœur tournée vers l'avenir ». Quant à l'union de l'opposition, le ministre de la culture a estimé qu'il s'agit d'une « union-château de cartes qui s'écroulera au premier coup de vent ».

M. Poniatowski : Mitterrand terroriste

Mitterrand est un terroriste et Pierre-Jean un ministre en djellaba », a déclaré, le vendredi 7 mars à Tours, M. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'intérieur, qui venait soutenir M. Bernard Debré. Répliquant à un propos tenu par le chef de l'Etat lors de sa dernière intervention télévisée, M. Poniatowski a ajouté : « C'est faux d'affirmer que parmi les copains il n'y a pas de coquins. Je connais au moins six ministres qui sont de grands coquins, à commencer par le premier. »

M. Mauroy : entente

« Nous pouvons nous entendre sur cette cohabitation d'un genre nouveau », a déclaré, le vendredi 7 mars à Nantes, M. Pierre Mauroy, qui nous continuait à apprendre en restant en opposition et qu'il continuait à apprendre en restant dans l'opposition. »

M. Jospin : choix

« Le choix du 16 mars se fera entre le libéralisme effréné et égoïste et le socialisme démocratique », a affirmé, le vendredi 7 mars à Nantes, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, au cours d'un rassemblement qu'il a dédié à M. Pierre Mauroy et, à la veille de la Journée internationale des femmes, à M^{me} Cory Aquino.

M. Barre : course aux portefeuilles

« Je ne comprends pas pourquoi on m'accuse tellement de ne pas vouloir aller gouverner : il y a une véritable course aux portefeuilles, et, n'étant pas moi-même dans la course, je laisse un poste pour beaucoup d'autres », a expliqué, le vendredi 7 mars à Bourg-en-Bresse, M. Raymond Barre.

M. Le Pen : terrorisme intellectuel

M. Le Pen, qui était le vendredi 7 mars à Bordeaux, a demandé à ses sympathisants de « désabonner ou de ne plus acheter leurs journaux habituels car, s'ils, affirment, la presse fait preuve depuis le début de la campagne, d'un véritable terrorisme intellectuel ».

M. Marchais : modèle

M. Georges Marchais a estimé, le vendredi 7 mars à Lille, que le modèle que vante Mitterrand, c'est Taple, ce champion des licenciements et des longues journées de travail. »

RECTIFICATIF. — « La suspension des militaires de l'ex-FLNC avait été saluée par l'UPC (autonomiste) comme une ouverture, et une chance à saisir », écrivions-nous dans notre édition du 7 mars, dans la page spéciale consacrée à la Corse. Il fallait lire « la suspension des actions militaires avait été saluée par l'UPC comme une ouverture ».

● EURE : exclusions au RPR. — Rendue publique le vendredi 7 mars, une décision datant du 26 février de M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, interdit à M. Victor-François de Broglie, qui présente une liste indépendante du mouvement ébraquien dans l'Eure, et M. Jean Schneider, un de ses colistiers, de « se prévaloir du RPR, s'en fiant exclus d'eux-mêmes ».

(Suite de la première page.)

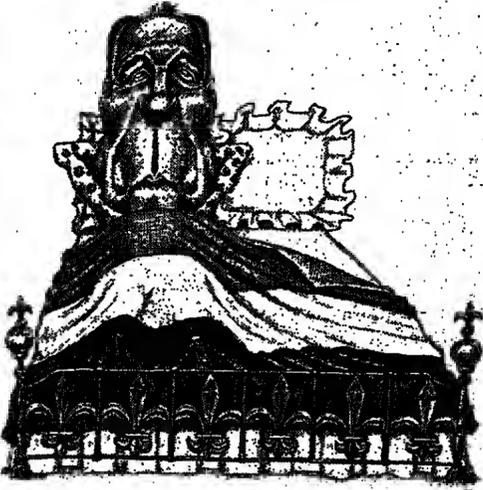
Après quelques errements dus à la fougue idéologique et à l'éloignement du pouvoir, elle a retrouvé le sens des réalités sous la pression des circonstances ; elle a consacré la diplomatie et la politique de défense inaugurées par de Gaulle, parachevant ainsi un consensus national ; elle s'est voluptueusement coulée dans le moule d'institutions qu'elle avait durement combattues, mais qui lui ont été d'un irremplaçable secours pour la conquête et la conservation du pouvoir.

Elle s'en va avec le sentiment aigu d'une certaine injustice mais avec la conscience du devoir accompli. Elle ne part pas avec cette impression décourageante qu'un monde s'écroule, qu'il faudra dix, quinze, vingt ans pour que soit réuni le concours de circonstances qui fait vaciller l'hégémonie de la droite. Elle s'en va avec la certitude qu'elle reviendra, qu'elle retrouvera ces palais nationaux qu'elle s'émerveillait de découvrir en 1981 et qu'elle a si facilement investis non sans la légère morgue du parvenu. Elle se retrouve dans l'état d'esprit traditionnel de la droite : elle aussi a une prétention légitime à exercer le pouvoir. Son gouvernement est aussi naturel que la domination des « gens du château ». Pendant cinq ans, elle a gagné avec ses galans de gestionnaire son billet de retour. Son éloignement ne sera qu'un intermède.

Cache-cache

Les socialistes ont quelques raisons d'espérer que le purgatoire sera de courte durée. D'abord ils n'abandonnent pas tous les leviers. Le 17 mars, quel que soit le résultat des élections, le plus célèbre d'entre eux, celui qui les a menés à la victoire inattendue de 1981, occupera toujours la plus haute charge de l'Etat. Promesse pour ses amis, menace pour ses adversaires. M. François Mitterrand a assuré qu'il ne resterait pas « inerte ». Son activité débordante dans la campagne, la maestria avec laquelle il a distillé les petites phrases sur l'après-16 mars et déboussolé les dirigeants de l'opposition, donnent un avant-goût d'une cohabitation qui ne devrait être ni confit ni commence, mais cache-cache.

Intermède



Couverture de l'Economiste du 8 mars.

MM. Chirac, Giscard d'Estaing, Cbaban-Delmas et autres cohabitationnistes de conviction ou d'opportunité ont du souci à se faire, et ils devront déployer des trésors d'astuces — qu'ils n'ont guère montrés depuis quelques semaines — pour ne pas se laisser « balader » par M. Mitterrand.

Les socialistes pourront aussi, le moment venu, invoquer le bilan de ces dernières années, qu'ils s'efforcent in extremis de peaufiner. Le gouvernement ne multi-

plie pas les promesses électorales, mais les mesures concrètes, comme pour se faire regretter.

Le moment, justement, n'est pas si éloigné que ça : deux ans au maximum, moins sans doute, pratiquement à la discrétion du président de la République, qui peut choisir de provoquer une élection présidentielle à la date jugée la plus opportune pour lui-même ou pour son candidat. Détenteur de cette carte maîtresse, M. Mitterrand se retrouve un peu dans la

situation du premier ministre britannique, qui traditionnellement décide la dissolution de la Chambre des communes avant le terme de cinq ans pour profiter d'une conjoncture favorable.

Ce qui fait partie des méurs outre-Manche ne sera pas nécessairement bien accueilli en France. Les socialistes, les Français sont partisans de la cohabitation et sanctionneront, du président de la République ou du premier ministre, celui par qui la crise arrivera.

Une partie risquée

Le meilleur tacticien choisira non seulement l'heure et le terrain de l'affrontement mais devra encore en faire porter devant l'opinion publique la responsabilité à son adversaire. Celui qui aura été pendant des années le garant des institutions, qui aura réussi une double alternance, en mai 1981 puis en mars 1986, et qui, paradoxe des paradoxes, aura été le meilleur défenseur des prérogatives présidentielles vouées par le fondateur de la V^e République face à ses épigones ne sera-t-il pas le mieux placé pour se succéder à lui-même ?

La partie est risquée. Dans les circonstances normales, le rapport droite-gauche s'équilibre en France depuis près de trente ans autour de 55/45 ; les socialistes ne peuvent plus espérer compter que sur l'appoint d'un PC affaibli ; et pourtant le pari occupera tout l'après-16 mars. M. Barre aura l'avantage d'être resté sur l'Avenir ; M. Chirac et Giscard d'Estaing d'être revenus aux affaires, le candidat socialiste d'avoir un pied dans le pouvoir par sa fonction et un pied dans l'opposition par son parti. De quoi réussir le « grand écart ».

DANIEL VERNET.

Le bilan agricole de la gauche.

Michel DEBATISSE

N'aurait-on pas pu faire l'économie de 3 pas en arrière...

Vue sur l'Observatoire de Paris

L'astronomie française se porte bien. Quand la sonde américaine Voyager-2 passe près d'Uranus en janvier dernier, sept Français étaient invités en Californie à interpréter les observations, ce qui en faisait la plus forte communauté étrangère.

Et le domaine spatial est loin d'être le seul où les Français tiennent un rôle important. Cette bonne santé peut être illustrée par celle de l'Observatoire de Paris. Bien que n'étant pas installé au meilleur endroit pour observer les astres, l'Observatoire a su rester, au cours de trois siècles d'histoire, un centre scientifique de grande activité.

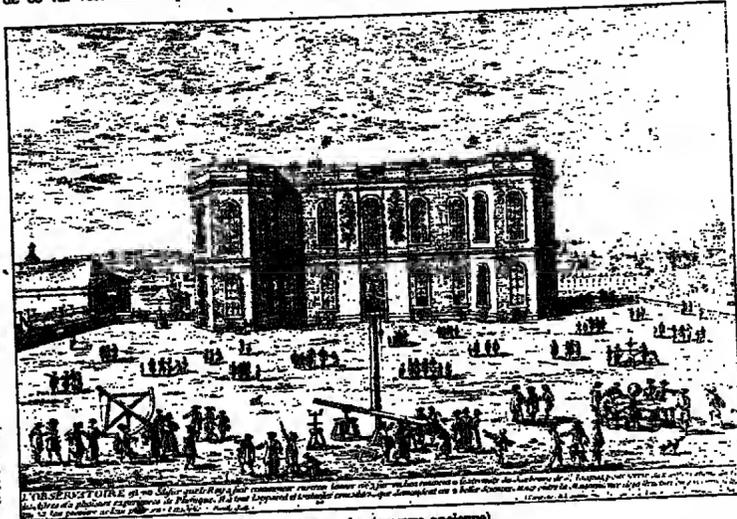
L'Observatoire de Paris a plus de trois siècles d'existence. C'est le 21 juin 1667, jour du solstice d'été, que les « mathématiciens » de l'Académie royale des sciences tracèrent sur un terrain jouxtant ceux de l'abbaye de Port-Royal, bien éloigné de toute habitation, ce qui devait devenir le méridien de Paris. Un bâtiment fut construit par l'architecte Claude Perrault, qui n'a guère été modifié depuis l'époque. Dans l'esprit de Colbert, ce bâtiment ne devait pas être uniquement consacré à l'astronomie, mais servir de laboratoire et de lieu de réunion pour les académiciens. Mais ceux-ci ne mirent aucun empressement pour s'en aller si loin de la ville, du côté de ce val vert dont l'expression

venant des galaxies. Des cartes des galaxies proches ont été dressées. Pour les plus lointaines, la radioastronomie permet d'estimer leur distance et leur masse.

La majorité des chercheurs de l'Observatoire travaillent à Meudon. Ce n'est pas que le site de Meudon soit beaucoup mieux adapté que celui de Paris à l'observation astronomique — Meudon n'est bien équipé que pour l'astronomie solaire, avec sa tour bante de 35 mètres, qui abrite un télescope et divers instruments. — mais c'est à Meudon que sont installés les laboratoires d'astrophysique. Car la connaissance des astres et de l'univers, si elle dépend d'abord des observations, suppose ensuite une foule

rotation de la Terre. Celle-ci est loin d'être parfaitement uniforme, et sa durée excède de deux à trois millisecondes le jour légal de 86 400 secondes « atomiques ». C'est donc le BIH qui décide parfois d'ajouter, généralement en fin d'année, une seconde surnuméraire à la durée normale du jour, afin de compenser cet écart et d'assurer que midi reste, en moyenne, l'heure où le soleil est au sud.

Le BIH établit ses échelles de temps à partir de mesures faites dans les nombreux services métrologiques répartis de par le monde. L'un de ceux-ci est précisément situé à l'Observatoire. Le laboratoire primaire du temps et des fréquences assure le fonctionnement



L'Observatoire (gravure ancienne).

« au diable vauvert » dit encore l'éloignement.

L'Observatoire devint la résidence et le lieu de travail de Jean-Dominique Cassini, astronome italien de grand renom que Colbert avait fait venir en France, puis ceux de ses descendants. Jusqu'à la Révolution, quatre générations de Cassini travaillèrent à l'Observatoire, d'ailleurs moins à des études astronomiques qu'à des travaux de géodésie et de cartographie. La carte dite des Cassini, établie par le petit-fils de l'arrière-petit-fils de Jean-Dominique dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, couvrait toute la France en deux cents feuilles, et reste un prototype de la cartographie moderne.

d'études physiques et de calculs complexes pour en extraire des informations apparemment aussi inaccessibles que la température et la pression au centre des étoiles.

L'heure « atomique »

A Meudon, les activités des chercheurs sont très diverses : évolution de l'univers, dynamique des galaxies, physique des étoiles, processus moléculaires et atomiques du milieu interstellaire, planologie... Tous les moyens d'observation terrestres sont mis à profit, et un département de recherches spatiales a monté nombre d'expériences astronomiques sur des satellites de tous bords.

Paris proprement dit abrite — en général dans des constructions plus récentes que le bâtiment de Perrault — les services communs de l'Observatoire, mais aussi des laboratoires où les astronomes analysent les observations qu'ils ont faites ailleurs. On y trouve aussi une institution fort importante : le Bureau international de l'heure (BIH). Cet organisme définit le temps atomique international, fondé sur la définition légale de la seconde, et lui rattache le temps universel, lié à la

d'horloges atomiques, coordonne leurs informations avec celles fournies par les horloges d'autres laboratoires, et diffuse le temps ainsi obtenu — par l'entremise entre autres de l'horloge parlante. Le laboratoire étudie aussi des liaisons horaires par satellite et a développé des techniques de mesure des fréquences utilisant des lasers stabilisés.

Mais il ne faudrait pas croire qu'on ne fait plus d'observations à Paris. On continue régulièrement d'y observer le passage au méridien d'étoiles assez brillantes pour rester visibles depuis la Ville-Lumière. Mesures routinières, mais fondamentales : répétées depuis trois siècles au même lieu, elles fournissent des informations précieuses sur l'évolution à long terme du mouvement de la Terre et des planètes. Et la lunette de 38 centimètres que fit construire Arago, toujours installée dans la tour orientale de l'Observatoire, a récemment participé à une campagne internationale d'étude des éclipses mutuelles des satellites de Jupiter. Campagne qui doit permettre d'améliorer la connaissance de leur mouvement, celui-ci étant l'un des plus difficilement calculables qui soient.

MAURICE ARVONNY.

Un second cosmonaute français dans une station soviétique

Un second cosmonaute français ira dans l'espace à bord d'une station soviétique. Un protocole d'accord a été signé vendredi 7 mars à Moscou par M. Jacques-Louis Lions, président du Centre national d'études spatiales, et M. Vladimir Kotelnikov, président d'Interkosmos. Le principe de ce vol avait été retenu lors de la visite à Paris de M. Gorbatchev, en octobre dernier.

La mission pourrait avoir lieu à partir de juillet 1988. Elle sera de longue durée, au moins un mois. Le cosmonaute français séjournera à bord de la nouvelle station spatiale Mir, lancée il y a quelques semaines par les Soviétiques, et qu'un équipage va bientôt inaugurer.

En juin et juillet 1982, Jean-Loup Chrétien fut le premier Français de l'espace. Il avait été sélectionné et longuement entraîné à la cité des

Etoiles, près de Moscou, en compagnie de Patrick Baudry, lequel a depuis volé à bord de la navette spatiale américaine. Le vol avait duré une semaine et l'analyse des expériences qu'il permit de faire a ensuite montré tout l'intérêt d'un plus long séjour sur le suivant. Le nouveau vol permettra tout un ensemble d'expériences médicales, biologiques et technologiques, dont de probables discussions définiront la liste.

La longue durée du vol va exiger des candidats cosmonautes un entraînement très sévère. En particulier, le cosmonaute français devra être éventuellement capable de participer à une sortie dans l'espace. Deux ou trois candidats, dont Jean-Loup Chrétien, vont être sélectionnés en juillet prochain.

L'AFFAIRE DES IRLANDAIS DE VINCENNES

Le juge d'instruction contredit M. Charles Hernu

M. Alain Verlocque, juge d'instruction au tribunal de Paris, chargé d'instruire les suites de l'affaire des Irlandais de Vincennes, a formellement contredit, vendredi 7 mars, dans un communiqué, certaines déclarations de M. Charles Hernu.

Après la publication dans vos colonnes (le Monde du 5 mars) d'extraits du rapport de juin 1983 du général Boyé, inspecteur général de la gendarmerie nationale, l'ancien ministre de la Défense avait assuré, sur Europe 1, mercredi 5 mars, que le juge avait été « informé oralement de toutes les informations contenues dans le rapport ». « Il m'a pris connaissance le 9 juin [1983], avait ajouté

M. Hernu, précisant : « Il est erroné de dire que le rapport a été classé [secret défense] afin d'empêcher sa transmission au juge d'instruction. »

Dans un communiqué, M. Verlocque dément cette version. Il indique qu'il « a eu connaissance, début janvier dernier seulement, de la première partie du rapport, dont la classification « secret défense » venait d'être levée par M. Paul Quilès, successeur de M. Hernu, mais que la deuxième partie, toujours classée « secret défense », ne lui a pas encore été communiquée ». M. Verlocque assure n'avoir pas été au courant oralement, le 9 juin 1983, du contenu du rapport du général Boyé.

A Villeurbanne

DEUX GENDARMES INCULPÉS POUR AVOIR TUÉ UN MALFAITEUR

(De notre correspondant régional.)

Lyon. — Deux gendarmes d'une brigade de Villeurbanne ont été inculpés, vendredi 7 mars, de « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner » par M^{me} Marie Kleinmann, juge d'instruction à Lyon. Les deux hommes — dont l'identité n'a pas été révélée par les autorités militaires — avaient, jeudi 6 mars, tiré à six reprises sur un jeune homme qui tentait d'échapper à un contrôle alors qu'il venait de rejoindre un fourgon rempli de marchandises volées.

Les premières déclarations de témoins (le Monde du 8 mars) laissent supposer que la victime, M. Mustapha Kacir, vingt-deux ans, était accompagné d'un complice armé et menaçant. Or, le lieutenant-colonel Ogier, chef par intérim du groupement de gendarmerie du Rhône, devait reconnaître plus tard que le jeune homme — touché dans le dos par trois projectiles, dont l'un, mortel, s'est logé dans un poumon — était seul et sans arme.

Une confusion se serait produite à cause de la présence d'un « homme armé et équipé d'un revolver » à proximité de l'entrée du parc de la Tête-d'Or, là où le jeune homme a été abattu à 500 mètres du lieu de son interpellation. Il s'agissait en fait d'un autre gendarme, venu en renfort.

Les deux gendarmes inculpés ont été laissés en liberté. Ils affirment avoir procédé aux sommations d'usage (« Halte ! Gendarmerie ») avant de tirer avec leurs armes de service sur le fuyard. La version des faits, la deuxième en deux jours, comporte des points obscurs — dont celui de la disproportion entre la menace et le tir — et justifie le déclenchement d'une procédure judiciaire. Les enquêteurs s'efforcent, pour leur part, de retrouver — par un « appel à témoins » — des personnes ayant assisté à la poursuite et au tir des deux gendarmes.

Avant les résultats de l'enquête judiciaire, M. Charles Hernu, ancien ministre de la Défense, maire de Villeurbanne et candidat tête de liste du PS, a fait connaître dans un communiqué sa position : « Je suis tout à fait convaincu que les gendarmes qui ont procédé à l'interpellation de M. Kacir ont fait dans le respect absolu des règlements concernant l'utilisation des armes, et je suis heureux d'apprendre que la suite de la comparaison directe dont ils ont fait l'objet leur ont été remis en liberté ». M. Hernu conclut en manifestant sa « totale confiance dans la gendarmerie que dans le procureur de la République qui est maintenant compétent pour traiter de cette affaire ».

CLAUDE RÉGENT.

Un comité de soutien au commandant Beau vient d'être créé en Touraine

De notre correspondant

Tours. — Sur l'initiative de MM. Marcel Fortier, sénateur (RPR) d'Indre-et-Loire, Gérard Percevaux, ancien maire de Chinon, et Pierre Conly, vice-président de la Confédération des anciens combattants, un comité de soutien au chef d'escadron Jean-Michel Beau vient d'être constitué en Touraine. Ancien commandant de la compagnie de gendarmerie de Chinon, le chef d'escadron Beau, qui est inculpé de subornation de témoin dans le cadre de l'affaire des Irlandais de Vincennes, a récemment mis en cause publiquement le rôle du chef d'escadron Christian Froustean dans cette affaire, en assurant avoir agi « sur ordre ».

La pétition que fait circuler ce comité a recueilli de nombreuses signatures parmi les élus locaux. Malgré la proximité des élections, les candidats d'opinions politiques très opposées ont signé. Parmi eux : M. Marcel Priou, maire de Chinon et candidat sur les listes de M. Jean Royer, maire de Tours et député (non inscrit) ; M. Yves Daoge, conseiller général socialiste, candidat sur les listes PS ; M^{me} Christiane Mora et M. Jean-Michel Testu, députés socialistes.

« Tout en ne voulant à aucun prix s'immiscer dans une affaire judiciaire déjà bien complexe », les signataires de la pétition appellent « soutenues à un officier supérieur qui ne demande qu'à pouvoir exercer normalement les droits de sa défense ».

ALEXIS BODDAERT.

AUX ASSISES DE L'ARDECHE

Pascal Blanc condamné à perpétuité

De notre envoyé spécial

Privas. — Au terme de trois journées de procès, Pascal Blanc, âgé de vingt ans, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité le vendredi 7 mars par les assises de l'Ardeche pour le meurtre de trois personnes (le Monde des 6 et 7 mars). Cette peine a été assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans, pendant laquelle le condamné ne pourra bénéficier d'aucune remise de peine.

Les jurés ardéchois ont rigoureusement suivi le réquisitoire de l'avocat général, M. Jean Philippe, qui s'est attaché, tout en se félicitant de l'abolition de la peine de mort, à démontrer la nécessité, face à un individu « irrépressible », de prononcer la plus forte peine possible.

A l'issue du verdict, Pascal Blanc n'a pas brouché. Avant la délibération du jury, qui devait durer deux heures, le tueur de l'Ardeche a

cependant lâché quelques mots : « Je sais que ça ne changera pas grand-chose au problème, mais je dois dire que je refuse entièrement d'avoir violé Isabelle Alison. »

Déjà, au cours du réquisitoire, on l'avait vu hocher négativement la tête à l'évocation du mobile sexuel développé à partir de quelques détails troublants entourant l'assassinat de la jeune campese retrouvée étranglée.

Devant la cour du Puy-de-Dôme où il a été condamné à douze années de réclusion criminelle pour le meurtre d'une femme de cinquante-trois ans, comme devant celle de l'Ardeche, Pascal Blanc aura manifesté une particulière constance à réfuter toute accusation de perversité sexuelle, acceptant en revanche sans sourcilier une longue série de meurtres. C'est la seule question qui l'a fait sortir de son mutisme.

LIBERT TARRAGO.

DEUX NOMINATIONS AUX RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

M. Pierre Joze a procédé, vendredi 7 mars, à deux nominations à la direction centrale des renseignements généraux (DCRG).

M. Claude Grangeret, qui était aux renseignements généraux depuis 1965, où il avait été successivement commissaire au service des Jeux, puis directeur du service départemental du Val-de-Marne, et enfin sous-directeur de l'information générale à la DCRG, est nommé contrôleur général et affecté à l'inspection générale de la police nationale (IGPN).

A ce départ correspondent deux arrivées à la DCRG. M. Claude Bardou, directeur du service régional de police judiciaire (SRPJ) de Versailles, le plus important de France, et où son efficacité avait été remarquée, est nommé sous-directeur à la direction centrale des renseignements généraux. M. Jean-Claude Fréret, trente-neuf ans, le commandant qui a blessé mortellement d'un coup de fusil de chasse un mineur de dix-sept ans qui tentait de cambrioler son magasin, mercredi 5 mars à Mesnil-Esnard, près de Rouen, a été écroué vendredi à la prison Bonnevilliers de Rouen, après avoir été inculpé de « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

Des commandants se sont groupés en comité de soutien à M. Jean-Claude Fréret, et ont fermé leurs magasins vendredi matin pour marquer leur solidarité avec l'inculpé.

● Catastrophe routière de Beauce : confirmation en appel des condamnations. — La cour d'appel de Dijon a confirmé, vendredi 7 mars, les peines infligées, le 28 juin 1985, par le tribunal correctionnel de la ville, au propriétaire et au chauffeur du car dans lequel cinquante-trois personnes dont quarante-quatre enfants avaient trouvé la mort, sur l'autoroute A6 près de Beauce le 31 juillet 1982.

Le tribunal correctionnel avait condamné M. Jeno Boutin, quarante-trois ans, le propriétaire, à une peine d'un an de prison avec sursis et 25 000 francs d'amende, et M. Antoine Alu, cinquante ans, à une peine de six mois avec sursis, des amendes d'un total de 2 300 francs et un an de suspension de permis de conduire, dont huit mois avec sursis.

En appel, l'avocat général avait requis « une augmentation sensible » des peines prononcées.

● Inculpation du meurtrier d'un cambrioleur. — M. Jean-Claude Fréret, trente-neuf ans, le commandant qui a blessé mortellement d'un coup de fusil de chasse un mineur de dix-sept ans qui tentait de cambrioler son magasin, mercredi 5 mars à Mesnil-Esnard, près de Rouen, a été écroué vendredi à la prison Bonnevilliers de Rouen, après avoir été inculpé de « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

Des commandants se sont groupés en comité de soutien à M. Jean-Claude Fréret, et ont fermé leurs magasins vendredi matin pour marquer leur solidarité avec l'inculpé.

● Arrestation du meurtrier présumé d'un jeune sympathisant du Front national. — Le meurtrier présumé de Patrice Dhaine, vingt-sept ans, tué dans la nuit de dimanche à lundi à Beauce (Gard) (le Monde du 7 mars) a été interpellé vendredi.

Le meurtrier présumé, dont l'identité n'a pas été révélée, « pour des raisons de sécurité », est un ressortissant marocain âgé d'une vingtaine d'années. Il a été écroué sous l'inculpation de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Un autre Maghrébin, qui se trouvait en compagnie de l'inculpé le soir des faits, a été entendu comme témoin.

Patrice Dhaine avait été mortellement blessé d'un coup à la tête après une altercation avec de jeunes Maghrébins propos du Front national, auquel la victime s'était déclarée favorable.

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE. Cours intensifs d'une semaine de DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR. Pour toutes informations : Schepstraat 177 - 2018 Antwerpen. Tél. : 03/232.07.08 - Belgium

سكزا من الأصل

هكذا من الأصل

France / société

APRÈS LA VICTOIRE DU TORNADO CONTRE LE MIRAGE 2000

M. Dassault accuse le gouvernement d'avoir négligé le marché saoudien

Dans une lettre qu'il nous a adressée, M. Marcel Dassault accuse l'Etat français d'avoir raté le marché saoudien d'avions de combat - Ryad a, en effet, préféré le Tornado au Mirage 2000 - parce qu'il a négligé la demande du roi d'Arabie saoudite.

En février dernier, l'Arabie saoudite a commandé soixante-douze Tornado (version défense aérienne) au Royaume-Uni, à l'Italie et à l'Allemagne fédérale qui le cofabricquent, rejetant l'offre de la France de lui vendre le Mirage 2000. Ce choix a été interprété comme un coup de semonce donné aux Français par les Saoudiens, comme le Monde l'écrivait dans ses colonnes du 1^{er} mars, en rendant compte du bilan 1985 de la société Dassault qui a conçu le Mirage 2000.

M. Marcel Dassault a tenu, dans cette lettre, à donner sa version des faits qui ont conduit à l'échec des offres françaises.

« Je me permets, écrit-il, de revenir sur le coup de semonce saoudien. En effet, après avoir produit en série pour l'Etat le 2000, la Société des avions Marcel-Dassault a construit, à ses frais, un prototype 4000 pour lequel l'Etat a bien voulu fournir les moteurs. La première lettre que j'ai reçue du pilote qui a essayé cet avion disait : « Formidable, jamais vu. »

« Il s'agissait donc d'un bimoteur plus puissant que le manomoteur 2000.

« En 1981, le premier ministre, M. Mauroy, m'a fait savoir qu'il avait vu le roi d'Arabie saoudite, qui lui avait dit qu'il achèterait bien des 4000 si la France participait aux frais d'industrialisation. A cette époque, on était en pleine opération de nationalisation; aussi cette proposition du roi d'Arabie saoudite est-elle tombée à l'eau.

« La seule avion qu'on puisse proposer d'un prix de série étant le 2000, nous en avons vendu environ

cinq cents dans différents pays, et mes services, et pas moi, ont essayé d'en vendre à l'Arabie saoudite.

« Ne pas vendre un avion monomoteur à un client qui veut un bimoteur, ce n'est pas un coup de semonce pour la Société des avions Marcel-Dassault, c'est plutôt un coup de semonce pour l'Etat, qui a négligé la demande du roi d'Arabie saoudite.

« Je dois ajouter, écrivait M. Dassault, que le Tornado est aujourd'hui un appareil de bombardement, et que l'avion d'air-supériorité anglais, assez différent, ne sortira que dans quelques années, alors que le 4000 est dès aujourd'hui un avion polyvalent de bombardement et d'air-supériorité qui existe (1).

(1) Le prototype Mirage 4000, qui avait interrompu ses vols après l'échec saoudien, a été remis en état pour servir de base d'essai à certains équipements ou armements destinés au Mirage 2000 et à l'avion européen qui sera dérivé de l'appareil de démonstration Etale mis au point par Dassault. — (NDLR.)

La peste porcine favorise-t-elle l'apparition du SIDA ?

Selon une étude américaine qui devrait être publiée dans le prochain numéro de l'hebdomadaire scientifique britannique *The Lancet*, des traces du virus de la peste porcine africaine - une maladie qui jusqu'à présent n'a jamais atteint l'homme - ont été retrouvées sur neuf patients (sur vingt et un testés) atteints du SIDA. Ces résultats vont relancer la polémique qui oppose la principale revue homosexuelle de New-York, *Naive*, aux autorités sanitaires américaines à propos de la responsabilité - hypothétique - du virus de la peste porcine dans le SIDA (le Monde du 26 juillet 1985).

Infatigablement, Charles Ortleb, le rédacteur en chef de ce journal, ne cessait, dans sa rubrique « Aids-gate », de distiller les « révélations » les plus audacieuses, accusant tour à tour le Center For Disease Control d'Atlanta, le National Cancer Institute, l'Université de Californie, le gouvernement américain de cacher la « vérité » en niant, pour des raisons essentiellement économiques, l'implication de ce virus dans la maladie. Cette hypothèse avait déjà été émise il y a plus de deux ans dans les colonnes de *Lancet* par Jane Teas, une chercheuse qui travaillait à la Harvard School of Public Health et

qui signe aujourd'hui, avec John Beldales, un autre chercheur de Harvard, cette nouvelle étude.

Interrogé par l'agence Associated Press, ce dernier a déclaré que « le SIDA est une maladie complexe qui ne peut s'expliquer uniquement par le virus LAV-HTLV 3 ». « Il n'en demeure pas moins, a-t-il ajouté, que rien ne permet de dire que l'on ne puisse l'attraper en mangeant du porc. » Immédiatement, Floisie Wong Staal, la principale collaboratrice du professeur Robert Gallo au National Cancer Institute, répliquait que « son » virus - le LAV-HTLV 3 - « était bien le virus responsable du SIDA ». Elle ajoutait que les malades atteints du SIDA, du fait de leur déficit immunitaire, sont plus exposés que d'autres à certaines virus, dont, pourquoi pas ? celui de la peste porcine. Une déclaration confirmée par le docteur Jean-Claude Chermann (Institut Pasteur). Selon lui, « on possède aujourd'hui assez de preuves permettant d'affirmer que le LAV est bien l'agent étiologique du SIDA. Mais, ajoute-t-il, il ne fait guère de doute que d'autres virus, celui de l'hépatite virale, mais aussi celui d'Epstein Barr, le cytomégalovirus ou - pourquoi pas ? - le virus de

la peste porcine, jouent un rôle de cofacteur en accélérant l'apparition de la maladie ».

Reste une coïncidence troublante : la peste porcine africaine est une maladie virale dont certaines caractéristiques épidémiologiques sont identiques à celles du SIDA. En particulier, cette maladie, née en Afrique, s'est propagée aux Etats-Unis après avoir infecté certaines nées des Caraïbes. Les vétérinaires que nous avons interrogés se déclarent très surpris par ces sérologies humaines positives. Mais, reconnaissent-ils, les stigmates biologiques de la peste porcine ne sont pratiquement jamais recherchés chez l'homme.

FRANCK NOUËL.

« Les femmes pourraient transmettre le SIDA. - Deux équipes de chercheurs de Boston et de San-Francisco annoncent, dans l'hebdomadaire médical *The Lancet*, avoir réussi à isoler le LAV dans des sécrétions vaginales. Cette découverte permet de penser que la maladie pourrait aussi être transmise sexuellement par les femmes.

RECTIFICATIF. - Contrairement à ce que nous écrivions dans *Le Monde* du 7 mars, l'autorisation d'exercer à l'hôpital n'a pas été supprimée aux internes en médecine de la région Nord-Est qui, en dépit de l'annulation des résultats du concours, bénéficient toujours d'un statut juridique.

Hidalgo-ci, Hidalgo-là

« Juve : Arriva Hidalgo ? » En grosses lettres blanches sur fond noir, ce titre barrait, jeudi 6 mars, la première page du *Corriere dello sport*, l'équivalent transalpin de *L'Equipe*. Le quotidien sportif italien tient pour quasiment certain le départ de Trapattoni, l'actuel manager turinois, pour l'Inter de Milan, où, au dépit de la victoire sur Nantes, les jours de l'entraîneur Mario Corso sont comptés. Dès lors, le successeur de Trapattoni serait « très probablement » le Français Michel Hidalgo. « Un premier contact a été pris à l'occasion de France-Irlande du Nord à Paris par l'intermédiaire de Michel Platini, grand ami d'Hidalgo », croit pouvoir affirmer le journal italien.

A Barcelone, mercredi soir, où il commentait pour TF 1 le match Barcelone-Juventus, Hidalgo aurait confié : « Personne ne refusait le banc de la Juve. » Début d'aveu ou simple propos diplomatique de la part d'un homme courtisé ? De son côté, Gianni Agnelli, PDG de Fiat et propriétaire de la Juventus, se serait exclamé : « Quel beau tandem cela ferait avec Michel Platini ! » Ce n'est pas ainsi qu'on désemorce les rumeurs en Italie.

J.-J. B.

En précisant qu'il est « prématuré d'en parler », le patron de la Juve entretient l'équivoque.

Michel Hidalgo n'a pas encore signé à Turin. Ni à l'Inter de Milan, où, selon les Italiens, il pourrait aller dans le cas, « et bien improbable », où Agnelli arriverait à convaincre Trapattoni de rester à Turin. Il n'a pas signé non plus au Real Madrid, comme les Espagnols l'ont cru un instant. D'ailleurs, a-t-il vraiment signé à Marseille ? Les supporters jurant l'avoir vu la faire devant les caméras de la télévision convoquées tout exprès le 20 février dernier (le Monde du 21 février). Une signature pour rire ? En donnant l'impression de revenir sur son engagement au cours d'un entretien sur RMC le 28 février, Michel Hidalgo a relancé les rumeurs. On ne le verrait pas aux quatre coins de l'Europe s'il était ancré solidement sur le Vieux-Port. A côté d'un club où Jean Carnieu et Bernard Tapie dialoguent désormais par sommations d'huissiers, le turbulent Calcio italien pourrait apparaître comme une villegiature reposante au doux Michel.

J.-J. B.

CYCLISME

Quand Kelly bat les grimpeurs

Les grimpeurs qui pensaient distancer Sean Kelly à la faveur du Ventoux ou du mont Faron se sont trompés dans leurs pronostics. Non seulement le leader du Paris-Nice a conservé l'initiative dans les obstacles de montagne, mais il a repris 40 secondes à son adversaire direct, Pascal Simon, un remarquable escaladeur, en se classant deuxième derrière l'Espagnol Pedro Muñoz, vendredi 7 mars, au sommet du Faron.

L'Irlandais de l'équipe Kas, qui porte le maillot blanc depuis le premier jour, a donc fait la démonstration de sa supériorité, et, sauf accident, il devrait terminer en vainqueur dimanche sur la Côte d'Azur.

J. A.

Ceux qui auraient pu le menacer semblent résignés : « Si Kelly, qui est surtout un routier sprinter, a consolidé sa position dans les arrivées en côte, remarquait à ce propos Pascal Simon, c'est qu'il est véritablement le plus fort. Et comme il dispose d'une équipe très homogène, il sera très difficile de le prendre en défaut. »

En l'occurrence, Sean Kelly, vainqueur depuis 1982, corrige deux records : celui de Jacques Anquetil (aujourd'hui directeur de course), qui enleva Paris-Nice à cinq reprises, et celui de Raymond Poulidor, qui escada le col d'Eze à 33 km/h de moyenne, en 1972. Personne n'a fait mieux depuis.

J. A.

Carnet

Naissances

Jean-Patrick FORTIN et Christine GODET sont heureux d'annoncer la naissance de

Paul,

à Paris, le 16 février 1986.

229, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

M. et M^{me} Daniel MAURY-SIMON sont heureux d'annoncer la naissance de

Alexandra,

le 5 mars 1986 à Paris.

M. et M^{me} André de SÉGUIN des BONS ont la joie d'annoncer la naissance de

Sophie,

le 3 mars 1986.

Décès

Le docteur et M^{me} Saad Khoury, et leur fils Rodi, ses enfants et son petit-fils, Les familles Asmar, Mallat, Genayel, Khoury, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Iskandar ASMAR, née Soaad Mallat,

survenue à Paris, le 5 mars 1986.

Les obsèques auront lieu le lundi 10 mars, à 16 heures, en l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm, Paris (5^e).

Ni fleurs ni couronnes.

37, boulevard Lannes, 75016 Paris.

M^{me} Paul Coiron, M. et M^{me} Michel Coiron, M. et M^{me} Jean Bord, Et la famille, ont la peine de faire part du décès de

M. PAUL COIRON, intendant général des troupes de marine en retraite, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, médaille de Verdun, chevalier de l'Ordre Polonia Restituta,

survenu le 2 mars 1986, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, le 4 mars 1986, à Sorèze (Tarn).

M^{me} Thérèse Coumet, M. et M^{me} Jacques Noffy, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Christiane Coumet, M. et M^{me} Alain Coumet et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-François Coumet, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Donatien Coumet et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre Puchault et leurs enfants, Les familles Coumet, Maurange, Régade, Rivaz,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Youssef HARFOUCHE, née Adèle Ghannou,

leur mère, grand-mère, sœur, tante et parente, survenue à Paris, le 4 mars 1986, à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 11 mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Liban, 17, rue d'Ulm, Paris (5^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

141, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

Ont la douleur de faire part du décès de

M. Stéphane COUMAU,

pleinement décédé le 6 mars 1986, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 12 mars 1986, à 14 heures, en l'église Saint-François-Xavier, sa paroisse.

Cet avis tient lieu de faire part.

M^{me} André FRAHIER, née Bernadette Delom-Sorbe,

s'est endormie dans la paix du Seigneur, le mercredi 5 mars 1986, à l'âge de soixante ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le samedi 8 mars 1986, à 9 h 30, en l'église de Capteurs.

De la part de Docteur André Frahier, Abbé Louis-Jean Frahier, Jean-Pierre et Emmanuelle Delcroix, Anais, Thomas, Jeanne et Quinzio, Manolo et Maylis Serrano, Gwendal et Albinos, Vincent Frahier, Docteur Louis Delom-Sorbe, son père, Docteur et M^{me} Michel de Lazard et leurs enfants, M^{me} Joseph Delom-Sorbe, M^{me} Anne Delom-Sorbe, M. et M^{me} Jean de Lazard et leurs enfants, M^{me} Pierre Tracos, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Marguerite Millie, M. et M^{me} Manrico Delom-Sorbe, Les familles Frahier, Frahier, Marec, Delom-Sorbe, Parents et alliés.

Route nationale, 33840 Capteurs.

Le docteur et M^{me} Samir Harfouche et leurs enfants, M. et M^{me} François Baraké et leurs enfants, M. et M^{me} Robert Geara et leurs enfants, M. et M^{me} José Ghannou et leurs fils, M. Roberto Ghannou, M. et M^{me} José Musi, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Aurora Ghannou, La famille Khoury, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Youssef HARFOUCHE, née Adèle Ghannou,

leur mère, grand-mère, sœur, tante et parente, survenue à Paris, le 4 mars 1986, à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 11 mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Liban, 17, rue d'Ulm, Paris (5^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

141, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

Ont nous pris d'annoncer le décès de

M^{me} Bernard GROSPERRIN, née Mireille Bédier, professeur au collège des Eaux-Claires, à Grenoble,

survenue le 23 février 1986, dans sa cinquante-neuvième année.

— Atiliac (Corrèze).

M^{me} Pauline LACAU, son épouse, André LACAU, son fils, M. Albert LACAU, son frère, et M^{me} Ses neveux et nièces, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de Atiliac (Corrèze), à l'âge de quatre-vingt-deux ans, du

médecin général inspecteur (C2) Jean LACAU, commandeur de la Légion d'honneur, professeur agrégé au Val-de-Grâce, ancien directeur de l'Ecole d'application du Val-de-Grâce.

Les obsèques religieuses auront lieu le samedi 8 mars, à 16 h 30, en l'église d'Atiliac.

Ni fleurs ni couronnes. Cette situation peut être remplacée par un don à l'Association pour la recherche sur le cancer (dépôt à la mairie d'Atiliac).

Remerciements

Chénéailles (Creuse).

M^{me} Alice Sarre, Ses enfants, Ainsi que toute la famille, remercieront très sincèrement toutes les personnes qui ont été associées à leur deuil, soit par l'envoi de cartes, de fleurs, de plaques, soit par leur présence aux obsèques de

M. Aïché SARRE.

Communications diverses

Comme chaque année, l'Association nationale des anciens d'Indochine et du souvenir indochinois (ANAI) fait célébrer une messe solennelle à la mémoire des morts en Indochine. Elle aura lieu le dimanche 9 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides. Renseignements : ANAI, 15, rue de Richelieu, 75001 Paris. Tél. : 42-61-41-29.

Le dimanche 9 mars la rédaction de *L'Universel* organise à la Grande Pagode du bois de Vincennes, de 14 heures à 18 heures, une conférence : « Les Orient et l'Occident », avec projections, musique, danses représentatives, associant les modes d'expression respectifs des trois cultures. Places à réserver à *L'Universel*. Tél. : 42-37-56-49.

SHEILA HICKS
EXPOSITION - VENTE
Jusqu'au 15 mars 1986
galerie des femmes
74, rue de Seine 75006 PARIS
(1) 43-29-50-79

ASSOCIATION ITALIENNE DES ELEVEURS

Cher éleveur français,

le bétail italien revient à Paris, au Salon de l'Agriculture - 1986. Un échantillon d'une haute valeur génétique et d'une grande capacité de reproduction, composé de bovins à lait (des races Frisona, Bruna et Pezzata Rossa) et à viande (des races Marchigiana, Chianina, Romagnola, Piemontese), de porcins (des races Landrace et Large White) et d'ovins (des races Langhe, Comisana, Sarda et Mâssese) peut être visité au pavillon "ITALIE" - Bâtiment 1 - Allée 1 - Stand 257.

Les éleveurs italiens seront heureux de présenter à leurs collègues français, que nous estimons pour leurs capacités professionnelles, le bétail exposé et de leur fournir toutes informations et documentations.

COMITE ITALIEN DES FOIRES ET EXPOSITIONS

MICHEL PORTAL UNIT A MONTREUIL
Mobilité dans l'idée fixe

Michel Portal, Jack DeJohnette, Mino Cinelu, Jean-François Jenny-Clark, Harry Pepl et Jean Schwarz. Une jeunesse insoumise et plus érudite qu'en plusieurs siècles. Deux jours de préparation, trois concerts. Le nouvel Unit se sépara mardi après Montreuil, Boulogne-sur-Mer et Grenoble (1). Ils jouent pourtant comme on aime à jouer quand c'est la première fois. Ils se donnent comme si c'était la dernière. Newport en juin, ou Montreuil quelques jours plus tard pour son vingtième anniversaire, le mercredi. Mardi, ils n'existeront plus.

Portal a du inventer ce nom Unit, par antiphrase. J'imagine. En quinze ans, une centaine de musiciens se sont succédés dans un Unit allégorique. Brevets rencontrés, histoires personnelles, histoires romantiques. En même temps, infatigable, surgit une certaine idée de la musique. Une contrainte mobilité dans l'idée fixe.

Sur le papier - il en va ainsi pour les cartels (autographes), pour les castings (cinéma) ou pour une ligne de trois-quarts (rugby) - sur le papier donc, le prochain Unit à qui le pianiste s'adresse, est plus ou moins adhésif. De toute façon, le pronostic n'a rien à voir avec la réalité de la scène. Echecs de combats montés pour le succès, génie d'associations à vue de nez plus modestes, l'entreprise échappe à la combine. C'est sa chance. Portal nous a habitués à cela. Il encaisse maintenant les passages à vide, qui font partie du jeu. De son jeu. La durée le sert.

Quand, en fin de concert, il approche une chaise, petits cris d'aise. Tout le monde comprend maintenant qu'est venu le temps du bandoneon, de la danse et du n'importe quoi. Mais pas n'importe comment.

Les concerts de Portal toisent toujours autour d'une dramaturgie secrète. Cette attente égarée, mais il y répond. Il fait des mines. Coupe les applaudissements. Enchaîne. Il se suit lié à ce drame de concert qu'il aime : premier tiers, l'antichambre lavée d'elle-même par son avertissement rythmique et thèmes vertigineux ; deuxième tiers, l'épreuve de force, le jeu, avec les temps libres abandonnés à tout un chacun, roulez

bolides, on va à la limite, qui vivra verra ; et pour finir, derniers cercles de l'enfer franchis, on lâche tout, on est là pour la musique, pour nous, pour vous, pour raconter les farces du monde. Comme les films de Godard, la musique de Portal dit le monde. La terreur, la volupé, les hommes, les femmes. Il ne cherche pas vraiment à le savoir. Ça passe ou non.

Quant le rythme qu'il aime est à ce point servi, sur un plateau, par Jack DeJohnette et Mino Cinelu, spectaculaires, physiques, imparables, tous deux servis, tiens donc, de chez Miles Davis, l'impossible, à portée de main, devient possible : les flammes du bal populaire et du funky, la constance splendide de Jenny-Clark, plus présent à la batterie que n'importe quel bassiste à la mode, les micro-climats installés par Pepl et Schwarz. Tout est n'importe quoi, ou se perd Unit retrouvé, sans autre leader que l'idée passionnée de la musique qui l'emporte. C'est le Pays basque à New-York, c'est la fête des percussions, c'est la main droite de Jenny-Clark sur les cordes, c'est Mino Cinelu à cheval sur un de ses fils, c'est Schwarz impassiblement impassible, et DeJohnette finissant le concert avec le sourire de quelqu'un qui le commence. C'est Portal enfin, furieux, amoureux, abandonné. C'est tout et n'importe quoi, mais pas n'importe comment.

Un concert réussi ne se juge plus au nombre de ses rappels. Il se juge au nombre des photographes. Quand les photographes se serrent au pied de l'estrade comme un pack de rugby, c'est un grand concert. Quand il y a une seule poussée, comme un seul homme, sardines aux objectifs, ils prennent tous la même photo, c'est un concert mémorable. Il y avait tant d'attente au concert du Michel Portal Unit à Montreuil, avec Jack DeJohnette et Mino Cinelu, qu'on a été obligé de refuser des photographes.

FRANCIS MARMADE.

(1) Michel Portal Unit à Boulogne-sur-Mer, le 8 mars, et à la Maison de la culture de Grenoble, le 10.

PLAN DE RESTAURATION POUR LES TUILERIES

A la manière de Le Nôtre

Des parterres et des bosquets du Grand Siècle, dotés d'un arrosage automatique, parsemés d'illuminations féériques, s'étendant du Carrousel jusqu'aux douves reconstruites de la Concorde, tel pourrait devenir le jardin des Tuileries. Tel est le projet de Joseph Belmont, conservateur du parc de Saint-Cloud, à qui M. Jack Lang, ministre de la culture, a demandé, voilà deux mois, de réfléchir au réaménagement de ces 24 hectares. Ses propositions ont été acceptées, en moins dans leur principe, et ont été rendues publiques, le 7 mars, par le directeur du patrimoine, M. Thierry Leroy.

L'installation tout à fait officielle du Forum de l'enfance puis les forains squatters en décembre ont attiré l'attention sur le délabrement du parc et le désordre de sa gestion. L'affaire a provoqué la démission de M. Jean-Pierre Weiss, directeur du patrimoine depuis 1983 (Le Monde

du 12 janvier). Il était temps de reconquérir cet espace illustre.

Entre le jardin Renaissance de Catherine de Médicis, le parc à la française de Louis XIV, le jardin Napoléon III, celui de la III^e République et les audaces des paysagistes modernes, le choix était large. Joseph Belmont a opté pour un retour au classicisme.

Le jardinier du Roi-Soleil avait tracé une allée centrale de 15 mètres de large, de 300 mètres de long, partant du Louvre, et suggérant l'axe qui monte jusqu'à l'Étoile. La promenade, ponctuée de deux bassins, était bordée de marronniers et, par derrière, d'un mur d'ifs taillés. De part et d'autre, dans vingt-quatre compartiments, alternaient pelouses, parterres de fleurs, bosquets, arbres en quinconce. Le tout, enfermé dans un parallélogramme qui isolait le jardin de la ville et du fleuve.

Tel est le parti auquel on revient et qui permet de concilier le repos

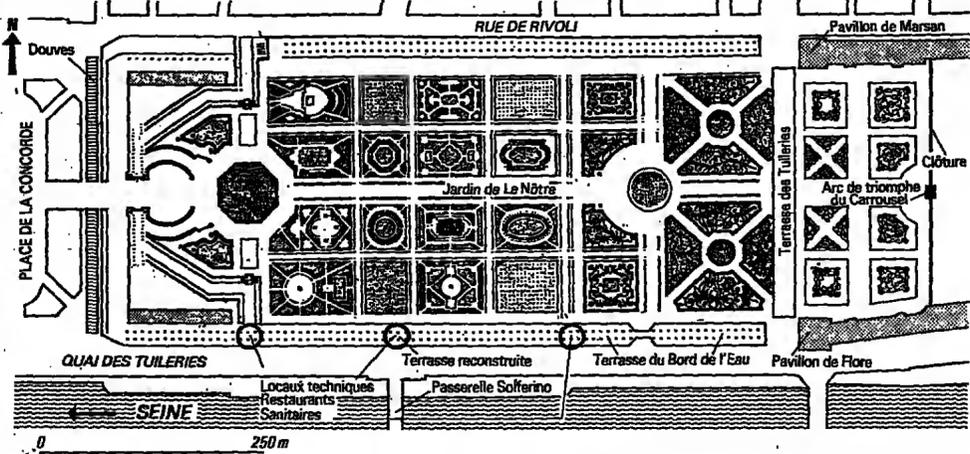
sous les ombrages du jardin central (qui abritera et dissimulera des jeux pour les enfants, des kiosques-buvettes, un théâtre de verdure, quelques œuvres d'art) et les animations, les expositions, les fêtes, qui auront à disposition les espaces périphériques.

Du côté du Louvre, le jardin, qui couvrirait l'avenue du Général-Lemonnier, en souterrain, s'étendrait jusqu'à l'arc de triomphe du Carrousel, par des esplanades, des pelouses, des bosquets. Côté Concorde, on jouerait la rupture en recréant les douves autrefois situées au pied de la terrasse du Jeu de paume. Le long de la rue de Rivoli, peu de changements. C'est du côté de la Seine que Joseph Belmont s'est montré le plus inventif. Il veut combler la brèche qui coupe la terrasse du bord de l'eau et laisse passer le vacarme des voitures. Sous la terrasse, seraient aménagés des restaurants, des locaux techniques et

sanitaires. Le sommet serait affecté à des expositions de sculptures contemporaines. Et pour que la terrasse arrive jusqu'à l'aplomb de la Seine, Joseph Belmont propose de couvrir carrément la voie express. De là, par la passerelle Solferino, on gagnerait la rive gauche et le musée d'Orsay. Mais le coût de cette merveilleuse idée s'éleverait à 450 millions de francs.

L'ensemble est chiffré à environ 110 millions de francs. Dans l'immédiat, le ministère se propose de réaliser quelques travaux indispensables, relativement peu coûteux (2 millions de francs). L'allée centrale, mise à mal par les baraquements cet hiver, sera refaite, plus un parterre de Le Nôtre restitué à titre de démonstration. Deux aires de jeux vont être installées, et on promet aux badauds quelques dizaines de bancs et deux cents chaises nouvelles.

MARC AMBROISE-RENDU.



Communication

ESPAGNE

Le gouvernement prévoit la création de trois chaînes de télévision privée

De notre correspondant

Madrid. - A moins d'une lourde défaite au référendum sur l'OTAN du 12 mars, qui bouleverserait la scène politique, le gouvernement socialiste s'apprête à transmettre au Parlement, dans la seconde quinzaine du mois de mars, le projet de loi autorisant la télévision privée en Espagne, affirme-t-on dans les milieux proches du pouvoir. La publication de ce texte avait été annoncée, puis repoussée à plusieurs reprises, durant l'année 1985.

Ce projet devrait être approuvé par les Chambres au printemps, avant les prochaines élections légis-

latives, mais la télévision privée ne commencera sans doute pas à fonctionner avant le début de l'année 1987. Le projet de loi prévoit la création d'un maximum de trois chaînes privées, couvrant chacune l'ensemble du territoire national, qui viendront s'ajouter aux deux chaînes publiques, exploitées par la RTVE, la Radiotelevisión española (1).

Le texte définit la télévision comme un « service public », dont l'exploitation peut être confiée, en régime de concession et pour une durée déterminée, à des entreprises privées. Le projet fixe également les conditions à remplir par ces dernières. Leur capital devra être

entièrement aux mains d'actionnaires originaires des pays de la CEE (un premier projet, plus restrictif, n'envisageait que des porteurs de parts espagnols). Elles seront en outre tenues de réaliser un pourcentage déterminé de programmes propres, qui ira croissant, et de limiter leur temps de publicité à un « plafond » fixé par la loi. Elles devront enfin démontrer qu'elles ont acquitté toutes leurs obligations fiscales, et faire preuve de leur solvabilité financière.

M. Berlusconi sur les rangs

Les nouvelles chaînes de télévision privée utiliseront à la fois le système de transmission terrestre par voie hertzienne et celui par satellite (l'Espagne participe déjà au programme européen Eutelsat). Le monopole leur jouissait dans ce domaine la RTVE sera abandonné, et l'exploitation du réseau de transmission d'images sera désormais confiée à une nouvelle société, dans laquelle l'Etat disposera d'une participation majoritaire. Un second réseau, celui de la Téléfonica, la Compagnie espagnole des téléphones, pourra également être adapté si nécessaire à cette fin.

La plupart des grandes entreprises de presse espagnoles figurent aujourd'hui sur les rangs des candidats à la concession. L'heure est aux « grandes manœuvres » et aux tentatives de regroupement, aucune d'entre elles ne pouvant aspirer à gérer seule un canal. Deux grands groupes sont déjà pratiquement constitués : le premier réunit notamment l'entreprise de presse Zeta (qui publie les hebdomadaires *Interviú* et *Tiempo*), le journal *El Periódico* de Barcelone, appuyés par un important homme d'affaires vénézien lié au parti d'Action démocratique, M. Cisneros. Le second regroupe entre autres les journaux *El País* de Madrid et *La Vanguardia* de Barcelone, plusieurs quotidiens régionaux, diverses revues de la « presse du cœur », deux chaînes de radio et la maison d'édition Espasa Calpe. Plusieurs autres projets sont également en cours.

Le magnat de la télévision italienne M. Silvio Berlusconi, apparemment désireux d'adhérer à son axe Milan-Paris une projection

madrilène, ne semble pas lui non plus étranger à ce branle-bas de combat. Il s'est entretenu en décembre dernier à Madrid avec le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, à qui il a fait part de sa volonté de mettre sur pied une véritable télévision « pan-européenne » face à la concurrence venue d'outre-Atlantique ; un argument qui semble avoir intéressé son interlocuteur. M. Berlusconi, qui vient d'ouvrir à Madrid un bureau de relations publiques (dirigé par un ancien collaborateur du chancelier Julio Iglesias, M. Alfredo Fraile), a aussi tenté de prendre langue avec certains groupes de presse espagnols pour examiner les conditions d'une éventuelle collaboration.

THIERRY MALINIAK.

(1) Il existe en outre une troisième chaîne publique, de portée régionale seulement, au Pays basque, en Catalogne et en Galice.

• **TV6G enrichit ses programmes.** - Accusée de toutes parts de retarder la mise en place de la grille annoncée (voir notre supplément TV), la chaîne musicale annonce un menu plus copieux pour ce week-end : Samedi 8 mars : 14 heures à 18 heures : « 6 Tonic », la boucle de clips ; 18 heures à 20 heures : « Bonne chance la 6 », dix vidéo-jockeys sur la sellette ; 20 heures à 21 heures : « Concerts sur la 6 », avec Kate Bush, Tear for Fears, Grace Jones, Peter Tosh, Sting, Stray Cats, Simple Minds ; 21 heures à 22 heures : première partie de « La nuit des Disco d'or », enregistrée en octobre dernier au Palais des Congrès, suivie de la rediffusion de « Bonne chance la 6 » et de « 6 Tonic ». Dimanche 9 mars : programme identique à la veille jusqu'à 20 heures ; deuxième partie de « La nuit des Disco d'or », suivie de « Bonne chance la 6 » et de « 6 Tonic ».

NOTES

CINÉMA

« Les condors ne meurent pas tous les jours » de Francisco Norden

Colombie, 1948. Le pays tout entier est secoué par un affrontement sanglant entre conservateurs et libéraux, qui tourne à la guerre civile. Dans une petite ville, Leon María Lozano (Frank Ramirez), employé de librairie, asthmatique, perd sa place et devient le « Condor », c'est-à-dire l'homme de main des conservateurs locaux. Grièvement blessé, il dépose les armes. Il tue selon son bon plaisir. Catholique fervent, il agit en tant que de la « Épiphanie ». Seule Dona Gertrudis (Isabelle Corona) grande dame libérale, lui tient tête jusqu'au bout.

Le premier film de fiction de Francisco Norden (auteur de nombreux documentaires) est adapté d'un roman de Gustavo Alvarez Garza, inspiré d'une réalité historique mal connue, sinon inconnue chez nous. La mise en scène, volontiers didactique, démonte le processus psychologique d'un homme « ordinaire » qui finit par considérer l'assassinat politique comme une mission. C'est, évidemment, un sujet universel, inquiétant.

Francisco Norden s'est adressé d'une manière simple (et non simpliste) au public colombien. Nous aurions mauvaise grâce à réclamer un style plus sophistiqué pour recevoir son témoignage, ses personnages. - J. S.

Festival fantastique au Rex
Le quinzième Festival fantastique de Paris s'est ouvert le 7 mars sous la voûte dorée du Grand Rex avec une histoire d'animaux criminels. On en croyait la vogue passée. Mais après les chiens, les araignées, les lapins, les rats, les vers, les reptiles, les abelles, les chats... voici les singes, dans le film (américain) de Raju Patel *In the Shadow of Kilmarijoro*. Il a été suivi de *City Limits*, d'Aaron Lipstadt, également américain, une ville dévastée tenue par des gangs d'adolescents qui obéissent à des rites étrangement liés des horloges dessinées. Cette ville, où traillent les lambeaux décolorés de nos gadgets, est moins glauque que le New-York 1997 de John Carpenter. Le Festival fantastique de Paris s'est fait une spécialité des films de seconde main, un genre qui enchante les amateurs.

(Publicité)
EDDA MOSER, souffrante, vient d'annuler le récital qu'elle devait donner le lundi 10 mars aux « Lundis musicaux de l'Athénée ». Les places seront remboursées aux caisses du théâtre.

15-16 MARS
EXPOSITION INTERNATIONALE
DE 10h à 20h
VENTE - ÉCHANGE
MINÉRAUX
FOSSILES
PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX
HOTEL PARIS-HILTON
(au pied de la Tour Eiffel)
18, av. de Suffren - PARIS-15^e

ACTUELLEMENT

MALIN COMME UN SINGE, MEURTRIER COMME UN HOMME.

LINK

PREMIERE
Ce film a obtenu le Prix du jury (marité) à Avoriaz mais le jury aurait quand même pu donner un prix d'interprétation à LINK lui-même.
L'ÉVÈNEMENT DU JEUDI
Le film est inscrit dans les pages du Grand Livre des records.
Y.S.D.
Juste récompense obtenue à AVORIAZ.

IL FAUT ALLER VOIR LINK.

DES ELEVEU

de l'Agriculture - 1985
de grande capacité de
Feytaud, Brunet et P
Romagnon, P
Whitey et d'ovins
réalité au pavillon

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Paris/programmes

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE COMPLEXE DE STARYSKY, Le Vaivae (45-44-37-34), sam. 21 h 45.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), sam. 20 h 30, dim. 19 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), dim. 14 h à 16 h.

CHAILLOT (47-47-81-15), Grand Foyer, dim. 20 h 30.

TERRE (44-80-80), sam. 20 h 30, dim. 19 h 30.

ODÉON (43-25-70-32), sam. 20 h 30, dim. 19 h 30.

REAUBOURG (42-77-12-33), Châteaufort, dim. 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), sam. 20 h 30.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), sam. 20 h 30.

LES autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17), sam. 20 h 45.

ANTOINETTE-SIMONE BERRIAU (42-08-77-1), sam. 20 h 30.

ARCANDE (43-38-19-70), I. sam. 20 h 30, dim. 19 h 30.

ARTS HÉBERTOT (43-87-23-23), dim. 15 h 30.

ASTELLE-THÉÂTRE (42-38-35-53), sam. 20 h 30.

ATHÉNÉE (47-42-67-27), Salle Chéreau, sam. 20 h 30.

BASTILLE (43-57-42-14), sam. 21 h, dim. 17 h.

BATACLAN (47-00-30-12), sam. 21 h, dim. 17 h.

BUFFES DU NORD (42-39-34-50), sam. 15 h.

BOURVIL (43-73-47-84), sam. 16 h et 20 h.

Café de la Gare (42-78-52-51), sam. 20 h.

CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15), sam. 20 h 45.

CARTOUCHE, Th. du Soleil (43-74-24-08), sam. 18 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-48-69), Grand Théâtre, sam. 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), sam. 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), sam. 18 h et 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), sam. 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), sam. 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14), sam. 21 h.

DÉCHARGEURS (42-36-00-02), sam. 22 h.

DELAUNAY-THÉÂTRE (42-26-47-47), sam. 21 h.

ELDORADO (42-08-23-50), sam. 17 h.

EPICURE (42-72-23-41), sam. 20 h 30.

ESPACE KIRON (43-73-50-25), sam. 20 h 30.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20. Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles.

Le music-hall. BOUFFES PARISIENS (45-96-60-24), sam. 18 h et 21 h.

Les concerts. SAMEDI 8 MARS. SALLE HONORÉ D'ESLÈS, 20 h 45.

La danse. CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-33), sam. 20 h 30.

cinéma

Les films coupés (*) sont interdits aux moins de treize ans.

La Cinémathèque. CHAILLOT (47-44-24-24) SAMEDI 8 MARS.

DIMANCHE 9 MARS. Cycle - Les grands restaurateurs de la Cinémathèque française.

LES FILMS NOUVEAUX

LES TIGRES NE MEURENT PAS TOUTS LES JOURS, film colombien de Francisco Rodon.

CONTES CRUELS DE LA JEUNESSE, film japonais de Nagisa Oshima.

LINE, film britannique de Richard Franklin.

MON BEAU-FRÈRE À TOUT MA SÈXE, film français de Jacques Rivette.

ENEMY, film américain de Wolfgang Petersen.

LE JUSTICIER DE NEW YORK, film américain de Michael Winner.

LE CHÂTEAU NOIR, film belge de Stéphane Lejeune.

FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE sur cinéma Rex (Paris).

Les exclusivités. A DOUBLE TRANCHANT (A. v.o.), Forum, 1^{er} (42-97-53-74).

ALLAN QUATERMAIN ET LES MINES DU ROI SALOMON (A. v.o.), Forum Orient-Express, 1^{er} (42-97-53-74).

LA MAIN DANS L'OMBRE (A.L. v.o.), République Cinéma, 1^{er} (48-05-51-33).

LE MÉDECIN DE GAÛRE (Médica-Télévision v.o.), République, 1^{er} (48-05-51-33).

MUSCUL ET SÉNÉGALE LE SECRET DE L'ÉPIQUE (A. v.o.), Saint-Lambert, 1^{er} (45-33-91-48).

MAÏTY GAMBAL (A. v.o.), George V, 9 (45-33-91-48).

PAULETTE (Fr.), Forum Orient-Express, 1^{er} (42-97-53-74).

AMAZON (A. v.o.), Clichy, 6 (46-33-10-82).

AMERICAN WARRIOR (A. v.o.), Mistinguo, 2^e (42-96-80-40).

LE DRAGON (A. v.o.), UGC Danubio, 6 (42-25-10-30).

ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.), Saint-Lambert, 1^{er} (45-33-91-48).

LE BANIER DE LA FEMME ANGLAISE (Br. v.o.), Saint-Lambert, 1^{er} (45-33-91-48).

LE BARRIÈRE DE SEVILLE (A.L. v.o.), Ruffet-Balme-Opéra, 6 (45-61-10-40).

LE BATEAU-PHARE (A. v.o.), Gaumont Hallé, 1^{er} (42-97-49-70).

LE BÉLÉPHANT (A. v.o.), Essentiel, 1^{er} (47-00-89-16).

LES BESOINS D'UN VIEUX (A. v.o.), George V, 9 (45-62-41-46).

BLACQUET (A. v.o.), Mistinguo, 2^e (42-96-80-40).

LES BOURGEOIS (A. v.o.), George V, 9 (45-62-41-46).

BRAZIL (Br. v.o.), Parisienne, 1^{er} (42-30-30-19).

CANVAS LA VILLE (Fr.), Utopia, 9 (43-36-22-44).

CHORUS LINE (A. v.o.), UGC Danubio, 6 (42-25-10-30).

COMMANDO (A. v.o.), City Triomphe (ex-Paranorm), 6 (42-36-33-83).

CONTACT MOBILE (A. v.o.), Galibier, 2^e (45-08-96-43).

CURE (Fr. v.o.), Les Trois-Lumière, 6 (46-33-91-48).

LA DERNIÈRE LIGNE (A. v.o.), Saint-Lambert, 1^{er} (45-33-91-48).

LEAU ET LES HOMMES (Fr.), La Sphère, 1^{er} (42-45-65-08).

LEFFRONTEZ (Fr.), Arcades, 2^e (42-71-52-36).



A VOIR

Fous rires

Elles sont à croquer, ces adolescentes, ces gamines de quatorze ou quinze ans qu'a filmées Simone Bitton...

même âge. A quatorze ans, le frère de Goli, turque, levait le légal, traquait les vaches, ne faisait que des conneries.

CATHERINE HUMBLLOT. * La Vie devant elle, - Météo-que, 9 mars, FR 3, 11 heures.

Samedi 8 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1
20 h 35 Téléfilm : Via Médi...

Le 17 MARS
HENRY CHAPIER
RETOURNE SA VESTE
LISEZ SON LIVRE
Editions Carrere-Lafont

20 h 5 Disney Channel.
21 h 55 Journal.
22 h 20 Faciliton : Dynastie.

LES LONG-DRINKS ÉTONNANTS
CAMPARI
Pour connaître les recettes des cocktails à préparer avec Campari...

DEUXIÈME CHAÎNE : A2
20 h 35 Champs-Élysées.
De M. Drucker.

CANAL PLUS
20 h 30 Téléfilm : L'Acc 11 : 22 h, Série : Mike Hammer;

LA « 5 »
20 h 30 Cherchez la femme.
22 h 30 Le grand show du sport.

TV6
De 14 h à 2 h, programme musical.

FRANCE-CULTURE
20 h 30 Nomsa répertoire dramatique : « Le dompteur des forêts des traverses »;

FRANCE-MUSIQUE
20 h 30 Concert (donné à Berlin le 23 juin 1985) : Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur;

NE MANQUEZ PAS SUR FR3
LA RENAULT 21
DÈS 11 H AUJOURD'HUI 8 MARS.

Dimanche 9 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1
20 h 35 Cinéma : Le Dernier Train de Gun-Hill.

LA « 5 »
20 h 30 Les dimanches du cinéma : Le beaujolais nouveau est arrivé.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2
20 h 35 Les enquêtes du commissaire Maigret : L'Amie de M^{me} Maigret.

TV6
De 14 h à 2 h, programme musical.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3
20 h 35 Document : Tokyo Mélody.

FRANCE-CULTURE
20 h 30 Répertoire : la chanson d'expression française.

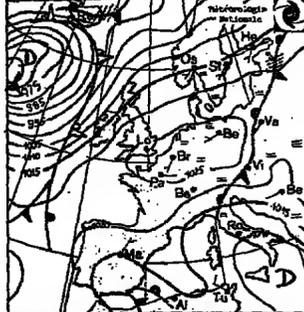
FRANCE-MUSIQUE
20 h 30 Concert (donné au Symphony Hall de Boston le 1^{er} mars) : Octavie, de Varèse; Fenôde, de Carter;

CANAL PLUS
20 h 30 Péri en la danseur, film de M. Deville; 22 h 15, L'Expérience du colonel von Ryan, film de M. Robson;

LES SOIRÉES DE LUNDI
TF1 20 h 35 Cinéma : La Nuit américaine.
A2 20 h 35, Les cinq dernières minutes : La Boule perdue; 22 h 10, Nombre et lumière; 23 h 5, Journal.

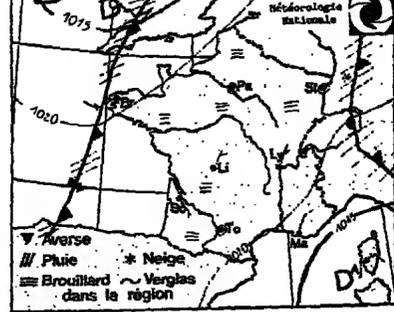
MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 08-03-86 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 8 mars à 0 heure et le dimanche 9 mars à minuit.

PRÉVISIONS POUR LE 9-3-86 DÉBUT DE MATINÉE



Partout ailleurs, après dissipation des brumes ou des brouillards matinaux, le temps sera ensoleillé.

Le champ de pression continuant à s'élever, la France restera en bordure des perturbations méditerranéennes et atlantiques peu actives.

Le matin, il fera 5 à 7 degrés en Bretagne, la Basse-Normandie jusqu'à la Vendée, ainsi que de la Lorraine à l'Alsace et aux Alpes du Nord.

Le temps restera très nuageux sur la Bretagne, la Basse-Normandie jusqu'à la Vendée, ainsi que de la Lorraine à l'Alsace et aux Alpes du Nord.

Les températures maximales attendront 9 à 14 degrés l'après-midi sur l'ensemble du pays, à l'exception du Nord-Est où le thermomètre ne dépassera pas 7 degrés.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4178

HORIZONTALEMENT
I. Une ceinture avec des bretelles. En rade. - II. Une lame qui s'enfonça dans les côtes. Un mot qui peut se traduire en une langue. - III. Essence.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI
XII
XIII
XIV
XV

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 9 MARS

« Sous la coupole de l'Institut », 14 h 30, 23, quai Conti (D. Bouchard).
« Le monastère de Port-Royal de Paris et le jansénisme », 15 heures, 123, boulevard de Port-Royal (A. Ferrand).

conduite. Est donc à côté. Symbole. Possessif. - XIV. « Maisons » de maîtres. Sein maternel. - XV. Comme un corps. Notice explicative.

Le vieux faubourg Saint-Antoine et ses couts », 15 heures, soirée métré Faldherbe-Chaillay (Résurrection du passé).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 8 mars :

DES DÉCRETS
N° 86-316, 86-317 et 86-318 du 3 mars 1986 portant création du directeur, d'une délégation interministérielle et du service central de la sécurité des systèmes d'information.

N° 86-320 du 7 mars 1986 portant publication du premier avenant à l'accord du 27 décembre 1968 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles et à son protocole annexe, signé à Alger le 22 décembre 1985.

N° 86-321 du 6 mars 1986 modifiant le décret n° 84-107 du 16 février 1984 relatif à la dotation globale d'équipement des départements et portant répartition de cette dotation pour l'année 1984.

N° 86-322 du 6 mars 1986 portant répartition de la dotation globale d'équipement des départements pour l'année 1986.

N° 86-324 du 6 mars 1986 relatif à la répartition de la dotation globale d'équipement des communes au titre de l'exercice 1986.

N° 86-328 du 7 mars 1986 instituant un haut comité Education-économie.

UNE CIRCULAIRE
Du 27 février 1986 relative au renforcement de l'action des missions locales en faveur de l'insertion des jeunes.

CONFÉRENCES

DIMANCHE 9 MARS

60, boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30 : « Florence 1985 », 16 h 30 : « Venise 1985 et San-Marino »;

« La galerie dorée de la Banque de France », 10 h 30, 2, rue Radziwill (S. Rojón).

« Le vieux faubourg Saint-Antoine et ses couts », 15 heures, soirée métré Faldherbe-Chaillay (Résurrection du passé).

« Rites salons du ministère des finances », 15 heures, 93, rue de Rivoli (Approche de l'art).

« La galerie dorée de la Banque de France », 10 h 30, 2, rue Radziwill (S. Rojón).

« L'Assemblée nationale », 14 heures, 78, 45-74-13-31 (E. Romann).

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30 porte principale (V. de Langlade).

« Rites salons du ministère des finances », 15 heures, 93, rue de Rivoli (Approche de l'art).

« La galerie dorée de la Banque de France », 10 h 30, 2, rue Radziwill (S. Rojón).

« Le vieux faubourg Saint-Antoine et ses couts », 15 heures, soirée métré Faldherbe-Chaillay (Résurrection du passé).

« Rites salons du ministère des finances », 15 heures, 93, rue de Rivoli (Approche de l'art).

« La galerie dorée de la Banque de France », 10 h 30, 2, rue Radziwill (S. Rojón).

« L'Assemblée nationale », 14 heures, 78, 45-74-13-31 (E. Romann).

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30 porte principale (V. de Langlade).



Économie

AUX ETATS-UNIS

Poussée du chômage en février La diminution du taux d'escompte : une concession de la Réserve fédérale

De notre correspondant

Washington. — Le taux de chômage a augmenté de 0,6 % aux Etats-Unis, passant de 6,7 % en janvier à 7,3 % en février. Il s'agit de la plus forte hausse mensuelle enregistrée sous la présidence de M. Reagan, et son ampleur, quoique relative, a surpris la plupart des analystes, notamment le chef des conseillers économiques de la Maison-Blanche, M. Spivack.

Le taux atteint en janvier était le plus bas qui ait été enregistré depuis mars 1980. En fait, les Etats-Unis ont brusquement retrouvé en février, au taux relevé durant six mois consécutifs l'année dernière (7,2 %), jusqu'à un moment où un déclin s'était amorcé, en août.

Les deux tiers des nouveaux chômeurs ont été recensés, soulignent les statistiques du département du Commerce, dans trois Etats : au Texas, où l'ensemble du secteur énergétique est frappé par la baisse des prix internationaux du pétrole brut ; en Californie, où de très sévères innovations ont dévasté les champs de nombreuses exploitations agricoles, dans l'Illinois, où le nombre des emplois industriels a continué de fondre.

Cette localisation du phénomène a conduit plusieurs analystes à souligner qu'il ne reflète pas une dégradation générale de la situation de l'emploi à l'échelle nationale. Il s'en faut pas moins que les trois Etats concernés ne maintiennent être tenus pour quantité négligeable. En outre, si les difficultés de la Californie sont certainement conjoncturelles, celles du Texas sont au contraire appelées à durer, comme le sont celles de l'Illinois.

En attendant de voir l'évolution sur les prochains mois, on peut d'autant moins ignorer cette poussée du taux de chômage que plusieurs autres indicateurs avaient, ces derniers jours, donné des signes d'érosion. Toutefois, entre la baisse des prix du pétrole et celle du loyer de l'argent, on s'attend généralement maintenant que la croissance atteigne l'objectif (4 %) qu'avait fixé le gouvernement américain.

La réduction du déficit budgétaire, bien que mal engagée au Congrès, devrait en être facilitée, de même que celle du déficit commercial devrait l'être à moyen terme, par la baisse du dollar. Reste que la dernière fois que le taux de chômage avait ainsi augmenté (de 6,3 % à 6,9 % de mai à avril 1980), cela avait marqué le début de la récession.

B. G.

Après plusieurs mois d'incertitudes, et quelques semaines de rumeurs persistantes, qui firent s'envoler les cours des actions et des obligations à New-York, la Réserve fédérale des Etats-Unis a fini par abaisser son taux d'escompte, resté inchangé à 7,50 % depuis mai 1985 et ramené à 7 % le vendredi 7 mars. Immédiatement, les banques américaines, emmenées par la Chase Manhattan et la Chemical, abaissèrent à 9 % leur taux de base « prime rate » fixé à 9,50 % également depuis le mois de mai dernier.

Jusqu'à lors les dirigeants de la Réserve fédérale, avec à leur tête le président, M. Paul Volcker, résistaient aux pressions en faveur d'un assouplissement de leur politique, notamment en matière de taux. Ils surveillaient avec attention la croissance de la masse monétaire, jugée à certains moments trop rapide et de nature à relancer l'inflation par excès de liquidités.

Par ailleurs, la Réserve fédérale craignait qu'une baisse du taux outre-Atlantique ne vint accélérer une chute du dollar qu'il

REPÈRES

Assurance-maladie : légère hausse des dépenses

Les dépenses d'assurance-maladie ont marqué une très légère reprise au début de l'année : selon les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, en rythme annuel, elles avaient progressé de 5,7 % fin janvier contre 5,5 % fin décembre 1985. Les versements aux hôpitaux publics se sont accrus (de 0,8 point) par suite du report au début de janvier du paiement d'une partie de la dotation de décembre 1985 (mais la progression annuelle reste faible, comparable à l'évolution des rémunérations). L'augmentation des remboursements d'honoraires médicaux s'accroît (+ 14,1 % en rythme annuel contre + 13,8 % fin décembre). Enfin, le rythme de croissance des prescriptions reste élevé (14,2 % comme fin décembre), mais à la suite d'une accélération pour les actes de biologie (+ 13,5 % contre + 12,3 %) alors que la croissance des dépenses de pharmacie se ralentit (14,4 % contre 14,8 %).

Etain : fixation d'un prix pour les contrats en cours

A défaut d'un accord entre les 22 pays membres du Conseil international de l'étain, pour mettre en place un plan de sauvetage, les responsables londoniens des métaux ont annoncé que tous les contrats en cours devraient être réglés avant le mercredi 12 mars, à un prix unique, fixé à 8 250 livres par tonne. Cette « solution », permettrait aux banques et aux courtiers financiers du Conseil international de limiter les dégâts. Mais elle devrait néanmoins entraîner des pertes importantes, le prix fixé étant très inférieur au cours plancher (8 500 livres/tonne) en vigueur avant l'ouverture de la crise, le 24 octobre.

Médicaments : libération partielle des prix des produits non remboursés

Répondant à M. Pierre Joly, président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, M. Bérézgovoy, ministre de l'économie et des finances, a indiqué que les prix d'une première tranche de médicaments grand public non remboursés par la Sécurité sociale, « représentant un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de francs, soit un tiers des ventes de cette catégorie de produits », viennent d'être libérés, après « les produits génériques et biologiques ainsi que les réactifs (plus de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires) ». Le gouvernement, affirme le ministre, « n'entend pas exclure les médicaments non remboursables de la libération des prix industriels ». En revanche, il n'entend pas renoncer à la fixation des prix des spécialités remboursables, ce qui serait « préparer le démantèlement de notre système de protection sociale ». Le remboursement des médicaments a représenté en 1985 environ 30 milliards de francs pour le régime général, soit 10 % de ses dépenses.

Paiements courants : excédent de 5,5 milliards de francs en janvier

La balance des paiements courants de la France aurait — en données corrigées des variations saisonnières — été excédentaire de 5,5 milliards de francs en janvier contre 2,5 milliards en décembre (chiffres révisés). Toutefois — en chiffres bruts — cette balance courante se serait soldée par un déficit de 1,8 milliard de francs contre un surplus de 6 milliards. Ces chiffres, publiés par le ministère de l'économie et des finances et du budget, sont susceptibles de donner lieu à des révisions, souvent sensibles. L'excédent enregistré en 1985 est maintenant estimé à 3,1 milliards de francs — en données brutes — au lieu des 2,8 milliards précédemment annoncés (le Monde du 13 février).

UNE DÉCLARATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE FO M. Bergeron : un « choc » social comme en 1936 ?

M. André Bergeron adresse une mise en garde à l'opposition. Le secrétaire général de FO estime qu'un éventuel changement politique risque de provoquer un choc sur le plan social, les salariés anticipant le retour à la prospérité en relançant les revendications salariales.

« Je ne veux pas comparer ce qui ne peut et ne doit pas l'être. Cela dit, il n'est pas impossible qu'un tel événement des élections puisse un contexte social différent.

« Je veux rappeler ce qui s'est produit en 1936. La France sortit de la crise économique : les courbes de production remontaient depuis 1935. Les carnets de commandes se remplissaient. Bref, le redressement économique était certain. L'environnement était donc favorable pour la revendication.

« De même, aujourd'hui, les salariés de nombre d'entreprises ont le sentiment que les choses vont mieux. Le permis à affirmer qu'il y a trois millions de chômeurs. Mais pour le personnel des entreprises dont l'activité s'améliore, le premier problème n'est plus l'emploi, mais devient naturellement le salaire.

« En mai 1936, les salariés, depuis plusieurs années, vivaient dans l'angoisse de la crise. Ils n'osaient pas trop réclamer. Il en résultait un immense reflux. Alors, lorsque la porte a été ouverte, ce fut l'explosion.

« C'est la même chose depuis plusieurs années. Du fait du chômage, il n'y a pas eu de déflationnement. De nombreux commentateurs

ont encoeuré la diminution du nombre de jours de grève. Mais, comme je l'ai dit avant 1983, nous constatons une accumulation de revendications non satisfaites, donc de mécontentements.

« Ainsi, le terrain peut devenir d'autant plus fertile que les militants socialistes qui, aujourd'hui dans la majorité, soutiennent la politique de rigueur comme la corde soutient le pendu peuvent se retrouver demain dans l'opposition. Sur le terrain, dans les usines, ils ne peuvent que se rabattre avec les communistes, avec tout ce qui suppose quant à la « fragilisation » de l'équilibre social.

« J'entends bien qu'on ne peut comparer la période actuelle à celle de 1936. A cette époque, il n'y avait aucune négociation. Aujourd'hui, même si ce n'est pas brillant, c'est tout de même différent, mais les accords se font de plus en plus rares.

« En 1936, le changement de majorité parlementaire a donné confiance (la répression n'était plus à craindre). Il a suscité d'énormes espoirs, provoqué une ferveur toujours présente. On allait à la grève comme à la fête. J'étais jeune, mais

je l'ai vécu. Le départ des premiers conscrits payés est resté gravé dans ma mémoire.

« Le changement politique peut provoquer un choc du même genre, même si les circonstances sont différentes (1), d'autant que le jugement porté à l'égard des partis de l'opposition n'est plus du tout à l'image du passé. On ne craint pas non plus la pression. On attend du changement — à tort ou à raison — le retour de la prospérité. On peut donc être tenté d'anticiper, surtout avec tout ce qui se dit autour de la baisse du dollar et du pétrole et des possibilités qui en découlent.

« Tout cela m'amène à redire aux partis et aux leaders de l'opposition — comme nous l'avons dit au gouvernement actuel : n'en rajoutez pas, car il serait alors trop tard pour dire : « Nous n'avons pas voulu cela. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

(1) Pour M. Bergeron, « il ne s'agit pas de comparer le Front populaire à la possible majorité de demain ». Mais, ajoute-t-il, « dans la mesure où les gens votent pour quelqu'un, c'est qu'ils attendent de ce quelqu'un autre chose ».

Onze propositions du PCF pour l'emploi en Ile-de-France

Entouré des têtes de listes communistes en Ile-de-France pour les élections du 16 mars, M. Paul Laurent, secrétaire du comité central et membre du bureau politique du PCF, a présenté, le 5 mars, onze propositions pour relancer l'emploi dans la région parisienne.

« Il y a en vérité 550 000 demandeurs d'emploi, et son 420 000 comme le prétendent les statistiques officielles », a-t-il déclaré « et 443 000 emplois industriels ont disparu en dix ans. La dégradation continue, notamment dans l'automobile ».

Dénonçant « les pseudo-propositions constructives du CNPP pour l'emploi, malheureusement relayées par Edmond Maire », le PC estime que les onze propositions suivantes sont de nature à donner du travail en deux ans à deux cent mille chômeurs :

« Assurer une plus grande transparence sur les sources et l'utilisation des financements des grandes entreprises ;

« Sauver la construction automobile en reconstruisant le marché intérieur et en stoppant les investissements aux Etats-Unis ;

« Développer les industries informatiques, électroniques et de l'audiovisuel ;

« Parer aux menaces sur l'aéronautique ;

« Reconquérir le marché intérieur de l'imprimerie et des arts graphiques ;

« Faire un effort pour la recherche ;

« Relancer l'industrie du textile ;

« Organiser le développement de l'ingénierie ;

« Défendre l'emploi dans les banques ;

« Multiplier par deux le nombre de logements sociaux et construire des lycées ;

« Améliorer les conditions de vie (éducation, transports, sécurité).

Pour sa part, M. Lionel Jospin a vivement critiqué, le 6 mars, devant l'Association des journalistes d'Ile-de-France, la politique menée par M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional. « Il est inadmissible qu'une région aussi puissante que l'Ile-de-France ne consacre qu'une part dérisoire de son budget à l'action économique en faveur des entreprises. Sa gestion est timorée », a déclaré le premier secrétaire du PS.

LÉGÈRE PROGRESSION DE LA CGT A TALBOT-POISSY

Aux élections des délégués du personnel de l'usine Peugeot-Talbot de Poissy (Yvelines) qui ont eu lieu le jeudi 6 mars, la CGT a légèrement progressé (+ 1,8 point), comme l'année précédente, surtout dans le collège ouvrier (+ 2,4 points), aux dépens de la CSL (- 0,9 point), qui demeure cependant la première organisation (44 % des voix en général, 53,8 % parmi la maîtrise et les cadres) et de la CFDT, en recul chez les ouvriers (- 1,2 point), mais en progrès dans la maîtrise (+ 1,8 point).

Les résultats sont les suivants : premier collège (ouvriers), suffrages exprimés : 7 952 ; CSL, 41,6 % (42,52 % en 1985) ; CGT, 31,53 % (29,19 %) ; autonome, 10,34 % (10,97 %) ; FO, 8,72 % (8,54 %) ; CFDT, 7,81 % (9 %). Deuxième collège (maîtrise et cadres) : exprimés : 1 946 ; CSL, 53,86 % (55,45 %) ; FO, 18,86 % (19,83 %) ; autonomes 12,18 % (12,36 %) ; CFDT, 8,94 % (7,16 %) ; CGT, 6,16 % (5,20 %).



Midland Bank S.A.

Un nouveau placement réservé à ceux qui veulent profiter au maximum des opportunités des marchés boursiers internationaux.

OPEN INVESTISSEMENT

Les performances de rentabilité que nous obtenons sur les grands marchés financiers sont aujourd'hui proposées à notre clientèle privée.

OPEN INVESTISSEMENT
Le choix de la rentabilité continue.

Un objectif prioritaire : profiter au maximum des opportunités offertes par les marchés boursiers internationaux pour obtenir une valorisation continue de vos capitaux placés à moyen terme (de 2 à 3 ans ou plus).

Un choix qui s'inscrit dans une stratégie à long terme et expérimentée que ceux de la Midland Bank S.A. peuvent s'engager à promouvoir avec un minimum de risque pour vos investissements.

OPEN INVESTISSEMENT
Une gestion à risque contrôlé.

Le portefeuille d'OPEN INVESTISSEMENT est composé de la fois d'actions et d'obligations françaises et étrangères. Toute la technique des gestionnaires de

La Midland Bank S.A. est de faire jouer l'effet d'"amortisseur" de risques des obligations par rapport aux actions qui, elles, assurent une rentabilité dynamique. C'est pour vous l'assurance de protéger efficacement vos capitaux investis contre l'inflation.

OPEN INVESTISSEMENT
Les avantages de Midland Open.

Une souscription initiale minimum de 5 parts soit moins de 10 000 F au cours d'aujourd'hui. 3 % de droits d'entrée, une disponibilité totale de vos capitaux sans aucun droit de sortie, des avantages fiscaux : Open investissement est le placement que vous choisirez si vous avez décidé de faire travailler intelligemment votre argent pendant 2 à 3 ans ou plus.

Pour souscrire ou préciser votre placement open investissement, demandez sans attendre notre information gratuite.

DEMANDE D'INFORMATION OPEN INVESTISSEMENT sans engagement de votre part

A renvoyer au plus vite sous enveloppe non affranchie à : MIDLAND OPEN - Libra réponse 9278 - 75789 Paris Cedex 16

— Votre nom : _____

— Votre prénom : _____

— Votre adresse : _____

— Code postal : _____ Ville : _____

— Votre téléphone : Dom. _____ Bur. _____

TEL 45.02.82.82 - 6, rue Piccolini 75116 Paris

مكتبة من الأصل

كذا من الأصل

Le Monde

M. Karlin critique vigoureusement le rapport du président de TF 1

« La Haute Autorité de la communication audiovisuelle n'a pas attendu M. Bourges pour lancer des initiatives en faveur d'une meilleure harmonisation entre les chaînes du service public », a déclaré, le 7 mars, M. Daniel Karlin, membre de cette institution, à la suite du rapport du PDG de TF1 demandant que les trois chaînes « ne parviennent pas en ordre dispersé à la bataille qu'elles doivent mener face à l'arrivée des réseaux privés » (le Monde du 8 mars).

Stigmatisant les propositions de M. Bourges, qui « ont beaucoup agacé » la Haute Autorité, M. Karlin indique que, « depuis plus d'un an, les neuf » juges « défendent l'idée d'une soirée différente par chaîne et par semaine, ce qui ne signifie nullement soirée sacrifiée, contrairement à ce que croit le PDG de TF1 ». M. Karlin estime également que « les affirmations péremptives de M. Bourges à propos de l'harmonisation sont au bord de la démagogie ».

M. Karlin blâme aussi la suggestion d'une unification des spots de publicité sur TF1, A2 et FR3, « et

trouve pour le moins surprenant que M. Bourges s'inspire ainsi explicitement de la philosophie de M. Berlusconi ». Il « s'étonne encore de voir le PDG le plus acharné à la concurrence devenir brusquement le maître de l'unité du service public » et dénonce la spécialisation des chaînes que propose le rapport de M. Bourges : « Même si cela n'est pas écrit noir sur blanc, on voit là se profiler une situation où TF1 se réserve le gros de l'audience, Antenne 2 devenant une sorte de France-Culture, ce qui serait évidemment inacceptable pour elle ».

En s'exprimant ainsi, M. Karlin parle en son nom propre. Toutefois, son point de vue semble refléter l'opinion de la Haute Autorité. Mais celle-ci n'a pas l'intention pour le moment d'exprimer officiellement un avis sur le rapport de M. Bourges. Une réunion d'harmonisation s'est tenue le 7 mars en présence des PDG des trois chaînes. M^{me} Michèle Cotta a révélé qu'il y avait eu de vives oppositions entre les participants.

A. Rd.

LES PROJETS DE L'OPPOSITION POUR L'AUDIOVISUEL

MM. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, et Alain Madelin, député général du PR et membre de l'UDF, ont communiqué le 7 mars les projets de l'opposition en matière d'audiovisuel après les élections, lors d'une rencontre organisée par M. Alain Lefebvre, PDG de l'hebdomadaire *Le Lettre de Magazine Hebdo*, et M. Christian Elchbich, fondateur de *Stratégies*. Dans un premier temps, Antenne 2 serait privatisée et serait suivie par FR3. TF1 resterait, selon ce projet, la chaîne de service public, ainsi qu'une radio (probablement France-Inter). Les cahiers des charges de la « 5 » et de la sixième chaîne seraient annulés et corrigés.

Le projet de loi approuvé par le Sénat et abrogé la loi du 29 juillet 1982 sur l'audiovisuel pourrait être « réactivé » très rapidement. La Haute Autorité de l'audiovisuel serait dissoute et remplacée par « une commission nationale de la communication et des libertés » composée de magistrats indépendants qui relèveraient de la Cour de cassation.

Toutes ces décisions pourraient être prises dans les cinq à six semaines qui suivent les élections du 16 mars. « Privatisation rimera avec normalisation », a ajouté M. Madelin. « On vient d'assister à une sorte de galop d'essai avec la création de la « 5 », a réchéri M. Toubon, nous pourrions parfaitement ouvrir une nouvelle période d'essai avec un autre groupe. » « Nous n'excluons personne de la compétition, nous pouvons par contre parler des règles de la course, des arbitres et des juges », ont déclaré les deux responsables, selon qui trois investisseurs pourraient courir leur chance : le groupe de M. Robert Hersant, la CLT et le groupe Hachette.

LE FRONT NATIONAL PERD SES PROCÈS CONTRE SES DISSIDENTS

Au nom du Front d'opposition national (FON), qui rassemble des dissidents du Front national présents aux élections dans une douzaine de départements (le Monde du 5 mars), M. Hugues d'Alauzier, tête de liste en Vaucluse, a tenu, vendredi 7 mars à Paris, une conférence de presse au cours de laquelle il a accusé le parti de M. Jean-Marie Le Pen d'être devenu « une secte ». Revendiquant le soutien de « trois mille à cinq mille personnes dans quarante départements », il a notamment déclaré : « Le Front national a engagé une série de procès en référé contre le FON (...). Le Front national se ridiculise puisque, pour l'instant, nous avons gagné tous nos procès. »

Dans la Gironde notamment, M^{me} Pierrette Le Pen est candidate sur une liste déposée par le contestataire du Front national, et la cour d'appel a donné raison au FON, qui pourra donc conserver son sigle jusqu'au scrutin. L'épouse du président du Front national a également gagné en appel le procès que son mari lui avait intenté pour l'empêcher de porter son nom pendant la campagne.

En outre, l'écrivain Jean Marcellin, auteur d'une hagiographie du président du Front national parue en 1984 sous le titre *Le Pen sans bandeau*, a déposé, vendredi, plusieurs plaintes à Marseille, contre l'hebdomadaire *Minute*, les trois filles de M. Le Pen et M. Le Pen lui-même, à la suite d'écrits et de déclarations mettant en cause, en des termes qu'il juge injurieux et diffamatoires, le soutien qu'il accorde à M^{me} Le Pen.

A. R.

MM. Rocard et Poperen réconciliés

Etonnant Jean Poperen ! Le vendredi 7 mars, participant à un meeting à Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, il s'est « étonné que certains s'étonnent » qu'il soit venu soutenir « un camarade, un ami », Michel Rocard. Etonnant, pourtant, non pas le voisinage de deux hommes membres d'un même parti, mais les échanges, sans mesures, de flatteries entre deux hommes qui ne se sont guère ménagés au sein du PSU puis du PS.

Oubliées les attaques contre la trop grande influence des chrétiens au Parti socialiste ! Oubliées les leçons sur la nécessité pour le socialisme de se débarrasser de certains de ses dogmes !

Vendredi, la tête de liste du PS dans les Yvelines était un « homme qui a des idées et qui y tient ». Et comme son bête d'un soir préfère ce type de personnalité « à ceux qui n'ont pas d'idées ni qui n'y tiennent pas », il o simplement constaté que Michel Rocard « a joué un grand rôle, et qu'il y a quelques signes qu'il pourrait être amené à jouer un grand rôle ». Jean Poperen, lui, « a un sens profond du respect de l'autre », et c'est grâce à sa « diplomatie »,

à son « objectivité » dans la préparation des élections que « les socialistes ont pu rester unis ».

C'est que les socialistes « ont gardé l'habitude de réfléchir », et que leur « diversité fait leur force », comme le dit M. Poperen.

Quelle différence avec la droite ! Elle « peut avoir une majorité arithmétique mais pas une majorité politique », explique le député du Rhône : « au PS, nous pouvons avoir des conflits sur les idées », l'opposition n'est une que « pour la défense de situations, de privilèges, et elle veut mettre en commun des ambitions personnelles, et cela ce n'est pas possible en période électorale », affirme l'ancien ministre de l'Agriculture.

La possible non-victoire de la droite n'est pourtant jamais évoquée par Michel Rocard, qui pense simplement que « si le 16 mars, les socialistes doivent quitter le gouvernement, ce ne sera pas pour longtemps ». Jean Poperen en est, lui aussi, persuadé, mais il ne s'interdit pas de songer à une possible victoire des socialistes. Une dernière divergence est-elle étonnante ?

Th. B.

Le numéro du « Monde » daté 8 mars 1986 a été tiré à 485 447 exemplaires

DANS LES YVELINES Un colleur d'affiches du PS tué à coups de couteau

Un militant du Parti socialiste, Philippe Brocard, âgé de trente-six ans, marié, a été tué de plusieurs coups de couteau, vendredi 7 mars, entre 21 heures et 22 heures, à Croissy-sur-Seine (Yvelines), alors qu'il collait des affiches électorales en compagnie de deux autres militants. Selon les témoignages de ces personnes et de M. Jacques Ferlus, secrétaire fédéral à la coordination de la campagne socialiste, un commando composé de cinq ou six personnes, âgées de vingt à vingt-cinq ans, arrivé à bord de trois voitures, s'en est pris aux militants du Parti socialiste alors que ces derniers arrachaient et fixaient sur un panneau qu'ils recouvraient leurs affiches sur le panneau réglementaire.

En descendant de leurs véhicules, les membres du commando, vêtus de tenues paramilitaires, ont interpellé les militants socialistes : « Ces affiches ne vous plaisent pas ? » Dans un premier temps, le commando a crevé les pneus du véhicule puis s'est attaqué aux militants. Philippe Brocard a reçu plusieurs coups de couteau à l'épaule gauche qui lui ont sectionné plusieurs artères. Pendant ce temps, les autres membres du commando s'en prenaient au reste de l'équipe à coups de poing et coups de pied.

Le SAMU de Versailles et la SMUR de Saint-Germain-en-Laye ont pu intervenir rapidement et

diriger Philippe Brocard vers l'hôpital de Saint-Germain. Immédiatement conduit au bloc opératoire, Philippe Brocard a été opéré aussitôt mais il devait céder après quatre heures d'intervention chirurgicale.

Les dirigeants socialistes départementaux restent prudents dans leurs commentaires. M. Ferlus estime que l'attitude et les quelques mots prononcés par les membres du commando « laissent supposer que ces personnes font partie du Front national ». Le directeur de la campagne de M. Michel Rocard déclare que les trois militants du Parti socialiste « collaient des affiches sur des panneaux officiels et qu'ils ont été agressés par des gens non encore identifiés ».

Pour sa part, M^{me} George-Paul Wagner, avocat au barreau de Paris et tête de liste du Front national dans les Yvelines, s'est rendu samedi matin à Versailles pour recueillir des éléments d'information. Le service régional de police judiciaire de Versailles a été chargé de l'enquête. Quelques heures après le drame, trois colleurs d'affiches du Front national ont été interpellés, puis relâchés dès samedi matin. Dans un communiqué, la fédération du Front national des Yvelines indique qu'elle a « vérifié qu'aucun de ses collègues n'a participé à la bagarre au cours de laquelle un militant socialiste a été tué ».

APRÈS LE CONGRÈS DU PC SOVIÉTIQUE Plusieurs « vétérans » ont été réélus au comité central

La composition du comité central élu à la fin du congrès et publiée vendredi 7 mars par la *Pravda* fait apparaître un large renouvellement du « parlement » du parti (sur 307 membres titulaires, 198 sont nouveaux, 93 sont totalement nouveaux), mais aussi le maintien inattendu de certaines personnalités.

Non seulement MM. Ponomarev et Kouznetsov, qui viennent de quitter leurs fonctions au bureau politique en tant que membres titulaires du comité central, mais aussi MM. Tikhonov, l'ancien chef du gouvernement sous Brejnev, qui avait pris sa retraite l'an dernier, et Baïbakov, l'ancien président du comité d'Etat au plan, remplacé en octobre dernier après trente années quasi ininterrompues, à la tête de cette administration.

Chez les militaires, on retrouve dans la liste du nouveau comité central le nom du maréchal Ogarkov, l'ancien chef de l'état-major général limogé par Tchernenko et qui exercerait aujourd'hui un commandement dans le district de Moscou, mais aussi ceux de l'amiral Gorshkov, le patron de la marine soviétique pendant trente ans, ainsi que du maréchal Toloubek, qui avait été remplacé ou commandement des missiles stratégiques et s'était retiré l'année dernière, et du ministre de la défense.

Ces septuagénaires sont cependant largement battus par M. Slavski, record mondial de longévité gouvernementale, puisqu'il continue, à quatre-vingt-huit ans, de diriger le ministère des « constructions mécaniques moyennes », autrement dit le ministère responsable des fabrications d'armes atomiques. Lui aussi retrouve son siège de membre titulaire du comité central.

Sont cependant exclus du parlement du parti un grand nombre des retraités de l'an passé, notamment les anciens membres du bureau politique Kirilenko et Romanov ; l'ancien secrétaire Kaptionov ; les anciens ministres Fedortchev (intérieur) et Patolichev (commerce extérieur) ; l'ancien assistant de Brejnev et de ses successeurs pour la politique étrangère, M. Alexandrov-Aguenov ; l'ancien ambassadeur en France et aujourd'hui en Japon, M. Abramov, etc. Enfin, M. Leon Brejnev, fils de l'ancien secrétaire général, perd son siège de membre suppléant au comité central. Il conserve néanmoins pour l'instant ses fonctions de premier vice-ministre du commerce extérieur.

D'autre part, le texte des statuts du parti, approuvés par le congrès et publiés ce samedi par la *Pravda*, confirme que la reconduction des mêmes personnes aux mêmes fonctions électorales n'est pas limitée dans le temps. Nikita Khrouchtchev avait tenté d'introduire une telle disposition en 1961 (personne ne pouvait alors, sauf dérogation « pour mérites exceptionnels », être élu plus de trois fois successives à un comité du parti), mais celle-ci avait été abandonnée sous Brejnev, et M. Gorbatchev n'y est pas revenu. De même, la responsabilité pénale des membres du parti, réclamée par plusieurs lettres récemment publiées dans la presse, reste limitée : un membre du parti ne peut être traduit en justice sans consultation préalable de son organisation de base.

En Equateur Le chef d'état-major des forces armées s'empare d'une base aérienne

Quito (AFP, Reuters, UPI). — Le gouvernement équatorien a placé, le vendredi 7 mars, son armée en état d'alerte à la suite de la rébellion du chef d'état-major des forces armées, le général d'aviation Franz Vargas Pazos, qui a refusé d'obéir à l'ordre qui lui avait été donné de démissionner. Le ministre de l'Information a déclaré que le gouvernement disposait toujours du soutien des forces armées en dépit de la mutinerie du général Vargas Pazos. Il a démenti un communiqué de l'officier rebelle, qui affirme avoir le soutien de l'aviation et de la marine.

Le général s'est emparé, vendredi, de la base aérienne de Mantua (au sud de la ville portuaire de Guayaquil), qui n'est écartée dans la soirée par des chars d'assaut et des soldats équipés d'armement lourd, indiquent des stations de radio captées

Les derniers sondages publiés Intentions de vote... et choix du premier ministre

Le sondage de la SOFRES réalisé entre le 27 février et le 4 mars, après de mille personnes et publié dans le *Figaro* daté 8-9 mars, crédite l'opposition (droite et extrême-droite) de 55 % des intentions de vote (soit un demi point de mieux que lors de la précédente enquête réalisée à la mi-février). Les listes d'union RPR-UDF recueillent 22,5 % (au lieu de 23 %), les listes séparées UDF 9,5 % (sans changement), les listes séparées RPR 12 % (au lieu de 11 %), les listes « divers opposition » 3,5 % (au lieu de 3 %) et le Front national passe de 8,5 % à 8 %.

A gauche où le total de 43 % est inchangé, le PCF gagne un point (10,5 % contre 9,5 %), au détriment du PS-MRG qui recule de 29 % à 28 %, l'extrême gauche et les « divers gauche » continuent d'obtenir 3 % et 1,5 %.

En sièges, ces chiffres se traduisent par l'octroi de 225 sièges à la gauche (40 PCF, 185 PS et MRG), 306 pour l'opposition parlementaire (136 UDF, 161 RPR et 9 div. d.) et 24 au FN.

Le sondage Ipsos réalisé pour le *Matin de Paris* du 8-9 mars crédite le RPR et l'UDF de 42 %, soit un point de moins que l'enquête réalisée en février. Le Front national recueille 6 % des voix et les listes divers droite 5 %. Pour la gauche, les listes du PS et du MRG recueillent 31 % et le PCF 10 % (chiffre inchangé par rapport à l'enquête précédente), le sondage a été réalisé auprès d'un échantillon national de 1 451 personnes entre le 25 février et le 1^{er} mars.

Aux Nations unies LES ETATS-UNIS DÉCIDENT DE RÉDUIRE MASSIVEMENT LE NOMBRE DES REPRÉSENTANTS SOVIÉTIQUES A NEW-YORK D'ICI A 1988

Washington (AFP, AP). — Le département d'Etat a demandé, le vendredi 7 mars, aux Soviétiques de réduire, en deux ans, l'effectif de leurs trois missions diplomatiques auprès des Nations unies à New-York (contre l'URSS proprement dite, celles de l'Ukraine et de la Biélorussie), de deux cent soixante-quinze membres au total à cent soixante-dix, soit une diminution de 38 %. Un de ses porte-parole, M. Bruce Ammerman, a en outre laissé entendre que Washington pourrait procéder à des coupes plus importantes si Moscou prenait des mesures de rétorsion contre les diplomates américains en poste en URSS et a assuré que ces mesures étaient parfaitement conformes aux règlements des Nations unies (1).

Dans son communiqué, le gouvernement américain indique que les membres de ces missions soviétiques se livrent « à des activités inappropriées, n'ayant rien à voir avec les affaires des Nations unies, notamment l'espionnage », et qu'elles constituent de ce fait « une menace pour la sécurité nationale » des Etats-Unis. Ces « activités inappropriées », ajoute le texte, sont depuis longtemps un sujet d'inquiétude pour le gouvernement américain.

Cette mesure, qui devra être entièrement appliquée au 1^{er} avril 1988, se déroulera en quatre étapes à partir du 1^{er} octobre prochain.

(1) Il s'agit notamment de la convention entre les Nations unies et les Etats-Unis du 26 juin 1947, approuvée par l'Assemblée générale le 31 octobre suivant.

SUR CFM

de 19 heures à 19 h 30

- à Paris (89 MHz)
- à Lyon (100,3 MHz)
- à Bordeaux (101,2 MHz)
- à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 MHz)
- à Limoges (92,7 MHz)
- à Toulouse (98,8 MHz)
- à Casse (103,2 MHz)
- à Brive (90,9 MHz)
- à Saint-Etienne (98,6 MHz)
- à Montpellier (88,8 MHz)
- à Strasbourg (100,9 MHz)
- à Dijon (97,1 MHz)
- à Valenciennes (97,1 MHz)
- à Lille (97,1 MHz)

LUNDI 10 MARS

ALLÉ « Le Monde »

47-20-52-97

L'URSS DE GORBATCHEV

avec MICHEL TARDY et FRANÇOIS KOCS

IMMERSION aux USA LINGUISTIQUE USA

Importante organisation US propose dans grande université California au Florida, l'année 1986 : cours, hébergement, repas, Programme AA, annuaire de l'année, Documentation, travail dirigé, etc.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.

U.S.A.-France Office, 57, rue Charlot-Lafitte, 92200 Nanterre 92 22 94 04

هكذا من الأصل

CHASSE AU « PISTON »

Il s'agit de l'un des grands facteurs d'inégalité auquel la gauche n'a jamais songé à s'attaquer...

Un récent article du Monde révèle que deux tiers des élèves admis à Louis-le-Grand sont des pistonnés...

Le piston est un processus qui entraîne sa propre croissance : si certains l'utilisent pour obtenir un avantage...

Institutionnalisés à tous les niveaux de la vie professionnelle et sociale (il faudrait faire appuyer votre dossier, qui d'ailleurs est excellent)...

Il serait intéressant de réaliser une étude économique sur le coût financier du piston pour la collectivité...

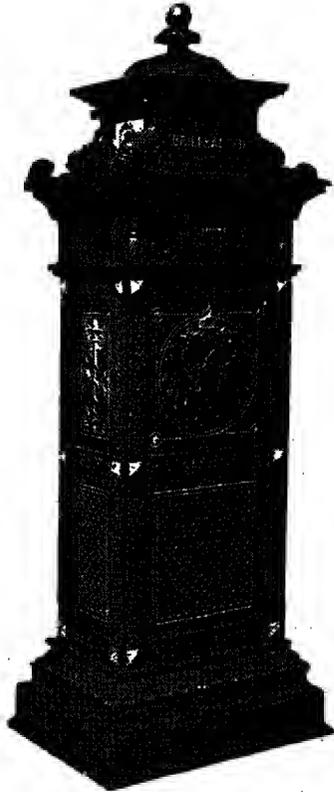
vités : combien de gens accèdent-ils, grâce à lui, à un niveau de décision pour lequel ils ne sont pas les plus compétents...

Socialement, les effets du piston sont tout aussi pervers. De nombreux engagements politiques ou syndicaux ne sont déterminés qu'en fonction du bénéfice escompté sur des promotions...

Mais, surtout, le piston ne fait qu'accroître les inégalités sociales : on a d'autant plus de relations que l'on se trouve haut placé dès le berceau...

Il est probable, en définitive, que le piston aille de pair avec la démocratisation et soit appelé à se développer avec elle. Les relations n'étaient pas suffisantes, au Moyen Âge, pour permettre à un serf d'accéder à la noblesse...

Docteur ELIE ARIE (Paris)



Boîte aux lettres allemande (1900). Musée de la poste, Francfort.

TÉLÉ-LANGAGE

Au cours de mon premier voyage à Tunis [...] j'ai eu la pénible surprise de constater la « dégenérescence atrophique » de cet organisme vieillissant...

Un confrère de l'Institut d'ophtalmologie de Tunis m'a expliqué pourquoi : il parle lui-même un français parfait, mais il a aussi très bien appris l'italien...

monde car elles offrent beaucoup plus de variétés que la télévision tunisienne, qui est d'ailleurs surtout arabe.

Mon fils aîné ayant très bien appris l'anglais en trois semaines de séjour en Angleterre il y a quinze ans, simplement en restant dans un fauteuil devant la TV...

Dr GEORGES BONNEVAL (Saint-Fargeau)

LE TROISIÈME ENFANT

J'ai trois enfants : un fille de dix-sept ans, un garçon de douze ans et une fille de cinq ans. Je les toujours avec délice l'analyse des raisons qui m'ont poussés à « faire » cette petite dernière...

1) L'hypothèse que j'aurais pu produire ma blondinette pour lutter contre la « submersion » par les Maghrébins me choque beaucoup...

2) Je ne vois jamais exposé ce raisonnement qui ne fut pas seulement le mien, je le sais : bien des femmes aiment avoir beaucoup d'enfants. Mais dans les années 70, dans un monde surpeuplé, c'était un devoir civique...

3) L'analyse des difficultés économiques dues au troisième enfant me dépasse. Mais, concrètement, le problème qui se pose pour ce troisième enfant, nécessairement tardif, plus que le changement de volume...

4) Au moment où l'envisageais ce troisième enfant, on avait parlé d'une mesure qui m'avait séduit : permettre d'échapper son logement sans verser comptant les 20 % initiaux...

Naturellement elle est passée à la trappe. Heureusement, j'étais déjà enceinte. Comme ses petits copains bronzés, Albine a beaucoup dormi dans le couloir...

MARIE-FRANCE AZÉMA (Paris)

LE PRÉSENTATEUR AVANT LE PRÉSIDENT

Sous la titre « Lundi noir à Cognac-Jay », vous avez publié dans le Monde Aujourd'hui daté 2-3 mars une lettre de Jean-Daniel Fleysaker, journaliste, dénonçant la mégalomanie de M. Yves Mourouzi.

Sans malheureusement savoir m'exprimer avec l'élégance ironique de l'auteur de la lettre, je voudrais me joindre à lui en ajoutant que l'on ne peut que déplorer que M. Mourouzi ait fait preuve, à de nombreuses occasions, d'un manque total de la qualité qui est peut-être la plus importante de toutes...

sens des proportions, étroitement lié au sens de l'humour.

Quant aux émissions « Cela nous intéresse, monsieur le président », j'ai beaucoup aimé le dessin caricatural, montré sur l'écran d'Antenne 2 le soir même de cette émission, de M. Mourouzi avec le président de la République. Il portait la légende « M. Yves Mourouzi, monsieur Mourouzi ? », car M. Mourouzi ne paraissait pas écouter les réponses de M. Mitterrand...

GÜNNER PEDERSEN (04230 Larrières)

UN DÉPUTÉ DE TROP

Un lecteur de Nargan, M. Jean-Philippe Cazanave, nous signale que, contrairement à ce qu'affirmait une légende datant de la photo du Monde Aujourd'hui

daté 2-3 mars, Pierre Poujade, « fondateur de l'UCDA », n'a jamais été député, même s'il fut candidat (battu) à Paris en 1956.

Chronique

SIMPLICITAS

par Bruno Frappat

Le simplisme, voilà l'ennemi ! Les campagnes électorales aident à s'en rendre compte avec leur déluge de formules ehoc, de clichés assassins, leurs petites phrases à la douzaine qui sont au raisonnement ce que le coup de poing américain est à la gymnastique...

Cette fois, pourtant, on a l'impression qu'il se passe quelque chose. Le public n'est plus dupe. Dans combien de meetings, de rassemblements, n'a-t-on pas constaté une sorte de lassitude qui transforme les assistants en spectateurs courtois applaudissant poliment des fleurs de rhétorique qui, il n'y a pas si longtemps, auraient déclenché les enthousiasmes ?

Elle sait, par expérience, que les choses ne sont pas aussi simples qu'on le lui avait dit. D'avoir entendu naguère que la

gauche au pouvoir ruinerait la France et nous mettrait tous à genoux, le public de la droite est devenu méfiant : il sait que l'équation gauche=ruine n'a pas la force et la validité du principe d'Archimède. D'avoir cru hier que le départ de la droite ferait de notre pays un paradis lumineux et chantant, le public de la gauche est devenu moins naïf : il sait que le bonheur ne sort jamais des urnes.

Une grande idée fait ainsi son chemin dans le pays, lentement mais sûrement. L'idée qu'un effet n'a pas qu'une seule cause. Beaucoup pensaient, en 1981, que l'effet « chômage » avait pour cause unique la « droite au pouvoir » et ceux-là croyaient qu'à inverser la cause on annulerait l'effet. Il advient ce que l'on voit. Personne, aujourd'hui, ne croit que l'effet chômage serait annulé par une nouvelle inversion de la prétendue « cause ».

Irions-nous donc, à force d'épreuves et de contre-épreuves traversées sans joie, vers une forme de sagesse collective ? Il est trop tôt pour le dire. Les forces du simplisme sont encore à l'œuvre. On a vu cette semaine une illustration de ce travers de la pensée qui consiste, par un mélange de paresse intellectuelle et d'arrière-pensée passionnelle, à réduire l'acte le plus incompréhensible — un suicide — à un fait explicable n'ayant qu'une seule cause.

Toute la « une » de France-Soir, mardi, était barrée par ce titre terrible : « Un chômeur accuse Fabius et se suicide ». Il s'agissait d'un cadre de Creusot-Loire, licencié économique. Il s'était donné la mort après avoir laissé une lettre dans laquelle il disait avoir voulu « attirer l'attention de tous les candidats aux élections sur le scandale et le drame que représentent les cessations d'activité obligatoires pour les personnes ayant plus de cinquante ans ».

On ne va pas juger un suicide, décréter que le désespéré a eu tort, s'est trompé de cause et de combat. On ne va pas critiquer sa veuve, qui, toujours selon France-Soir, déclarait que son époux avait « voulu signer de son sang l'anéantissement de

Creusot-Loire ». Mais faut-il, par respect pour un mort et par égard pour une peine, adhérer à une explication fondée sur cette causalité très simple : Fabius a « suicidé » un chômeur ? C'est une forme de paresse, fondée sur un besoin de sécurité, qui nous conduit toujours, lorsqu'un être met fin à ses jours, à rechercher une cause, et une seule. Et, ce faisant, à désigner un coupable. Le suicide public — publié, annoncé, commenté — est toujours suivi de ce qu'on pourrait appeler une campagne d'explications. Elle est moins destinée à aider le disparu — c'est trop tard — ou à rassurer les survivants. Et l'on en arrive très vite au principe mécaniste : tout suicide est un crime indirect, un coupable est à rechercher.

Il y a quelques années on assista, en France, à une petite épidémie de suicides de maîtres-auxiliaires, ces enseignants au statut précaire toujours remis en cause. M. Christian Beullac était alors le ministre de l'éducation. Dans un raccourci accusateur, un journal — cette fois-là c'était l'Humanité — publia ce gros titre : « Beullac, ministre des suicides ». Le journal communiste avait désigné le coupable comme aujourd'hui France-Soir désigne un autre coupable. Le raccourci est le même, si l'intention politique ne va pas du même côté.

Simplisme, que de crimes contre la pensée on commet en ton nom ! Tous ceux qui ont à s'occuper de suicidants, qu'ils soient médecins, psychiatres ou psychologues, savent bien qu'un suicide est la résultante d'un faisceau de « causes », d'une succession d'événements qui retentissent sur un « terrain » psychisme, une histoire personnelle. Simplisme pour simplisme, on pourrait répondre aux accusateurs d'aujourd'hui, comme on le fit à ceux d'hier : pourquoi tous les licenciés de Creusot-Loire ne se sont-ils pas suicidés ? Pourquoi tous les maîtres-auxiliaires de M. Beullac ne s'étaient-ils pas suicidés ?

Un jour qu'ils déjeunèrent ensemble, son fils lui dit : « Je t'appelle et tu ne m'entends pas... Personne ne m'entend ». Et Bothorel, se souvenant de sa propre enfance, fait ce constat : « Je n'ai pas été élevé sur des sables mouvants, je n'ai pas grandi sans filet ». Et plus loin il confesse : « Un retour sur moi conduisait une fois de plus vers un constat, plus exactement vers une impasse : rien à transmettre ».

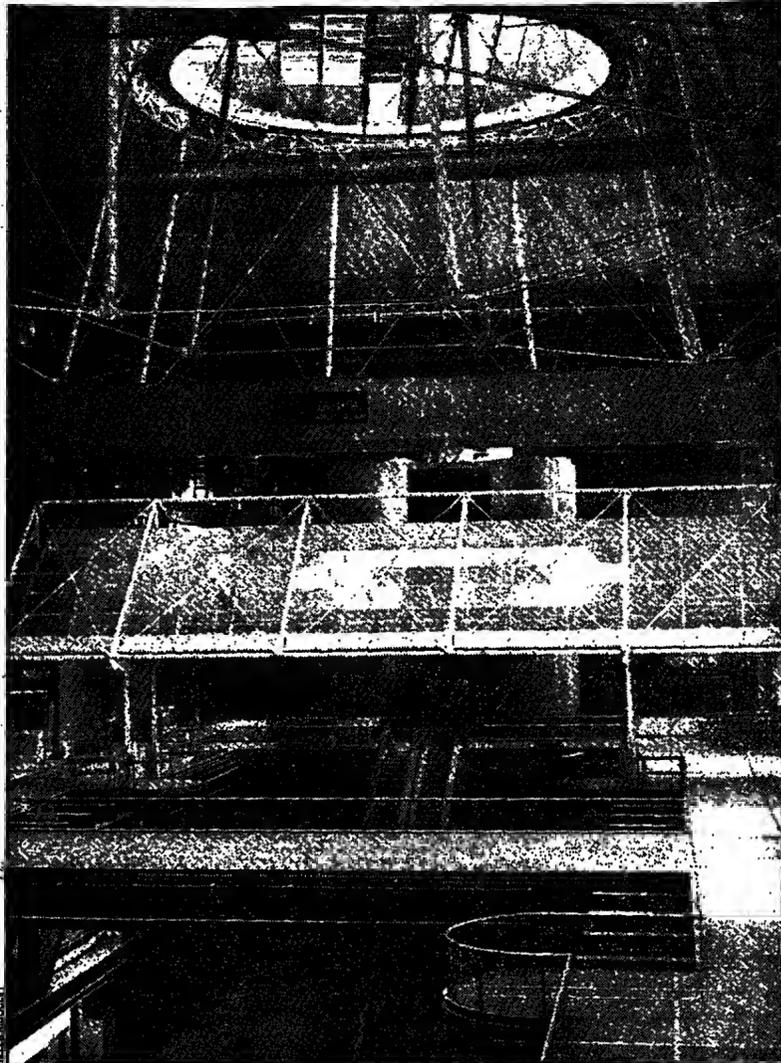
(par-dessus le lecteur) avec son fils drogué, il balaie, avec son intelligence et avec son cœur, tout le champ du possible. Il part dans la jungle des causes, sans a priori, sans idée préconçue, sans se protéger particulièrement.

INTERESSE LATÉE

OUVERTURE

CITÉ DE LA VILLETTE

Le hall monumental de la Cité des sciences conçu par Adrien Fainsilber : 100 mètres de long, 18 mètres de large, 40 mètres de haut. Au sommet, l'une des deux coupes informatisées de 17 mètres de diamètre en surplomb du « pont vert » réalisé par Antoine Sincio. En bas, les escalators de verre transparent qui permettent l'accès à l'exposition permanente Explora.



Premier visiteur, dans quelques jours, de la Cité des sciences de La Villette, le président de la République ne pourra manquer d'être impressionné, comme le seront à partir du vendredi 14 mars tous les publics conviés à découvrir ce qui s'annonce d'ores et déjà comme le plus grand et l'un des plus beaux musées techniques jamais construits. Quinze ans après le scandale des abattoirs — fermés à peine achevés — le destin de La Villette prend un tour nouveau qui pourrait bien, cette fois-ci, lui valoir l'estime et la gloire.

LA FORTERESSE ÉCLATÉE

par Olivier Schmitt

GRAND, tout est grand, très grand. Le bâtiment d'abord : 3 hectares d'emprise au sol, 270 mètres de long, 110 mètres de large, 47 mètres de haut. La surface des espaces intérieurs ensuite : 165 000 mètres carrés qui font de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette le plus grand musée du monde, devant Munich et Chicago.

« Je disposais d'un site exceptionnel, peut dire Adrien Fainsilber, l'architecte. Situé au carrefour de trois canaux, la Cité disposait d'eau à profusion. Ainsi celle-ci est-elle omniprésente dans mon projet, puisque le bâtiment sera entouré de douves alimentées par le canal de l'Ouercq. Grâce à cette eau, j'ai modifié les proportions de la Cité, qui paraîtra plus haute, plus légère, aux visiteurs. »

Ces douves sont situées à 13 mètres au-dessous du niveau des canaux. À la base des piles de béton héritées des abattoirs, qu'Adrien Fainsilber a choisis de révéler. Sur le côté sud du bâtiment, la façade est entièrement vitrée, agrémentée de trois serres monumentales de 32 mètres de haut et de large qui permettent de « créer une continuité entre la Cité et le parc et d'éclairer les deux niveaux souterrains ». Sur le côté nord, la façade est relativement fermée et couverte d'aluminium. Pour échapper à la réglementation sur les immeubles de grande hauteur, l'architecte a conçu deux véritables routes qui traversent la totalité du musée à hauteur du niveau technique situé entre l'accueil et le premier étage. Quatre gares intérieures et des escaliers réservés à la sécurité permettent l'accès rapide des pompiers, ravis de la trouvaille.

Le hall d'accueil sera le plus grande surprise des visiteurs. Ses proportions sont à la mesure de l'endroit : c'est une dalle de granit de 100 mètres de long et de 18 mètres de large en plein cœur du bâtiment, posé sur l'axe porte de La Villette-porte de Pantin. Ce hall est éclairé au sud par la façade de verre

ouverte sur la Géode et, 40 mètres plus haut, par deux coupes rotatives de 17 mètres de diamètre, soutenues par une structure suspendue de câbles qui leur valent le surnom d'« araignées ».

« Ce hall, explique Adrien Fainsilber, permet de percevoir d'emblée l'ensemble des activités proposées au public. Les coupes sont équipées de miroirs directionnels dont le mouvement est réglé par un ordinateur selon l'orientation du soleil et l'intensité de la lumière. » Un procédé révolutionnaire qui a déjà permis à ses concepteurs de déposer plusieurs brevets. Joli coup pour un ensemble qui a pour ambition de refléter l'actualité scientifique nationale et non d'être le conservatoire des inventions passées.

Piles et poutres

De ce hall, on perçoit très vite l'héritage auquel dut se coller l'architecte et le parti d'aménagement qu'il en tira. Des anciens abattoirs, vingt piles de béton ont été conservées et renforcées, soigneusement recouvertes aujourd'hui de granit, ainsi que la charpente métallique formée de douze poutres d'une longueur de 65 mètres, désormais laquées de bleu. « Je n'ai pas voulu me poser de questions sur la valeur esthétique de ces structures, note Adrien Fainsilber. Je les ai conservées sans les camoufler. Les piles autant que les poutres ont une grande force architecturale et une vraie valeur didactique, comme tous les éléments de la Cité. Le bâtiment en devient ainsi partie intégrante. »

Deux escalators s'élancent de part et d'autre du hall vers le niveau principal d'Explora, le nom donné à l'exposition permanente de la Cité. Didactisme là encore, puisqu'ils sont entièrement vitrés pour laisser apparaître toute la complexité de leur mécanique. Ils débouchent au niveau I sur les quatre secteurs muséographiques de la Cité.

A l'ouest, « De la Terre à l'Univers » ; au sud, « L'aventure de la vie » ; à l'est, « La matière et le travail de l'homme » ; au nord, « Langages et communication ». L'aménagement de chacun de ces secteurs a été confié sur concours à quatre équipes d'architectes placées sous la coordination de Jacques Lieberowicz, l'homme de l'art lui-même et ancien directeur des expositions du Centre Georges-Pompidou. « Nous avons dû, explique-t-il, découper chaque espace et chacun de ces espaces en lots. Puis nous avons défini des systèmes d'aménagement s'imposant à tous. »

Ces systèmes d'aménagement sont au nombre de huit. Le principal concerne l'architecture intérieure. Il a été défini par des équipes internes et conçu comme un grand Meccano fait de cages en aluminium, modules de base de l'aménagement. On a défini aussi le mobilier de la Cité en consultation avec des créateurs associés pour l'occasion avec des industriels. Certains éléments ont été tout bonnement achetés dans le commerce.

La maîtrise d'œuvre des éléments d'exposition a été confiée à des industriels associés à des designers. Thomson et MBD, Mastra et Evert Endt, Saunier-Duval et ADSA, la CGE et Morandi ont ainsi assuré la conception de vitrines, habitacles pour ordinateurs et écrans, murs d'images, bref de tous les supports des expositions.

Les aménageurs ont dû aussi se plier à une charte graphique commune, dont l'élément principal est le caractère typographique Gill, « efficace et sans maniérisme », dit-on, ainsi qu'à une signalétique mise en œuvre par Total Design.

L'ensemble de ces systèmes doit être utilisé par les équipes d'aménagement à au moins 70 %, une certaine normalisation rendant le renouvellement plus aisé, la rupture créée par les 30 % restants permettant d'éviter l'ennui.

Les quatre équipes d'architectes se sont donc mises au travail et ont recher-

ché la meilleure utilisation de ces systèmes. Pour le secteur « De la Terre à l'Univers », les architectes Dowd et Stanton ont élaboré une macrostructure où viennent s'accrocher les gros objets, tel un Nautile coupé dans sa longueur, la tête de la fusée Ariane, la « cabine », station orbitale arrivée là par hélicoptère.

Pour le second secteur, « L'aventure de la vie », Antoine Sincio et ses associés, Marc Berri et Philippe Gazzeau, ont pris un parti, la transparence, qui se traduit sur trois niveaux par des lames vitrées très sophistiquées et une grande trame de verre, l'élément identificateur de leur secteur. La réalisation la plus spectaculaire qu'ils ont menée à bien est un pont de verre, dit « pont vert » puisqu'il abritera une serre expérimentale qui enjambe le vide du hall d'accueil.

Pari tenu

Philippe Chaix et Jean-Paul Morel ont unifié le troisième secteur, « La matière et le travail de l'homme », qu'ils considèrent comme « grand et petit à la fois, cahotique, partagé entre des espaces ouverts — matériaux, énergie, robotique — et clos — lumière artificielle, physique, transports ». Ce secteur est unifié par une grande lame en aluminium de 100 mètres de long, tissu métallique perforé translucide suspendu à 3 mètres du sol.

Le quatrième secteur, « Langages et communication », est certainement le plus tourmenté, surnommé dès l'origine par son scénographe, Yves Lion, « le souk », terme auquel il préfère désormais celui de « médina ». « J'ai pris, dit-il, le parti de la petite échelle, un endroit très organisé où l'on se repère facilement, une mosquée qui met en valeur la qualité des manipulations. » Pas d'élément architectural vraiment marquant ici, à l'exception d'un portique lumineux qui en sera le symbole.

Au total, seule la fréquentation du public permettra de juger de la valeur de ces aménagements, dont on peut dire déjà qu'ils ont su savamment habiter le bâtiment d'Adrien Fainsilber, alliant l'invention, quelquefois l'audace, à l'efficacité. Pourtant, l'architecte de la Cité paraît très affecté de ne pas avoir été consulté pour leur mise en œuvre. Son principal grief s'adresse au « pont vert » de Sincio ; sa mélancolie se nourrit des efforts conjugués des scénographes pour désymétriser un bâtiment qu'il avait, lui, parfaitement symétrisé. Spoilé de la réalisation du parc, confiée à Bernard Tschumi, il paraît assez troublé aujourd'hui, au moment où il s'apprete à quitter la Cité après six années de travail à plein temps, par l'usage qu'on a fait d'un bâtiment qu'il avait, seul, imaginé.

Il reste pourtant que son travail, considérable, apparaît bien comme l'une des plus belles réalisations de cette décennie. La Cité des sciences et de l'industrie était à proprement parler un pari démesuré, qu'il a — un seul coup d'œil, de quelque côté qu'on le jette, suffit à le confirmer — admirablement tenu.

S'il était un chantier, un de ces « grands chantiers » ou encore « chantiers du président », pour lequel le grand public avait bien du mal à se forger une opinion, c'était celui de La Villette.

Issu du plus beau, du plus gros scandale politique et financier de la V^e République, bientôt devenu le champ clos d'affrontements entre le pouvoir central et la Ville de Paris — Valéry Giscard d'Estaing, chassé des Halles par Jacques Chirac, s'en empara en 1977. — le projet de La Villette est enfin entré dans sa phase d'achèvement. Après dix années de tergiversations, cinquante-quatre mois de conception et de réalisation permettent aujourd'hui au public, mais aussi aux professionnels, aux industriels, de disposer d'un superbe instrument de connaissance.

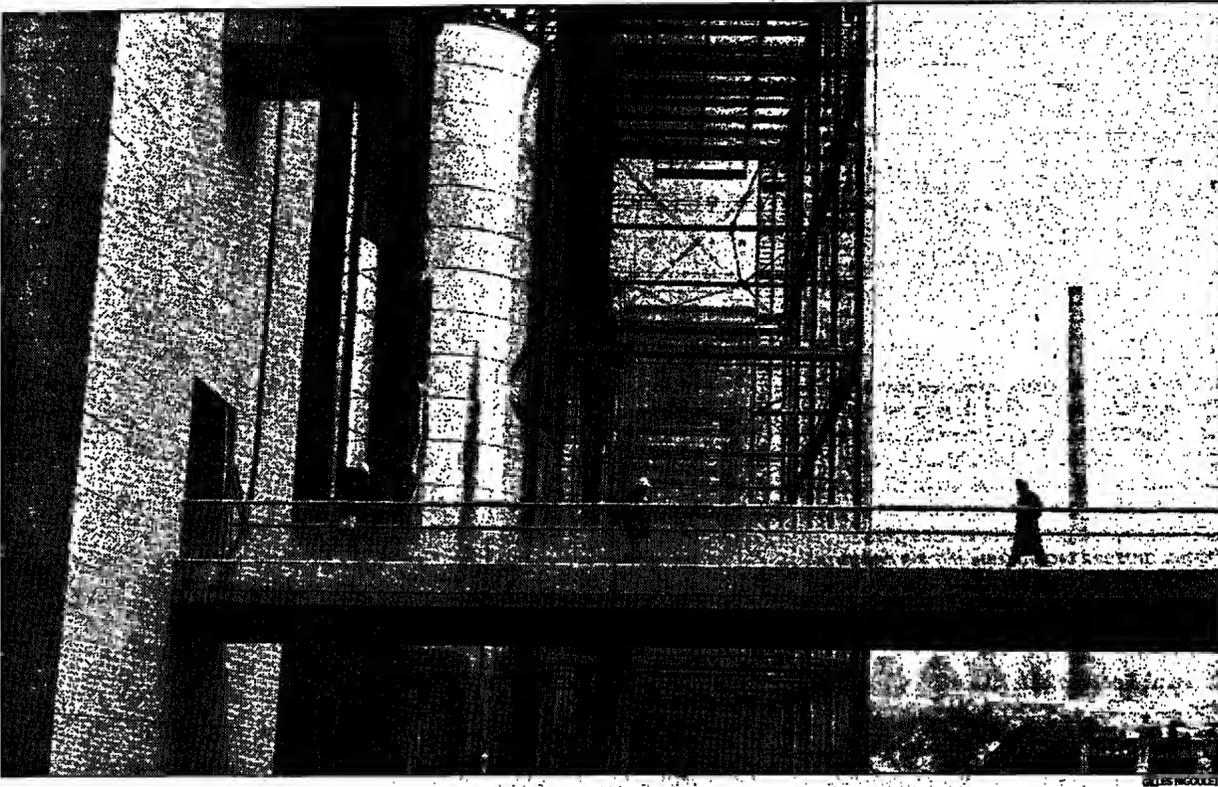
هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

LA VILLETTE

PRATIQUE CITÉ

Depuis la création en 1959 d'un marché de la viande à la Villette jusqu'à l'ouverture au public de 40 000 m² de la Cité des sciences et de l'industrie, tout ce qu'il faut savoir pour pratiquer sans risque ce grand ensemble de détente, de loisirs et de la connaissance.



GRANDES DATES

1969 : création à La Villette d'un marché d'intérêt national de la viande.
1970 : signature au printemps d'une convention entre l'Etat et la Ville de Paris qui stipule que le premier prend en charge les obligations de la seconde liées au marché d'intérêt national. En contrepartie, la Ville cède à l'Etat l'ensemble des terrains, soit 55 hectares. C'est l'époque du « scandale » de La Villette, dont le coût de construction avait très largement dépassé les prévisions et dont l'utilité s'était révélée sans objet.
1974 : le 15 mars, le gouvernement met un terme aux activités des abattoirs.
1975 : l'Etat soumet à la Ville de Paris un plan d'aménagement qui prévoit la création d'un parc de 15 hectares, la conservation de la Grande Halle, la reconversion des abattoirs et la construction sur 31 hectares d'un quartier de quatre mille cinq cents logements.
1977 : dans le courant de l'été, M. Valéry Giscard d'Estaing annonce qu'il a demandé une étude pour la réalisation d'un musée des sciences et de l'industrie dans les abattoirs et l'aménagement d'un parc de 23 hectares. Il nomme M. Roger Taillibert, concepteur du Parc des Princes, architecte en chef de l'aménagement de La Villette.
1979 : le 13 juillet est créé l'établissement public du parc de la Villette. M. Paul Delouvrier, grand commis de l'Etat, en est le président.
En décembre, le gouvernement décide de programmer un musée des sciences selon les orientations du rapport Lévy, de créer un parc et de réserver l'emplacement d'un auditorium. M. Roger Taillibert est « remercié » et on lance un concours d'architecture pour la création du musée. Peu après, M. Maurice Lévy est « remercié » à son tour à la demande de M^{me} Alice Saunier-Séité, ministre des universités.
1980 : après la consultation de vingt-sept architectes français, M. Adrien Fainsilber est nommé architecte du musée.

1981 : M. François Mitterrand, élu président de la République, visite La Villette et confirme les missions de l'établissement public.
1983 : après concertation entre les ministres intéressés et avec l'assentiment du président de la République, un comité d'orientation du musée est créé au mois de janvier. Il est présidé par l'astrophysicien Jean-Claude Pecker, qui est limogé le 7 juillet.
Au mois de novembre, M. Maurice Lévy est réélu et devient directeur du musée.
1984 : M. Jacques Lichnerowicz, directeur des expositions du musée, organise une consultation pour choisir les scénographes qui devront aménager les quatre secteurs du musée. MM. Michael Dowd et Alan Stanton prennent en charge la section I. De la terre à l'univers, M. Antoine Stinco, le secteur II, L'aventure de la vie ; MM. Philippe Chaix et Jean-Paul Morel, architectes du Zénith, salle de spectacles installée dans le parc et inaugurée le 12 janvier 1984, prennent en charge le secteur III, La matière et le travail de l'homme, et M. Yves Lion le secteur IV, Langages et communication.
1985 : le Journal officiel publie le 26 février le décret portant création de l'établissement public à caractère industriel et commercial de La Villette et de la Cité des sciences et de l'industrie, nouvelle dénomination du musée.
Le 6 mai, le président de la République inaugure la Géode, salle de spectacles hémisphérique de trois cent cinquante places, située à l'extérieur du musée sur sa façade sud.
Le 23 mai, M. Maurice Lévy est nommé, par décret du président de la République, président de la Cité des sciences et de l'industrie.
A l'automne commence la livraison par tranches du gros œuvre du bâtiment de la Cité.
1986 : le 14 mars, 50% des équipements permanents de la Cité seront ouverts au public. L'aménagement intérieur et la mise en place des expositions s'échelonnera jusqu'en septembre 1986. A cette date, la totalité de la Cité sera accessible au public, à l'exception du Centre international de conférences, qui ouvrira en 1987, et dont l'aménagement a été confié à M. Philippe Starck.

MODE D'EMPLOI

La Cité des sciences et de l'industrie sera progressivement ouverte au public de mars à septembre 1986. Les services offerts ainsi que les tarifs évolueront en conséquence.
SITUATION ET ACCÈS
La Cité des sciences et de l'industrie est située dans le parc de La Villette, au nord-est de Paris, dans le XX^e arrondissement. Elle est à vingt minutes de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle et à vingt-cinq minutes de l'aéroport d'Orly.
Par le boulevard périphérique : sortie Porte de La Villette, parking de quatre cents places sur mars et de mille huit cents places en septembre.
Par le métro : ligne 7^e Mairie d'Ivry-Villejuif-Fort d'Aubervilliers, station Porte de La Villette.
Par l'autobus : lignes 150-152-250A-PC.

JOURS ET HEURES D'OUVERTURE

Tous les jours, sauf le lundi, de 14 h à 22 h.
TARIFS DES ACTIVITÉS
Explora : 20 F du 14 mars au 15 juin (en raison de son ouverture partielle) (1), ce tarif comprend la visite de l'exposition temporaire sur l'or.
Inventarium : 15 F ; gratuité pour les adultes accompagnés.
La Géode : 40 F.
Les autres espaces de la Cité sont d'accès gratuit.
Selon les catégories de publics (groupes, scolaires, étudiants, personnes âgées, familles, chômeurs, militaires...), ces tarifs sont modulables.
(1) Ce tarif sera progressivement augmenté en fonction de l'ouverture des nouveaux espaces.

BEAU ET CHER

Budget d'investissement en millions de francs TTC, valeur 1984	
CONTENANT	2 890
1. Frais d'établissement, démolitions, aménagements provisoires, urbanistiques, voirie et réseaux divers sur l'ensemble du site	190
2. Bâtiment de la cité et abords immédiats	2 700
2.1. Etudes, maîtrise d'œuvre, contractant général, contrôle	430
2.2. Travaux bâtiment principal	1 500
2.3. Travaux bâtiments annexes (Centrale thermofrigorifique, Géode, doutes, bâtiments annexes)	760
CONTENU	1 560
1. Etudes de conception, maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, contrôle	340
2. Réalisation et équipement de l'exposition permanente, la médiathèque, la Géode, les salles de découverte, les salles d'expositions temporaires, les ateliers, etc.	1 150
3. Préparation et manifestations extérieures (Janus 1 et 3, les écrans du réel, participations aux manifestations Tsukuba, le FIT)	70
TOTAL GÉNÉRAL	4 450

Source : CSI.

SALLE DE PRESSE

L'ACTUALITÉ - celle des nouvelles brèves transmises au jour le jour, comme celle des événements les plus marquants de la quinzaine ou du mois - aura sa place dans la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. Une place de choix même, puisque 400 mètres carrés de l'espace d'accueil principal du musée seront réservés à la salle baptisée « Sciences actualités », qui se veut « un véritable magazine multimédia ».
Multimédia par ses moyens, qui mêleront panneaux, maquettes en trois dimensions, films vidéo, diaporamas, mini-conférences. Multimédia aussi car, comme l'explique son responsable, le journaliste Jean Pénichon, elle traitera l'information « à la fois comme un quotidien, comme un hebdomadaire et comme un mensuel ». On devrait en effet pouvoir y prendre connaissance des nouvelles fraîches grâce à une revue de presse quotidienne et aux dépêches de l'AFP qui « tomberont » en temps réel sur les écrans de Minitel. Pouvoir aussi mieux comprendre et apprécier les principaux événements scientifiques du moment grâce à des expositions éventuellement

EFFECTIFS

1024 personnes dont 874 permanentes seront employées en 1986 par la Cité, avec environ :
- 80 à l'accueil ;
- 120 animateurs ;
- 150 documentalistes et médiathécaires ;
- 130 personnes pour la communication et les activités commerciales ;
- 125 pour l'exploitation et la maintenance ;
- 140 gardiens et agents de sécurité ;
- 75 concepteurs et chercheurs scientifiques, ingénieurs et architectes ;
- 180 personnes pour l'encadrement, la gestion et la direction.

VIVEZ LE



LA VILLETTE

SUIVEZ LE FUTUR...

par Bernard Lefort

Aux trois à cinq millions de visiteurs qu'elle attend chaque année, la Cité des sciences propose des parcours initiatiques, des jeux, des manipulations, des expériences et une présentation attrayante de principes savants dans plusieurs domaines : géologie, biologie, minéralogie, sciences humaines.

La Villette, enfin ! Le vendredi 14 mars prochain, le grand public pourra s'en aller à la découverte du plus grand musée des sciences du monde. L'essentiel des propositions élaborées en 1979 par Maurice Lévy, ancien président du CNRS, aujourd'hui directeur de la Cité, a trouvé une traduction très concrète.

Explora, c'est le nom que l'on a donné à l'ensemble des expositions permanentes de la Cité, se divise en quatre grands secteurs : « De la Terre à l'Univers » ; « L'aventure de la vie » ; « La matière et le travail de l'homme » ; « Langages et communication ». L'ouverture de chacun se fera progressivement jusqu'en septembre.

Totalement accessible au public vendredi prochain, le parcours de la Terre à l'Univers s'effectuera sur trois niveaux. Le principe de cette exposition, avance Rainer Vebitz, le chef de projet, un ancien de Beaubourg, consiste à partir du plus proche pour aller au plus lointain ; l'évolution du visiteur dans les étages se fera parallèlement aux thèmes sans qu'il s'agisse nécessairement d'un parcours obligé. L'idée consiste à montrer comment fonctionne la « machine terre », son sol, ses océans, mais aussi quelle est la place du « vaisseau terre » dans l'univers. « Ce qui importe ajouté-t-il, c'est de déranger les gens ; il ne s'agit pas seulement d'apporter des connaissances mais de provoquer des interrogations. »

A la différence du Palais de la découverte, où l'orientation est

complétée par la découverte des multiples facettes du monde de l'image - utilisation de la photo, de la vidéo, découverte des images de synthèse - afin de montrer les convergences (à partir des phénomènes et des techniques de la communication) d'un monde où la science, l'histoire et l'art sont en constante interaction. Cette volonté d'échange, Joël de Rosnay, le président du groupe de synthèse Explora, en fait une clé de la réussite : « Les expositions ne sont pas les pierres d'un temple élevé à la gloire de la technologie ; ce que nous avons voulu mettre en œuvre, c'est l'aventure humaine, son exploration interne. Le fil directeur des quatre secteurs, c'est l'homme ; c'est un musée humaniste. »

Un « pont vert », que le visiteur observera en arrivant dans le grand hall, en levant les yeux vers le sommet du bâtiment, découvrir un pan de la biotechnologie agricole de l'avenir. En attendant l'ouverture d'une salle où le visiteur sera questionné tout au long d'un parcours en « train » sur la vie et la mort, les découvreurs du musée pourront s'initier à la météo à partir des principaux instruments d'observation du météorologiste.

Parti pris des secteurs d'exposition permanente : la volonté de partir du quotidien. « L'accent est

complété par la découverte des multiples facettes du monde de l'image - utilisation de la photo, de la vidéo, découverte des images de synthèse - afin de montrer les convergences (à partir des phénomènes et des techniques de la communication) d'un monde où la science, l'histoire et l'art sont en constante interaction. Cette volonté d'échange, Joël de Rosnay, le président du groupe de synthèse Explora, en fait une clé de la réussite : « Les expositions ne sont pas les pierres d'un temple élevé à la gloire de la technologie ; ce que nous avons voulu mettre en œuvre, c'est l'aventure humaine, son exploration interne. Le fil directeur des quatre secteurs, c'est l'homme ; c'est un musée humaniste. »

L'espace en vedette

Autre pôle dynamique de la Cité : les expositions temporaires. La reconstitution d'une portion de mine en grandeur nature sera l'un des points d'attraction de la première exposition, consacrée à l'or, de la découverte du minerai jusqu'à sa destination industrielle ou artistique. Les enfants comme les adultes pourront s'imaginer chercheurs d'or en recueillant eux-mêmes le sable chargé de faux or (du nickel) pour lui faire suivre le circuit d'épuration. Une présentation fidèle au principe des expositions temporaires : implication du public autour de la



A droite, maquette grandeur nature d'une station orbitale. A l'intérieur, diverses scènes de la vie « extra-terrestre » sont représentées. Ci-dessous, grosse bulle de gaz carbonique qui favorise la communication à voix basse. Elle permet de comprendre la réfraction et la propagation du son. Ci-contre, la fusée Ariane.



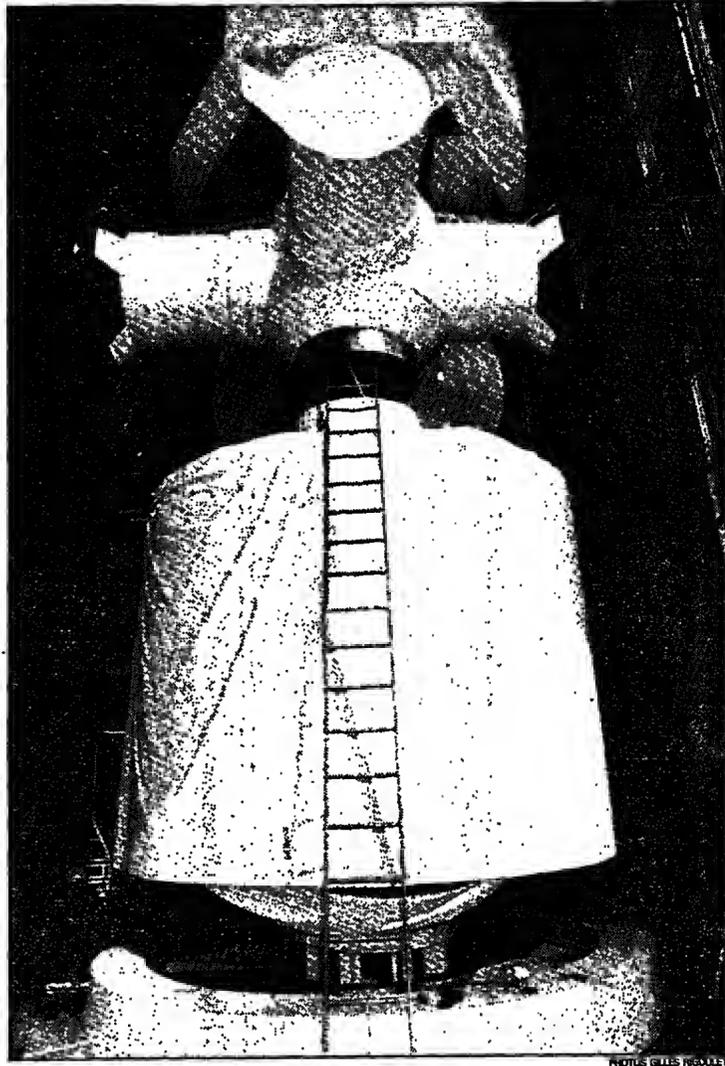
nettement pédagogique, l'un des ressorts des expositions consiste à ne pas provoquer la défiance devant le discours de la science ou de la technique, mais à séduire par la dimension ludique. « Ce que l'on souhaite, réchérchit Bernard Hagège, responsable scientifique du secteur, c'est montrer aux gens que la science n'est pas toute donnée, qu'elle se fait, en même temps d'ailleurs que le « musée » se construit et se développe. »

Une vision pragmatique traduite par la présence d'objets symboles, comme la coiffe de la fusée Ariane, la présentation d'une station orbitale grandeur nature, ou du *Nautilus*, un sous-marin capable de visiter la plupart des fonds à moins de 6 000 mètres.

mis sur le spectacle, le concret, dit Anne-Marie Anthony, chef de projet de l'aventure de la vie ; on vient moins chercher ici un savoir que des informations. L'unité de la visite se fait plus à travers une démarche thématique que disciplinaire. L'approche sensible des questions est mise en valeur ; il faudra regarder, mais l'on pourra aussi toucher. »

S'il faut attendre septembre prochain pour découvrir le secteur 3, « La matière et le travail de l'homme », « Langages et communication » présente, en partie seulement, ses richesses. Élément vedette parmi d'autres, une étonnante « bulle de son », où chaque interlocuteur situé de part et d'autre de l'objet communiquera à voix basse, et de façon intelligible. Un jeu mystérieux destiné à faire comprendre les subtilités de la réfraction et de la propagation du son.

Avec l'extension prochaine du secteur, les mondes sonores seront



NOTUS GILES REGOULT

publics. Un accès minitel autorisé sera la réservation de livres à distance. La Médiathèque a pour vocation et devrait attirer un public multiforme, du cadre passionné par les sciences à l'amateur de jardinage... Jusqu'en septembre, la Médiathèque ouvrira de nouvelles surfaces, un fonds de livres de cent cinquante mille volumes (puis trois cent mille), de cinq mille collections de périodiques et de plusieurs milliers de produits informatiques sera à la disposition du public dans les semestres suivants. Progressivement...

Inconnues

Même s'il n'est pas totalement achevé, le programme de la Cité des sciences n'en est pas moins étonnant. Reste la sanction du public, qu'on attend nombreux : de trois à cinq millions par an. Demeurent également quelques inconnues. Qu'advient-il de ce géant dont la construction et l'aménagement ont coûté 4,5 milliards (francs 1984) tant sur le plan du développement que de la maintenance ? Si son statut d'établissement public à caractère industriel et commercial l'autorise à s'autofinancer à hauteur de 30 %, il n'en reste pas moins sous la surveillance du ministère des finances, qui ne souffrira pas les possibles écarts d'une crise de croissance mal maîtrisée, ou simplement nécessaire à sa vie normale. Pour les promoteurs, il apparaît évident que le coût de l'entreprise n'a rien d'étonnant ; il est à la hauteur d'un projet de culture scientifique qui manquait à la France ; qui veut la fin ne

aurait ignorer les moyens... Quant à la survie de l'entreprise, nul n'en doute : « Certes, le projet est coûteux », dit Georges Coste, responsable du « programme coût et délais », mais la recherche spatiale dans laquelle s'est lancée la France l'était aussi... Aujourd'hui, la France est la troisième puissance spatiale. Faut-il le regretter ?

Mis à part le « poste budgétaire » qui aura marqué l'histoire de La Villette de bout en bout, la situation parisienne du musée ne risque-t-elle pas malgré tout d'asphyxier la province ? « Certainement pas », dit Joël de Rosnay, La Villette se veut le nœud d'un grand réseau sans doute unique en son genre, mais elle n'a pas pour vocation d'être une citadelle de la science et de la technologie ; c'est un lieu d'échanges où les régions auront des initiatives. La Cité des sciences doit être un lieu qui donnera une chance aux Français de ne pas subir la technologie. »

Officiellement, l'optimisme règne. Le succès de Beaubourg et le tollé qu'il avait suscité apparaissent aux animateurs comme une bonne raison d'espérer une réussite semblable. Sans aucun doute, l'ensemble est séduisant. Peut-être trop. Le côté ludique affiché risque de faire du centre une sorte de Disneyland scientifique - sans les ressources financières comparables. Inversement, la face vitrine technologique à la française peut orienter le projet vers une dérive « industrialiste ». Pour le reste, comme certains le disent familièrement, « autant tirer des plans sur la comète ».

D'EMPLOI
JOURS ET HEURES D'OUVERTURE
TARIFS DES ACTIVITÉS
IN ET ACCÈS

ACTES

كوزا من الأصل

سكزا من الأصل

LA VILLETTE

LE PARC EN «FOLIES»

par Marc Ambroise-Rendu

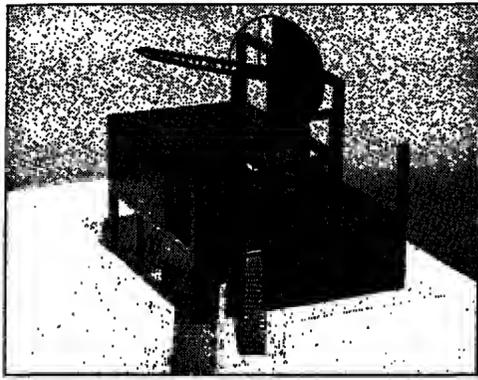
EN mai prochain, si les changements politiques ne viennent pas contrarier le programme, on fêtera le printemps dans le nouveau parc de La Villette. Sous l'ombrelle métallique de la grande halle se succéderont dans un très détonant cocktail un festival de routiers, la prestation du London Philharmonic Orchestra, un marché aux fleurs, une présentation de mode (par Yves Mourousi), des soirées de musique tropicale et des spectacles de danse contemporaine. A l'extérieur, on pourra participer à un carnaval, assister à des spectacles mêlant les feux d'artifice aux jeux d'eau, suivre les évolutions d'avions modèles-réduits et peut-être même prendre un baptême de l'air en montgolfière.

Ce «mém» préfigure et symbolise ce que devrait être le parc de La Villette rêvé par l'architecte Bernard Tschumi; un néo-Luna-Park qui sera le plus redoutable concurrent du Disneyland de Marne-la-Vallée. On ne sait si le public s'y amusera vraiment mais, pour l'heure, les trente-cinq architectes, paysagistes, sculpteurs et plasticiens qu'on a mobilisés pour réaliser la première tranche s'en donnent à cœur joie.

Ils sont à l'œuvre sur une demi-douzaine d'hectares situés entre la grande halle et la salle de spectacles du Zénith. Les deux vastes prairies qu'on y prévoit ne sont pas les plus simples à traiter. Comme elles seront librement accessibles, elles doivent être aussi résistantes que la pelouse du Parc des Princes. D'où 5,5 km de drains souterrains et de tuyaux d'arrosage dont les centaines d'aspersions dispenseront automatiquement, sur un ray grass britannique, une pluie artificielle programmée par ordinateur. Ces tapis verts ne seront pas ouverts au public avant le printemps 1987. On ne peut pas ruser avec les rythmes de la nature.

Par contre, les promenades pavées et les jardins qui les bordent pourront être parcourus dès cette année. Les allées sont ombragées par cinquante-deux plates-bandes d'âge mûr qu'on a transplantés à grands frais, avec leur motte de terre pesant des dizaines de tonnes. L'opération, présentée

**Parc ou Luna-Park ?
En tout cas assurément un espace qui ne manque ni d'ambition ni d'originalité. Il y a même des arbres. Les architectes qui travaillent sur le site en sont assez fiers.**



Fontaine.

contraire d'une promenade de santé.

Non loin de là, Gilles Verdard met la dernière main à son «jardin du jardinage». Y verra-t-on un potager modèle ? Hélas, non, car on s'est aperçu que, situé à l'ombre, le terrain était impropre à la culture en pleine terre. Qu'à cela ne tienne : on exposera là, sur 1 300 mètres carrés bordés de talus garnis de saules rampants, des plantes en pot. Le tout sera couvert par une treille et,

bord du canal de l'Ouroq sont également en métal léger, soutenus par des haubans et couvertes de tôle ondulée. Tout cela, selon M. Tschumi, doit avoir «un aspect technique et industriel» rappelant l'environnement de La Villette. C'est ce que l'on appelle une architecture intégrée au milieu.

La «grille» de ces édifices est si serrée (trente folies sont prévues, dont dix pour la première tranche) qu'aucun point du parc n'en sera éloigné de plus de

80 mètres. Par comparaison, il faut savoir qu'au centre du parc Monceau on est à 125 mètres des façades les plus proches et que le cœur du Luxembourg se trouve à 250 mètres des bâtiments environnants.

Le parc de La Villette est donc volontairement une sorte de quartier urbain très aéré. Ainsi, par exemple, dans la première partie en cours d'aménagement les visiteurs trouveront une galerie de jeux électroniques enfermée dans un bunker, une brasserie, un comptoir de vente de plats exotiques, une buvette, un restaurant, un simili château-fort pour les enfants. Bref, un super jardin d'acclimatation à l'est de Paris.

Distraction et culture

Les responsables de La Villette ont voulu évaluer par avance la fréquentation d'un tel ensemble. Les sondages effectués les conduisent à chiffrer à onze millions le nombre annuel de visiteurs. Mais ceux-ci, dans leur majorité (60 %), se sont déclarés intéressés par le côté «espace vert, jardin, et nature». La minorité, elle, penche pour un parc urbain de distraction et de culture. C'est pour cette clientèle-là que, curieusement, on semble avoir opté.

Ce choix est loin d'être gratuit. Le devis de la première tranche du parc (12 hectares dont la moitié seulement en pelouses et jardins) se monte à 585 millions de francs. Les huit dixièmes de cette somme sont ou seront consacrés à démolir des constructions anciennes, à enterrer des réseaux, à édifier des «folies»; des galeries et des ponts ainsi qu'à installer le mobilier urbain. Chaque lampadaire ressemble par exemple à une aile d'avion plantée verticalement et surmontée d'un mini-phare.

Le reste du budget (18 % seulement) sert à planter les pelouses, une centaine de grands arbres et dix-huit mille arbustes. La nature est ce qui coûte le moins cher. Néanmoins, le parc de La Villette sera probablement à l'hectare «l'espace vert» le plus cher du monde. Son coût de fonctionnement ne sera pas moins grandiose. Bien sûr, un certain nombre d'équipements seront concédés à des firmes privées qui paieront des redevances. Malgré cela, on estime à 40 millions par an les seules dépenses à engager pour la maintenance de la première zone.

Ces comptes laissent rêver lorsqu'on sait que théoriquement le parc devrait s'étendre sur 35 hectares, soit le triple de sa surface actuellement en travaux. Par sa conception, sa sophistication, la mobilisation de matière grise qu'il a provoquée, son coût d'établissement et ses frais de fonctionnement, le parc de La Villette sera, n'en doutons pas, une «folie» d'envergure mondiale.

45 MINUTES DANS LES ÉTOILES

Le ciel nous appartient. Doublement. Depuis près d'un demi-siècle, des générations d'écoliers se sont familiarisées avec les galaxies au Palais de la découverte créé en 1937. Désormais, les nouveaux venus iront rêver l'univers dans un autre lieu, au planétarium de la Cité des sciences et de l'industrie qui sera ouvert au public le 15 mai prochain.

Situé au niveau le plus élevé de la Cité, dans le secteur 1 (De la Terre à l'univers), le planétarium accueillera jusqu'à 3 000 personnes par jour grâce à ses 275 places et aux séances de quarante-cinq minutes animées par un astronome-conférencier. Fréquentation prévue pour 1986 : 35 000 spectateurs.

L'espace réalisé ne manque pas de charme. A l'intérieur, comme il se doit, tout est calme, rigueur et simplicité. A l'extérieur, le cylindre blanc de 26 mètres de diamètre qui ceinture l'édifice sera animé par une fresque de Monory. Un must.

Un dôme de 600 mètres carrés permettra d'admirer le ballet de 10 000 étoiles et de 10 planètes — mais pas seulement à partir de la Terre; le système autorise la multiplication des points de vue.

Jean-François Delorme, le chef du projet planétarium jubile : «Avec notre dispositif, sans doute l'un des plus performants mis en service actuellement, nous voulons faire sentir les phénomènes astronomiques, les rendre palpables, en mobilisant tous les sens. Nous souhaitons offrir aux aveugles la possibilité de saisir les structures de l'univers.»

Pendant plus d'un an, le responsable du planétarium a veillé à l'avancement du projet aux Etats-Unis, au siège de Spitz Space Systems, le réalisateur du simulateur astronomique En France, le sociologue Robert de Lyon a collaboré à la mise en place de l'espace sonore. Une bande son de 21 pistes diffusée par de nombreuses enceintes permet d'obtenir, selon les arrangements, un effet de «spatialisation totale». La synchronisation du spectacle sera assurée par une console de salle puissamment informatisée. Un ensemble multimédia (projecteurs de diapositives, films 16 et 35-millimètres) doit enrichir et élargir les effets du simulateur astronomique. Le planétarium se fera l'écho de l'actualité spatiale, missions d'Iliar ou de demain.

Il ne sera pas seulement un instrument de vulgarisation — le Palais de la découverte un temps menacé d'abandon par son planétarium son objet pédagogique. L'écritain Michel Butor a réalisé le premier texte de ce «spectacle», à la fois explicite, accompagné d'images et parfois plus poétique, «atmosphérique». Trancher l'espace se jouera en trois moments : «Hier, ou les ciels»; «Aujourd'hui, ou les astres»; «Demain, ou les mondes». Une musique de François Bayle accompagnera le spectacle. «Une première», commente Michel Butor. Le texte-planétarium est encore un genre littéraire neuf... »

E. L.

HALLEY ? C'EST GIOTTO...

NUIT de fête, nuit comète : l'ouverture de la Cité des sciences et de l'industrie, dans la nuit du 13 au 14 mars, sera placée sous le signe de la comète de Halley et de sa rencontre avec le sonde spatial européen Giotto.

On ne pouvait rêver mieux, pour l'inauguration d'un nouveau musée consacré à la science et à la technique, que d'un tel événement à la fois historique, spectaculaire et chargé de suspense. A 1 heure, le 14 mars, Giotto filera en effet le comète en passant à 500 kilomètres de son noyau. La sonde transmettra alors les premières images d'une comète «vue de près», au risque d'être détruite par les particules et les grains de poussière qui viendront la heurter pendant cette brève rencontre, qui se déroulera à quelque 70 kilomètres par seconde.

Cette nuit-là, le dialogue s'établira donc entre la Cité et la comète, par l'intermédiaire de liaisons qui relieront Paris à Darmstadt, en Allemagne fédérale (où se trouve le centre européen d'opérations de

l'Agence spatiale européenne), à Moscou (au centre spatial IKI), à Australis, lieu privilégié de réception des signaux en provenance de Giotto, à la Réunion.

Les quelque milliers d'invités à cette inauguration pourront aussi assister aux débats organisés avec des astronomes, des biologistes, des ethnologues, autour des thèmes de la culture, de l'aventure spatiale, de la communication et des nouvelles technologies. Ils pourront aussi, bien sûr, découvrir les premières activités présentées par la Cité et profiter des divers spectacles animés notamment par le Nouvel Orchestre Philharmonique et les Chœurs de Radio-France, l'Orchestre national de jazz, Stéphane Eicher et le récital du Troisième type.

Le public, qui ne pourra pas accéder à l'antenne — trop restreinte — de la Cité, pourra toutefois suivre le déroulement des festivités dans le cadre d'un grand spectacle télévisé qui sera réalisé en direct de La Villette par FR3, avec la participation de France-Inter.

E. G.

comme une première, a duré quatre ans. Les arbres d'abord emmaillottés de toile de jute pour les protéger ont été réinstallés selon leur orientation d'origine. Quant à leurs racines, elles sont sous perfusion permanente grâce à des tuyauteries amenant des fertilisants.

Les jardins ne sont pas moins sophistiqués. Alexandre Chemetoff, à qui l'on a confié le premier, est allé chercher dans le Gard des collections de bambous noirs et jaunes qu'il cache dans une série de fosses de 7 mètres de profondeur. «Il faut bien se protéger du vacarme de la circulation», explique-t-il. En effet, cette zone du parc de La Villette est surplombée par le péripère. Apparemment personne n'a encore prévu d'élever un mur antibruit sans lequel pourtant la fréquentation de ces lieux sera le

puisque'il feut bien un peu de lumière, illuminé par des projecteurs.

Quelques pas encore, et les visiteurs découvriront le jardin d'eau conçu par Alain Pélissier. Passerelles sur des bassins, colonnes liquides, coulir d'eau de 80 mètres, nuage de gouttelettes mis en point par une japonaise, l'ensemble devrait être, annus assure-t-on, à la fois merveilleux et divertissant.

Bien entendu, ces espaces seront quadrillés par les «folies» et les galeries de Bernard Tschumi. Dès cet automne, on en verra trois : un kiosque d'accueil, une buvette et un belvédère. Ces cubes de béton, d'une hauteur équivalente à trois étages et demi, sont couverts d'une toile peinte en rouge vif et garnis de superstructures métalliques. Les longues galeries qui doivent se croiser au

UNE SPHÈRE TRÈS FRÉQUENTÉE

CINQ cent mille spectateurs en dix mois : beaucoup d'exploitants de salles de cinéma doivent envier M^{me} Sylvie Pélassier, directrice de la Géode, cette énorme boule-nœud d'acier poli, «otunie» dans la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (1).

Un demi-million d'entrées — depuis son inauguration, le 6 mai 1985, par le président de la République, — pour une unique salle de trois cent soixante places et pour seulement deux films, projetés en alternance : l'Eau et les Hommes, de Pierre Willemin, et Chronos, de Ron Fricke (2). Deux films, qui n'ont pour vedettes que le poids du son et le choc de l'image.

Un avis de la direction prévient les «personnes sensibles» : l'intensité sonore et visuelle est telle qu'elle peut provoquer des maux de tête et l'on peut avoir littéralement le vertige en regardant tourner les images sur cet écran hémisphérique de

1 000 mètres carrés — le plus grand du monde (3) — ou en ayant physiquement l'impression d'être à bord de l'hélicoptère, d'où ont été réalisées certaines prises de vues.

Mais, c'est justement pour éprouver «des sensations, des émotions», explique M^{me} Pélassier, que le public se presse à la Géode. Alors qu'aucune publicité ou presque n'est faite — quelques annonces de-ci, de-là, — la salle de La Villette ne désemplit pas : si l'on tient compte d'un «petit creux» à l'heure du déjeuner, le taux de fréquentation est, en moyenne, de 75 %, «essentiellement par le bouche à oreille», dit la directrice de la Géode.

Ainsi, cent mille cinq cents personnes ont afflué, pour les seuls deux premiers mois de janvier et de février, dans cette «sphère parfaite» conçue par l'architecte Adrien Fain-silber (4). Un public «assez divers», remarque M^{me} Pélassier, bien que

toutes les catégories sociales y soient représentées, avec une bonne proportion de jeunes (25 %) — «mais pas de zozoris...» — et de touristes étrangers.

La Géode organise aussi, les mercredis et jeudis soirs, des projections privées : il y en a eu quatre-vingt depuis mai dernier. Elles sont ouvertes à des groupes de toute nature : personnels de sociétés industrielles ou commerciales (avec une prédominance, pour l'instant, des délégués de l'informatique), délégations étrangères — lors de la venue, par exemple, d'un chef d'Etat, etc. Pour ces projections privées, il faut réserver six mois à l'avance, et M^{me} Pélassier indique que tout est d'ores et déjà complet jusqu'en septembre-octobre.

La directrice de la Géode peut dès lors parler d'un bilan «très positif» et se satisfaire du chiffre d'affaires de la salle de La Villette, qui occupe entre 1,5 et 2 millions de francs par

mois, avec une recette de 10,7 millions de francs pour 1985, sans compter les soirées privées. M^{me} Pélassier supplie presque : «Ne nous faites pas de publicité. Nous sommes déjà obligés de refuser du monde...»

MICHEL CASTANG.

- (1) Lire l'article de Michèle Champenois dans le Monde daté 5-6 mai 1985.
- (2) Un troisième film, remplaçant les deux premiers, sera présenté à la presse le 24 mars prochain et proposé au public à partir du 26 mars. Il s'agit d'une œuvre consacrée aux nouvelles spatiales, intitulée En direct de l'espace.
- (3) Il n'existe actuellement dans le monde qu'une cinquantaine de salles de ce genre. A La Villette, c'est le procédé Omnimax, qui est employé. Il consiste à projeter sur cet écran géant des films de 70 mm.
- (4) Le nom de la géode a été choisi parce qu'il désigne la «cavité d'une roche tapissée intérieurement de cristaux».

PHOTOS BOUCHART / MANSION DE LA VILLETTE

OUS SERO

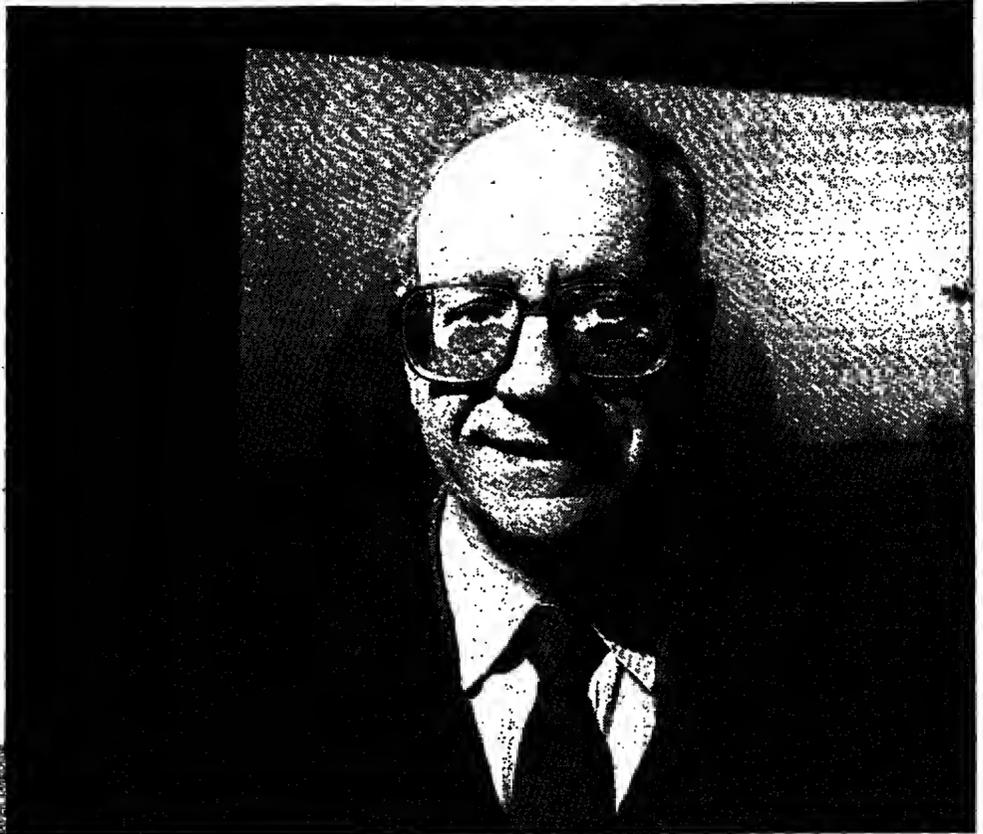
Vertical text on the right edge of the page, partially cut off.

LA VILLETTE

TOUS SERONT TOUCHÉS, PARCE QUE TOUS COMPRENDRONT

Un entretien avec Maurice Lévy

« Je pense que la Cité sera la première évocation d'un phénomène que j'appellerais « un nouvel humanisme » basé sur la technologie, l'information, le jeu, l'art et, d'une façon générale, la culture. » Maurice Lévy, président de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, présente son musée surdoué.



Maurice Lévy

« EN quel consiste l'originalité de votre musée futuriste, par rapport à ses « confrères » classiques, en France ou à l'étranger ?
— Dans le fait qu'il ne s'agit justement pas d'un musée, mais d'une « cité », d'un lieu d'interaction ; on peut presque dire qu'il s'agit d'un média en soi qui essaye de communiquer quelque chose de façon différenciée à chacun de ses visiteurs, d'où la multiplicité et la diversité des activités de La Villette. De plus, nous ne faisons pas une présentation triomphaliste des sciences et des techniques, mais nous montrons leurs risques et les moyens par lesquels on pourrait les maîtriser. Ainsi, nous avons introduit les sciences humaines, ce qui est une approche tout à fait inédite. Autre originalité, nous avons fait une très large place à l'informatique et à l'audiovisuel. « Last but not least », notre approche est très internationale puisque les inscriptions principales ainsi que la plupart des commentaires audiovisuels seront en quatre langues.

— C'est vrai ; je dirais même que, selon moi, cette cité devrait être une provocation. Pour attirer, il faut d'abord « choquer », il faut frapper l'imagination ; c'est donc une démarche tout à fait consciente et volontaire que j'ai appliquée. Ce n'est que peu à peu que les visiteurs découvriront ce que nous avons réellement voulu faire. Par ailleurs, j'ai toujours été opposé à ceux qui veulent faire le bonheur des gens malgré eux, ou qui veulent élever le niveau culturel de ceux qui ne le souhaitent pas. Si les gens ont envie de s'amuser, eh bien, qu'ils s'amuse.

« Ce n'est pas assez fou »

— D'ailleurs, lorsqu'on est physicien, théoricien, on est très inventif ; pour concevoir la relativité ou la mécanique quantique, il faut avoir une imagination bien plus étonnante qu'aucun romancier.

— Exactement. Je me rappelle qu'un jour, à l'époque où tout le monde cherchait une explication fondamentale de l'infiniment petit en physique, Heisenberg proposa une solution, mais Pauli répliqua : « Cela ne peut être vrai, parce que ce n'est pas assez fou. » Une véritable solution ne peut être que tout à fait surprenante.

— Votre vulgarisation inédite de la science, ayant recours au jeu, au récit, au spectaculaire, aura-t-elle correspondre à une nouvelle demande sociale ?

— Je pense que la Cité sera la première évocation d'un certain phénomène que nous voyons naître autour de nous et que j'appellerais « un nouvel humanisme », fondé sur la technologie, l'information, le jeu, l'art et, d'une façon générale, la culture. Cette « nouvelle ère » est extrêmement multiforme, mais tout le monde la « sent » déjà. La Cité sera donc la première concrétisation, la première visualisation de ce nouvel humanisme. Par ailleurs, il faut voir que l'actuelle demande culturelle est absolument énorme, et exige des projets d'une tout autre envergure. Je pense donc que la Cité est une première réponse, mais qu'il y en aura beaucoup d'autres.

— Comment peut-on créer un même musée pour le paysan, le plombier ou le professeur ?
— C'est là précisément notre idée : nous voulons nous adresser simultanément à tous les publics ; c'est pour cela que nous avons essayé de combiner plusieurs approches s'appliquant à des niveaux différents : l'approche sensible et esthétique, l'approche interactive, et l'approche conceptuelle. Le paysan dira : « Ah ! que c'est beau... » Le plombier se demandera : « Comment ça marche ? » Et le professeur s'interrogera : « Quelle est sa théorie ? » Nous voulons répondre, à la fois, à ces trois questions.

— Chacun comprendra une parcelle, mais qui sera celle qui comprendra le musée dans sa globalité qui saisira tous vos « clics d'œil » ?
— Je crois que personne ne comprendra la Cité en entier, en tout cas pas du premier coup. Il faudrait y revenir pendant des mois pour y arriver, car beaucoup de choses « cachées » ne pourront être découvertes que peu à peu et n'apparaîtront à une personne donnée que dans un endroit particulier et pas partout.

— Mais si l'on formait un groupe composé d'un physicien,

d'un biologiste, d'un architecte, d'un poète... ensemble comprendraient-ils votre musée ?

— C'est comme dans la vie : plus vous êtes nombreux et différenciés et plus vous avez des chances de saisir les choses.

— Au fond, vous êtes fait pour votre musée ?

— Comme l'écrivain qui n'a pas lui-même complètement décripté tout ce qu'il a « mis » dans son livre, de même ce que nous avons créé a un sens caché. Dans son foisonnement et sa richesse, la Cité renferme certainement aussi des aspects un peu hermétiques.

— Êtes-vous surpris par votre propre création ?

— Surpris et quelquefois inquiet — il s'agit de l'ensemble de l'équipe — que nous ne soyons allés trop loin. Parfois, vous savez, la distance n'est pas considérable entre une très grande originalité et une très grande naïveté.

— Pourquoi avez-vous préféré un parcours disciplinaire cloisonné celui de l'approche thématique transversale ?

— Pour moi, c'était un choix fondamental, parce que produire les « disciplines » cela signifiait réintroduire une approche trop didactique, trop scolaire. D'autre part, il fallait éviter qu'il n'y ait un hiatus entre l'expérience personnelle quotidienne du visiteur et ce qu'il viendrait voir chez nous. Pour qu'il y ait continuité, il fallait donc partir de ce que le visiteur connaissait déjà. Par ailleurs, nous ne voulions pas parler que de sciences, mais aussi de techniques et d'industries : les avantages de l'approche thématique devenaient alors tellement évidents qu'il m'a semblé nécessaire de passer outre à certaines objections. Mais nous en avons tenu compte en créant des « visites transversales » qui retrouvent, sinon des disciplines, du moins certaines unifications fondamentales, grâce à des parcours transdisciplinaires à travers les différents thèmes d'Explora. En fait, ce sont deux approches complémentaires : l'approche verticale est universitaire et scolaire, l'approche thématique est multidisciplinaire, mais finalement c'est la même réalité que l'on saisit.

— La priorité ayant été accordée à la « démarche interactive », pelez-vous la frontière entre le « ludique » et le « didactique » ?

— Elle est à l'intérieur de chacun. Pour nous, l'approche interactive était indispensable ; pour ceux qui ne sont pas des intellectuels, c'était souvent la meilleure voie pour appréhender les choses. Lorsque vous faites un discours à quelqu'un, il risque de ne pas le saisir. Mais si vous lui dites : voilà, il y a certaines manipulations à faire, subitement la « vérité » lui apparaît. Mais c'est vrai qu'il y a plusieurs façons d'être interactif : on peut simplement jouer ou on peut, justement à partir du jeu, se mettre à comprendre. De plus, la frontière entre le « ludique » et le « didactique » est tracée par chacun, et varie d'un moment à un autre. J'ai pu constater, lors de présentations interactives, que ce « passage » se modifiait non seulement d'un visiteur à l'autre, mais également chez la même personne, au cours du temps. On voit clairement le spectateur se dire : eh bien, ça y est, j'ai compris, je ne me suis pas seulement amusé, mais j'ai aussi appris quelque chose.

« Utiliser des gadgets »

— Vous cherchez aussi à séduire à tout prix par cette véritable cascade de gadgets : « Murs de graffiti pour slogans amusants », « Odomana », « Orgue du parfumeur » et autres « gadgets » : information excessive ou sous-entendu ?

— Ce n'est ni l'un ni l'autre : lorsque nous nous sommes demandé comment transmettre un « message » à un visiteur n'ayant pas une formation scientifique, il est apparu que la seule façon était, en effet, d'utiliser des gadgets. Finalement, nous avons pensé que, à l'ère de la communication, vouloir communiquer quelque chose d'« immatériel », il était tout à fait normal que nous ayons recours à ces moyens.

— Ce que l'on peut faire comprendre en un instant avec un bolon scientifique nécessite des heures

d'explications avec des « objets classiques » ?

— Exactement. Au départ, les équipes étudiant la concrétisation des thèmes que nous voulions illustrer avaient construit des « modèles mécaniques » et se sont aperçus que cela restait à la surface des choses. Il fallait donc faire appel à ces nouvelles techniques. Et comme nous savons que le visiteur ne reste qu'un court moment, devant chaque présentation, nous n'avons que quelques minutes pour le convaincre.

— Une espèce de nouveau « marketing » ?

— Tout à fait : nous avons essayé de « vendre » la science, la technologie, aux visiteurs. Et vous savez bien qu'en « marketing » le moment crucial est la première minute : si la personne ne vous reforme pas sa porte au nez, c'est gagné !

— Vous avez donc mis l'accent sur l'aspect esthétique de La Villette — la superbe Géode ou les multiples « environnements artistiques » — parce que l'essor culturel de la « magie » est irrésistible ?

— Finalement, la composante fondamentale de ce niveau sensible, qui est le premier niveau accessible à tous les publics, c'est l'esthétique. Il faut d'abord que le visiteur soit « séduit », qu'il trouve que c'est « beau », donc « magique ». Ce qui frappe à La Villette, c'est que nous avons voulu faire des choses de qualité : la Géode est l'exemple même d'un équipement « haut de gamme » et séduisant, deux choses qui vont de pair : qualité et beauté.

— Dans cette nouvelle approche, quelle est l'interaction entre la science et l'art, et quelle sera sa place dans la Cité ?

— J'ai attaché beaucoup d'importance à cette question. Premièrement, parce que le message fondamental « la science fait partie de la culture » n'est pas encore admis par tout le monde et que, en montrant l'interaction entre la science et l'art, on pourrait le prouver. Deuxièmement, pour séduire, il faut utiliser l'art. C'est la raison pour laquelle nous avons même demandé à des artistes de réaliser des présentations scientifiques au lieu de les

confier à des ingénieurs. Pour beaucoup d'artistes, la science et la technologie ne sont plus une fin en soi, mais un moyen d'expression artistique ; on constate actuellement un important mouvement vers l'art technologique, et nous voudrions que la Cité joue un rôle moteur dans sa promotion. Nous avons donc l'intention de créer une galerie d'art expérimentale, centrée sur ce problème de « l'art à base technologique ».

— N'est-ce pas paradoxal que le plus grand musée du monde soit conçu en France — pourtant à la périphérie de la modernité — plutôt qu'un Nouveau Monde ?

— Curieusement, c'est toujours la France qui a innové dans ce domaine : le premier musée des techniques était le Conservatoire national des arts et métiers, fondé sous Louis XVI, et le premier musée des sciences, le premier « Science Center », était le Palais de la découverte, il y a cinquante ans. Avec La Villette, nous avons effectivement inauguré une troisième génération tout à fait nouvelle. Je suis sûr que des centres semblables au nôtre vont se créer, au Japon, aux Etats-Unis. Les Américains étant plus pragmatiques que nous, ils voudront peut-être procéder par approximations successives. Il est difficile, dans ces conditions, d'avoir de grands projets scientifiques. Par contre, ils ont élaboré des projets superbes dans le domaine artistique. Cela ne signifie qu'une seule chose : la science aux Etats-Unis n'a pas encore conquis le droit de cité culturelle qu'elle a en France.

— Est-ce à dire qu'il est plus facile aujourd'hui d'être un visionnaire scientifique en France qu'aux Etats-Unis ?

— Oui, parce que la science est paradoxalement beaucoup plus respectée ici qu'en Amérique ; elle y est merveilleusement utilisée, mais plutôt comme un « instrument », tandis que, en France, elle est considérée comme un phénomène culturel.

Propos recueillis par

GUITTA PESSIS-PASTERNAK.

(1) Entre autres, ancien président du CNES (Centre national d'études spatiales).

NOTES LES ÉTOILES

Les étoiles... (Texte vertical, difficilement lisible)

LEVY ? C'EST GIOTTO

Levy ? C'est Giotto... (Texte vertical, difficilement lisible)

LEVE

Leve... (Texte vertical, difficilement lisible)

مركزنا من الأصل

هكذا من الأصل

CINÉMA ET TÉLÉVISION

LES CAMÉRAS D'HOLLYWOOD DANS LA GUERRE DES ÉTATS

par Danièle Légeron

La guerre de Sécession a commencé. Son champ de bataille : le cinéma et la télévision. Aujourd'hui, les metteurs en scène délaissent Hollywood et vont planter leurs caméras en Floride ou en Arizona.

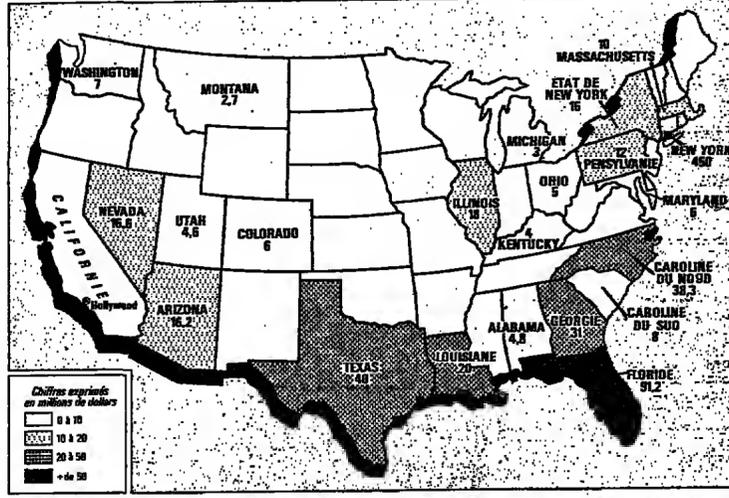
LA Californie n'a plus la cote. Les chiffres cernent l'ampleur de la déroute : en 1984, sur 165 films réalisés aux Etats-Unis, 80 seulement sont tournés dans la mecca du cinéma.

Après le succès remporté par la Guerre des étoiles en 1977, George Lucas est un des premiers à se rebeller contre les pesanteurs d'Hollywood, en construisant ses propres studios à San-Rafael, une petite ville située au nord de San-Francisco.

Séduction

Les autres Etats prennent la relève. Leurs gouverneurs découvrent une nouvelle façon d'enrichir leur région. A moindres frais. Au départ, l'investissement reste modeste. La création d'une commission du film n'entraîne pas de folles dépenses.

D'où le nombre croissant de ces commissions, qui poussent comme



La Californie détrônée par les « runaway productions » ? Ci-dessus, les chiffres d'affaires des principaux Etats qui concourent à la mecca du cinéma et de la télévision (1984).

des champignons à travers le pays. Actuellement, il existe cent trente bureaux répartis dans une soixantaine de villes. Conscientes de l'importance des enjeux, elles peaufinent une stratégie basée sur la séduction. Pour promouvoir leur communauté auprès de l'industrie du cinéma et de la télévision, elles font appel à la publicité. Massivement et agressivement. Il est impossible de lire Variety ou le Hollywood Reporter (les deux quotidiens lus par toute la profession) sans tomber sur des déclarations plus alléchantes les unes que les autres : « Notre arrière-cour est votre studio », proclame l'Ohio. « Tournez chez nous pour une poignée de cacahuètes », répond la Georgie. « Venez, nous vous donnerons de l'argent », surenchérit l'Arkansas.

Si le message est souvent exagéré - il faut semer large pour récolter gros - les avantages offerts sont indiscutables : des tarifs nettement inférieurs à ceux pratiqués dans le « Golde State », une coopération locale remarquable (les autorités s'efforcent pas à fermer une rue pour faciliter les prises de vues) et des équipes techniques qui s'adaptent pas aux « Unions » (les syndicats). Autant d'éléments qui réduisent considérablement les budgets des producteurs et qui permettent aux commissions de marquer des points.

L'avion du gouverneur

Car, pour insuffler de l'oxygène dans leur économie locale, elles mettent tout en œuvre pour répondre aux exigences des productions. En jetant un coup d'œil sur quelques Etats (parmi les plus dynamiques), on constate que leur devise - « to cut the red-tape » (stopper les chicaneries administratives) - n'est pas une vaine promesse.

« Nous arrivons même à modifier les lois de la nature », affirme Eve Lapolla, responsable de l'Office du film de l'Ohio. « Pour le tournage de Brubaker, il fallait une prison à une ferme. Nous en avions une à côté de Columbus. Malheureusement, la seule ferme qui convenait était abandonnée depuis des années. Nous avons contacté des experts en agronomie qui ont su régler, rapidement, la question de l'infertilité des terres en plantant des navets. » C'est, en partie, grâce à cette plante potagère que Robert Redford a pu tourner son film...

L'Arizona, lui, n'est pas confronté à ce genre de situation. Mais la nature - sous la forme de sites grandioses - reste son premier atout. « On ne pourra

jamais reconstruire le Grand Canyon en studio, déclare avec satisfaction le gouverneur de l'Etat. Sans oublier que nous garantissons trois cent vingt-cinq jours de soleil par an. »

Pour les repérages des lieux, cet homme affable offre son avion personnel. Un accueil de première classe qui rapporte, au cours des dernières années, 50 millions de dollars à l'Etat. En 1984, quatre longs métrages sont tournés en Arizona (le plus célèbre étant Indiana Jones et le Temple maudit). L'action d'une centaine de westerns s'est déroulée dans la vieille ville de Tucson. Mais le maire s'empresse d'ajouter : « Nous n'avons pas que des cactus et des cowboys. » Alfred Hitchcock le savait, lui qui réalisa à Phoenix la première séquence de Psychose.

Hawaii joue aussi la carte de l'ensoleillement. Cet archipel volcanique ne vit pas que de la production d'ananas. La télévision a depuis longtemps choisi ces îles comme terrain de prédilection. Elle y réalise de nombreux feuilletons (« Magnum » et « Hawaii Five-O »). La chaîne ABC tourne quelques séquences de sa minisérie « Les oiseaux se cachent pour mourir » (diffusé récemment sur TF1) et Universal Television succombe à son tour en produisant une nouvelle série, « Hawaiian Heat » (« Chaleur hawaïenne »). Le cinéma, à travers Body Heat, de Lawrence Kasdan, ou Dix (avec Bo Derek), exploite abondamment l'exotisme torride de l'archipel.

« Trois cents jours de tournage par an ! » Mary Lou Crane, directrice du bureau du film du Massachusetts, jubile. Elle cite avec

fierté la longue liste des nominations aux Emmy (les Oscars de la télévision), attribuées à vingt-trois productions réalisées sur son territoire. « On doit une fière chandelle aux Kennedy », ajoute-t-elle. La télévision, en effet, rend de nombreux hommages à cette légendaire famille. Et d'excellents indices d'écoute témoignent du vif intérêt manifesté par les téléspectateurs américains pour le « clan ».

La Floride s'appuie sur l'empire Walt Disney pour développer son ambitieux programme. Grâce à la construction de gigantesques studios de cinéma (budgetés pour 300 millions de dollars) aux portes des mégapoles d'attraction Disney World et Epcot, elle entend se poser en sérieuse rivale de Los Angeles. Sans détroner pour autant New-York, qui connaît depuis peu un formidable regain d'activité (la ville de New-York à elle seule rafle 20 % des films tournés en 1984).

Assaillie de tous bords, la Californie - qui voit sa production cinématographique chuter de 50 % en dix ans - contre-attaque. La création, en janvier 1985, d'un Office du film a pour objectif de stopper l'hémorragie en démontrant que l'Etat, lui aussi, peut être compétitif. Les membres de l'Office veulent rassurer les professionnels : « Nous ferons tout notre possible pour faciliter votre travail, car l'industrie du cinéma et de la télévision est essentielle au développement culturel et économique de l'Etat. »

Des mesures d'urgence sont prises : désormais, l'utilisation des propriétés appartenant à l'Etat (monuments, jardins publics, etc.) devient gratuite. Mais la plupart des réformes nécessaires à un véritable assouplissement de la législation dépendent du bon vouloir des syndicats. La Californie se met dans tous ses états pour résister. Mais l'optimisme affiché reste mesuré.

« BRAVO », LA CHAÎNE DES CINÉPHILES

AU début des années 80, une vague culturelle déferle sur la télévision par câble aux Etats-Unis. Outre chaînes Bravo, ARTS, CBS Cable et The Entertainment Channel - proposent alors aux téléspectateurs des programmes haut de gamme. La musique, le théâtre et la danse sont à l'honneur. L'engagement, hélas, est de courte durée. Dès leur naissance, les chaînes non payantes rencontrent de nombreuses difficultés financières. Les networks (grands réseaux) ABC et CBS, qui se sont lancés, avec enthousiasme, dans la grande aventure du câble, déchantent rapidement.

ARTS (Alpha Repertory Television Service) et CBS Cable se heurtent à la réticence des publicitaires qui boudent le narrow-casting (chaînes ultras spécialisées). En 1982, CBS Cable s'effrite, après avoir perdu 30 millions de dollars dans l'opération. ABC e'en sort mieux. En choisissant de fusionner, en 1984, avec The Entertainment Channel (une autre chaîne malchanceuse créée par RCA et Rockefeller Center Inc.), ARTS évite le plongeon.

La seule chaîne qui tire son épingle du jeu, c'est Bravo. Conçue en 1980 par Cablevision Systems (une société de câble-diffusion), elle gagne son pari grâce à la modestie de ses ambitions et à l'originalité de sa grille de programmes. Son public ? Très ciblé : Bravo s'adresse d'abord à ceux qui aiment le cinéma. Mais, contrairement à d'autres chaînes à péage (Home Box Office, Showtime, The Movie Channel), plus que les cinéphiles, ce sont les cinéphiles qui l'intéressent. Les films représentent 65 % de sa programmation. Pour la plupart, des films étrangers ou produits par des compagnies américaines indépendantes. « Nous offrons à nos abonnés de l'indépendance », précise Robert Weisberg, le directeur général.

1900, de Bertolucci (en version originale de six heures), Fanny et Alexandre, de Bergman, Napoléon, d'Abel Gance, font partie des quelque vingt-cinq films diffusés chaque mois.

La France est présente avec Truffaut, Lelouch ou Pialat. Les hommages - sous forme de cycle d'une semaine - sont nombreux. Onze films de Bunuel (du Journal d'une femme de chambre à Tristana) se sont retrouvés ainsi au menu de novembre dernier.

Cette carte quatre étoiles n'effleure pourtant que quarante-huit mille abonnés la première année. Par une bizarrerie due à une insuffisance de répéteur sur le satellite utilisé (Setcom IV), Bravo, à ses débuts, se voit contrainte de céder à Escapade (une chaîne spécialisée dans le film érotique) cinq nuits par semaine. En 1981, l'obtention d'un transpondeur met fin à la cohabitation... Et Bravo diffuse désormais sept jours sur sept (onze heures et demi en semaine, treize heures le week-end).

Son label de chaîne culturelle, elle le doit à la qualité des émissions consacrées à l'opéra (Manon Lescaut de Puccini avec Plácido Domingo), au théâtre et à la danse (Don Quichotte avec Mikhail Baryshnikov, en direct du Metropolitan Opera de New-York).

Aujourd'hui, le nombre des abonnés s'élève à trois cent cinquante mille. « Une croissance qui n'a rien de phénoménal », reconnaît le directeur. Bravo est le secret le mieux gardé dans le monde de la télévision. »

Mais la situation devrait changer en 1986. Il y a quelques mois, CBS achète 50 % du capital appartenant à Cablevision. Ces nouveaux partenaires envisagent une vaste campagne promotionnelle pour sortir Bravo de l'anonymat. Et les profits pointent à l'horizon, avec cinq cent mille abonnés prévus cette année. On mise beaucoup sur la modicité de l'éabonnement (environ 5 dollars) (1) pour atteindre ces chiffres. Ou les dépasser, si le grand public se laisse séduire par cette cinématheque à domicile.

D. L.

(1) Pour ce prix, le distributeur, Rainbow Service, propose également à l'abonné une autre chaîne spécialisée dans le cinéma, American Movie Classics.

LES SPONSORS SE REBIFFENT

LA route du parrainage d'émissions est aujourd'hui balisée. PBS, la chaîne de service public américaine, en fait le douloureux expérience. Les sponsors jouent sur les valeurs sûres, récusent les émissions « audacieuses ». Une attitude qui peut compromettre les finances du réseau ou sa qualité.

La télévision commerciale américaine n'a jamais été une grande consommatrice de documentaires. Seule la télévision de service public, à travers le réseau PBS (Public Broadcasting Service), leur ouvre largement sa grille de programmes. Si la chaîne s'intéresse à des émissions boudées par ABC, CBS et NBC, c'est d'abord parce que - contrairement aux trois networks - elle n'est pas soumise à la dictature des ratings (les indices d'écoute). Sa mission (culturelle) et sa politique (de prestige) l'autorisent à prendre certains risques en jouant la carte de la différence.

Pour financer ses programmes, PBS se tourne vers le mécénat culturel d'entreprise. Les relations entre la chaîne et les sociétés « mécènes » (Mobil, Ford, Polaroid, etc.) sont harmonieuses, chacun y trouvant son intérêt. Le parrainage de programmes de qualité ne peut qu'améliorer l'image de marque de ces sociétés, qui ont investi 55 millions de dollars en 1985 dans PBS.

Aujourd'hui, pourtant, le vent tourne. Les sponsors deviennent exigeants. « On nous demande du sur mesure ! », s'inquiètent les responsables de PBS. IBM annonce clairement la couleur : le géant de l'informatique ne financera, désormais, que des

programmes concernant la science ou la technologie.

Du sur mesure certes, mais aussi du sans danger. Un projet d'émission dont le sujet est polémique n'a plus aucune chance d'être accepté, constate avec amertume une productrice de WNET (la station de New-York) qui se souvient de l'affaire Gillette. Le nom de cette société apparaît au générique d'un documentaire sur la réglementation de la vente des armes à feu. La sponsoring ne passe pas inaperçue. La réaction de la National Rifle Association est immédiate : la puissante organisation, qui regroupe, à travers onze mille clubs, plus de deux millions d'adhérents (chasseurs, tireurs, collectionneurs d'armes à feu), passe à l'attaque en lançant un appel au boycottage de tous les produits Gillette.

Sujets trop audacieux

Les sponsors n'attendent pas que les chasseurs se laissent pousser la barbe pour prendre la décision d'éviter, dorénavant, le terrain miné de la controverse. Barry Chase, vice-président du service des informations à Washington, cite deux émissions qui n'ont pas trouvé de parrain : un documentaire sur la situation aux Philippines, ainsi qu'une série retraçant l'histoire des droits civiques aux Etats-Unis de 1954 à 1965.

D'autre part, un magazine d'investigation, Frontline, perd son sponsor (un groupe d'assurances) après quelques semaines de diffusion. Les sujets traités sont jugés trop audacieux. Pour que Frontline ne disparaisse pas du petit écran, le CPB (Corporation for Public Broadcasting), qui distribue les subventions fédérales aux trois cent quatre-vingt stations locales de PBS, prend la relève. Mais les budgets ne seront plus les mêmes. La CPB ne peut consacrer que 1 million de dollars par an à la réalisation de documentaires abordant des sujets « difficiles » (suicide d'adolescents, alcoolisme ou drogue).

Les sponsors larguent du côté des valeurs sûres. Exxon joue gagnant grâce à « Great Performances », une prestigieuse série consacrée à la danse, au théâtre et à la musique. Depuis dix ans, Gulf Oil peaufine son image avec « National Geographic Special ». Inspirés par le célèbre magazine, les documentaires sont présentés à la fois par le public (les taux d'audience sont excellents) et les professionnels (les Emmy, Oscars de la télévision, pleuvent).

Parmi les nouveautés de l'année, on remarque la même prudence dans la sélection des sujets. TWA choisit « River Journeys » (des écrivains connus commentent leur voyage le long des plus grands fleuves du monde), et une compagnie d'assurances, le Liberty Mutual Insurance Group of Boston, débourse 1 million de dollars pour le tournage de « The Statue of Liberty », une pré-célébration du centenaire de la statue de la Liberté.

« Plusieurs entreprises m'ont proposé de produire une série sur l'histoire du golf », ironise un directeur de la programmation de la chaîne. PBS la différente risque-t-elle de glisser vers la platitude ?

D. L.

PHOTOGRAPHIE

LES REPORTAGES D'UN PHILANTHROPE

par Patrick Roegiers

Banquier, mécène et philanthrope, pétrifié par la postérité, Albert Kahn est un énigmatique personnage, aussi paradoxal que limpide. La succession de manifestations tirées des archives qu'il a fait amasser durant des années incite régulièrement à percer un peu plus le mystère de son illustre anonymat.

De taille moyenne, cheveux ventru et barbichu, sobrement vêtu, l'air naturellement défiant lorsqu'il affronte l'appareil, tel apparaît Albert Kahn sur une des rares photos qui le représentent, à soixante-huit ans, accoudé sur le balcon de sa banque, au 102, rue de Richelieu, en 1928.

Rien pourtant ne disposait à une destinée hors du commun ce fils et petit-fils de marchand de bestiaux devenu milliardaire à trente ans et qui, après avoir été au faite de la gloire et de sa fortune au début du siècle, mourut en 1940, seul et ruiné par la crise de 1929, laissant derrière lui, outre de fastueux jardins, une collection de soixante-douze mille autochromes réalisés par le procédé Lumière entre 1910 et 1931 ainsi qu'environ 140 000 mètres de film dont l'inventaire n'est pas terminé à ce jour.

Relativement connu du public, le projet démesuré des « Archives de la planète » est bien sûr indissociable de la personnalité de ce « bizarre homme d'argent » qui fuyait la notoriété et menait une existence secrète, solitaire et plus que réservée, alors même qu'il était en contact avec les représentants les plus éminents du monde des arts, des finances et de la politique.

Né en 1860 à Marmontier (Alsace), on ne sait quasiment rien de l'enfance d'Abraham Kahn, dit Albert, dont on retrouve la trace dix-neuf ans plus tard à Paris lorsqu'il se lie d'amitié avec Henri Bergson et, tout en poursuivant ses études, gagne sa vie comme employé à la Banque Goudchaux, dont il deviendra directeur.

Entrepreneur, travailleur et intuitif, Albert Kahn bâtit en peu de temps sa fortune et devient rapidement l'un des hommes les plus riches d'Europe. Les célébrités du monde entier se donnent rendez-vous dans ses demeures hollywoodiennes de Boulogne ou du Cap-Martin, près de Menton, au point que Péguy, convié à s'y rendre, écrit à Bergson : « C'est la première fois que je vais aller à Boulogne. Je suis au fond très timide et ai peur de ne pas faire sur M. Kahn une impression assez pleine. Je serai tout reconforté au contraire si je me sens appuyé par votre autorité. »

Mais ce financier philosophe, saisi par la culture, chez qui se pense un archange de princes et d'écrivains, qui reçoit aussi bien Bourdelle que Michelin, est tout le contraire d'un mondain. Particulièrement soucieux de ne pas attirer l'attention sur lui, il pousse l'effacement jusqu'à ne pas assister aux réceptions qu'il donne. Passionné de Wagner et d'entomologie, cet amoureux des fleurs est un végétarien qui vit seul, sans femme ni enfant — pas un mot dans sa biographie sur sa vie affective, — et n'aime rien tant que déambuler dans la forêt vosgienne, sur les côtes normandes ou dans ses propriétés un peu folles, parmi les arbres dont il déguste les fruits.

Fervent adepte de Rodin, dont il fait connaissance en l'invitant à Bayreuth, il possède trois de ses œuvres et lui commande volontiers des bronzes qu'il offre à des

amis. De même, il loue à l'Opéra une loge qu'il réserve à d'autres sans jamais l'occuper lui-même. En revanche, cet homme courtois, et à ce point discret qu'il refuse d'être pris en photo, se conçoit en excentrique et s'accorde des caprices hors de prix en faisant donner à domicile des concerts pour lui seul et en chargeant un horticulteur nippon d'aménager à grands frais les jardins exotiques qu'il considère comme « l'expression végétale de sa pensée ».

Ce sont ces paradoxes qui intriguent et déconcertent lorsqu'on tente de cerner la personnalité d'Albert Kahn. D'autant que le « riche banquier juif » se double d'un patron généreux, socialement soucieux du bien-être de ses employés. Et surtout d'un idéaliste qui a pour volonté de « changer la face du monde » et de favoriser la paix universelle en collaborant au rapprochement entre les peuples.

La vie, il faut saisir la vie

C'est en effectuant un voyage autour du monde qu'Albert Kahn a l'idée de créer en 1910 les « Archives de la planète » dont le but clair et ambitieux est de dresser « l'inventaire documentaire de l'état du monde tel qu'il se présente au début du siècle ». La direction de la mission est confiée à Jean Brunhes, Méridional ex-bébéant qui est l'initiateur en France de la géographie humaine. Formés à Boulogne, onze collaborateurs sont engagés : trois pour le cinéma, dont le rôle est de fixer les grands événements contemporains, à signification historique, politique ou sociale, et huit pour la photographie, dont la tâche sera d'enregistrer la vie courante et de montrer l'homme dans son environnement quotidien.

Ainsi, en un temps où le pictorialisme prônait la fuite de la réalité, Albert Kahn demande au contraire à la photographie d'investir le réel et la ramène à une fonction imaginaire pour ceux qui ne voyagent pas en la sommant de transmettre le frisson du vrai. « La vie, il faut saisir la vie, là où elle est, à l'étranger, dans la rue, partout », proclame-t-il.

Portés par une curiosité naturaliste, soucieux d'enregistrer le plus de documents possible, excités à l'idée de capturer l'inédit, de Hanôï à Constantinople, de Pékin à Maguy-en-Vexin, les voyageurs-photographes, à la fois pionniers, explorateurs et reporters, ratissent la France et treize-sept pays étrangers en Europe, Afrique, Asie, Amérique lors d'expéditions qui n'ont rien de balades d'agrément et prennent souvent des allures d'épopée.

Traité en couleur, oscillant entre la découverte, le témoignage et le souvenir, les sujets sont thématiquement répartis, au gré des régions et pays visités. Rien qu'en France, cent mille autochromes, dont neuf cent cinquante qui parlent d'un Paris aujourd'hui disparu et une longue série intitulée « Ruines et reconstructions » qui illustre les désastres de la guerre, transmettent, non sans anecdotes ni pittoresques, le visage d'une nation paisible et



Albert Kahn (au centre) avec le prince et la princesse Kita Shizakawa et M^{me} Alfred Sany, Cap-Martin (1). Usines Renault, Boulogne, 1917 (2). Lucien Le Saint pendant le tournage du film *La Pêche à la morue à Terre-Neuve* en 1922 (3). Groupe de cow-boys, Rocky-Ranch, Canada, en 1926 (4). Lavandière sur l'Odet, Quimper, Finistère en 1920 (5).



laborieuse, et témoignent de l'activité des diverses classes sociales, des mœurs, de l'habitat et de l'environnement.

Mais la grande aventure concerne évidemment le reste du globe. Si ce qui est montré compte plus désormais que la manière de montrer, photographe d'ailleurs n'allait pas de soi. En un temps où la vision d'un cavalier mongol, de bandits afghans ou de musulmans en prière était un événement, les opérateurs étaient volontiers pris pour des espions ou des malfaités et même menacés d'emprisonnement.

Après la prise sur place, il fallait encore assurer l'acheminement des documents, veiller à leur conservation, ainsi qu'au développement, puisque la sensibilité des plaques était limitée dans le temps et, lorsque le pourcentage des clichés ratés était trop élevé, le photographe malchanceux était instantanément renvoyé sur le terrain. Parcourant la planète bardés de lourdes malles, même si on ne dispose quasiment d'aucun renseignement sur eux, Auguste Léon,

Roger Dumas ou Cuville étaient bien les ancêtres des grands reporters actuels, et c'est au prix de mille difficultés qu'ils ont ramené de leurs expéditions lointaines un véritable trésor iconographique, à l'intérêt aussi bien humain qu'ethnographique.

Certes, on peut reprocher le manque d'analyse, de réflexion, sur les conditions économiques, sociales ou politiques, l'absence de documents sur la Russie et les Etats-Unis, le point de vue critique sur l'actualité brûlante et même la guerre encore qu'il y ait des images saisissantes sur les prisons mongoles (1913) ou encore sur le supplice du carcan digne en tous points du *Lotus bleu*.

Plus proche de *Family of Man* présenté par Steichen en 1955 que de la FSA, Kahn était un humaniste qui cherchait à faire ressortir de la multiplicité des peuples quelques constantes qui auraient une valeur universelle. Sa naïveté était de croire que la photographie pouvait saisir tous les secteurs de l'activité humaine.

L'otopie d'une documentation qu'il voulait à l'échelle planétaire coïncida avec la fin de l'autochrome et le début de sa propre déchéance.

En 1931, la fortune d'Albert Kahn est estimée à 111 millions de francs. Pris dans une spirale de l'endettement qui se cloit par des procès, des saisies et, finalement, la ruine, il assiste, et se battant, à l'écroulement de son empire. Lui qui pensait ne jamais mourir s'éteint le 13 novembre 1940, seul et ruiné, à l'âge de quatre-vingts ans, dans sa maison de Boulogne vidée de tous ses biens.

Cette fin tchekhovienne correspond somme toute assez bien à la philosophie de ce financier philanthrope, de ce maniaque prude et boulimique, à la silhouette tinte-nesque, qui était animé par la sincère conviction que l'avenir de l'humanité réside dans ses valeurs morales et qui aura mis toute sa fortune au service de la mission dont il se disait investi.

Son mérite est d'avoir su pressentir l'importance de la photo couleur et d'avoir saisi, dès 1910, l'emploi de la photographie et du

cinéma comme support privilégié de la mémoire. Conscient de l'accélération foudroyante du progrès, son intention d'était pas uniquement de prévoir et d'informer sur la réalité de son temps. Portant à bout de bras ses chimères, Albert Kahn était aussi le militant d'une société plus juste pour qui l'argent constituait un moyen de favoriser les rencontres et les échanges, de collaborer au rapprochement entre les peuples.

En ce sens, sous son air déboussaillé, et même s'il détestait la publicité faite sur son nom, ce pacifiste dans l'âme était bien, si ce n'est le cousin, du moins le grand-père de Bob Geldof et de Coluche.

Acquis en 1936 par le département de la Seine, les « Archives de la planète » sont, depuis 1960, propriété du département des Hauts-de-Seine. Sous la direction de Jeanne Beausoleil, le Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Bellefleurie (métro Marcel-Sembat ou Boulogne-Jean-Jaurès), présente, jusqu'au 27 avril, une exposition photographique et audiovisuelle intitulée : « Au-delà d'un jardin, Albert Kahn ».

سكزا من الأصل

هكذا من الأصل

FÉVRIER 1986 DANS LE MONDE

ÉTRANGER

Comme un humain obscur

par Philippe Boucher

PARCE qu'il est une forme contemporaine du régime, l'assassinat des chefs d'Etat ou de gouvernement frappe autant les esprits qu'à l'époque où les souverains étaient considérés comme des émanations de Dieu sur la Terre. L'émotion et la terreur sont certes moindres, mais radios et télévisions en multiplient les échos. Si on ne reconnaît plus aux puissants d'aujourd'hui une telle parenté avec la divinité, ils n'en apparaissent pas moins comme des hommes hors du commun, à qui devraient être épargnés les misères et les drames de ceux qu'ils gouvernent. Il est vrai que tout concourt à le faire croire. Comme autrefois il y avait « les carrosses du roi », on s'accoutume à l'idée qu'il y ait les avions du président, ses hélicoptères; avant que ne sonne l'heure où il se verra attribuer une fusée réservée à sa fonction. A quoi s'ajoute l'espèce sanitaire qu'on ne cesse de ménager entre lui et le vulgaire.

Olof Palme ne jouait pas à ce jeu où les plus simples perdent la sent. Il allait et venait comme n'importe qui. Il en serait mort. C'est une triste occasion pour les maniaques de la ségrégation entre gouvernants et gouvernés de démontrer l'absolue nécessité des gardes prétoriennes. Que voilà un faux argument! M. Ronald Reagan est gardé comme ne l'était pas le trésor de Golconda. Cela n'a pas empêché un dément de tenter de l'assassiner et d'être bien près d'y réussir. Entra ces deux manières d'être, l'une qui s'en remet aux gardes et l'autre au seul respect, il n'y a pas à choisir. Elles sont également vaines dès lors qu'il y a la volonté de tuer, assés de patience pour en attendre l'occasion et, éventuellement, l'absence de crainte, pour l'assassin, d'être tué à son tour. Ainsi est-il rappelé aux puissants que, s'ils vivent différemment des autres hommes, s'ils s'en épargnent les souffrances ordinaires, ils peuvent aussi mourir comme eux, aussi dramatiquement parfois que le plus obscur des humains.



1-10. - VATICAN: Jean-Paul II, pour son vingt-neuvième voyage à l'étranger, se rend en Inde où les catholiques constituent moins de 2 % de la population. (Du 31/1 au 12/II.)
2. - COSTA-RICA: M. Oscar Arias, candidat du parti au pouvoir, le Parti de libération nationale, de tendance social-démocrate, remporte l'élection présidentielle. Il succède le 8 mai au président Luis Alberto Monge. (1, 4 et 5/II, 1/III.)
3. - FRANCE-URSS: Moscou demande le départ d'URSS de quatre Français travaillant à l'ambassade, en représailles à l'expulsion de France de quatre fonctionnaires soviétiques. Ces derniers auraient été en relation avec un Français arrêté fin janvier pour espionnage au profit de l'URSS. (1, 5, 7, et 11.)
4. - ÉTATS-UNIS: Dans son discours sur l'état de l'Union, le président Reagan se rallie à l'idée d'une conférence monétaire internationale, proposée depuis juin 1982 par la France, et se prononce en faveur de l'établissement de taux de change « prévisibles ». Cependant le dollar continue de baisser (il passe, le 25, à Paris, au-dessous de 7 F) et le déficit du commerce extérieur s'accroît encore: après 148,7 milliards de dollars pour l'année 1985, il a atteint le niveau mensuel record de 16,5 milliards en janvier. (6, 7, 15, 16-17, 21, 23-24, 26 et 28/II, 2-3/III.)
4. - ISRAËL: La chasse israélienne intercepte au-dessus de la Méditerranée un avion civil libyen et l'oblige à se poser dans le nord d'Israël. L'avion, qui ne transportait aucun des responsables palestiniens censés être à

bord, est ensuite autorisé à redécoller pour Damas avec ses passagers. Cette action suscite une vive réprobation internationale. (Du 6 au 11.)
4-7. - CUBA: Le troisième congrès du Parti communiste cubain réélit par acclamation M. Fidel Castro à sa tête, mais décide un large remaniement du comité central et du bureau politique, qui laisse présager une importante reorganisation de l'appareil d'Etat. (5, 6, 9-10, 11 et 20.)
5. - ÉTATS-UNIS: M. Reagan présente le projet de budget pour l'année budgétaire 1987, qui prévoit de ramener à 144 milliards de dollars le déficit budgétaire, supérieur à 200 milliards. Les crédits militaires continueraient d'augmenter, les coupes ne concernant que les dépenses civiles, en particulier le système de protection sociale, qui serait profondément réformé. (6 et 7.)
7. - HAÏTI: Le président à vie Jean-Claude Duvalier part en exil sous la pression des États-Unis. « Afin de faciliter la transition démocratique en Haïti », la France accepte de l'accueillir, « ayant qu'il gagne un autre pays ». A Port-au-Prince, son départ est suivi de scènes de lynchage et de pillage, tandis qu'un Conseil national de gouvernement de cinq membres, dont trois militaires, est mis en place: il est dirigé par le général Henri Namphy, chef d'état-major de l'armée. Un nouveau gouvernement est formé le 10: il comprend treize ministres, dont deux militaires, la plupart ayant eu d'importantes fonctions dans le régime déchu. Cependant, M. Duvalier reste à Tallières (Haute-Savoie) car aucun des pays sollicités n'accepte

de recevoir l'ancien dictateur, qui demande à bénéficier en France du statut de réfugié politique. (Du 1 au 28.)
7. - PÉROU: Le président Alan Garcia décrète l'état d'urgence et un couvre-feu à Lima pour tenter d'enrayer la vague d'attentats terroristes commis par les guérilleros de Sentier lumineux. (6, 8, 9-10, 12 et 25.)
9-10. - IRAN-IRAK: Les troupes iraniennes lancent une offensive dans le sud-est de l'Irak et réussissent à occuper une zone stratégique dans la péninsule méridionale de l'Irak, autour de l'ancien port pétrolier de Faou. (A partir du 11.)
10. - ITALIE: Le plus important procès jamais intenté à la Mafia s'ouvre à Palerme. L'un des principaux accusés, qui était en fuite, Michele Greco, considéré comme le chef de la Mafia palermitaine, est arrêté le 20. (Du 8 au 12, 21 et 22.)
11. - EST-OUEST: Le dissident juif soviétique Aostoli Chteharanski, emprisonné en URSS depuis 1977, est libéré à Berlin, sur le pont de Glienicke; il gagne aussitôt Israël. En même temps que lui, sont échangés huit personnes qui étaient détenues pour espionnage, trois à l'Est, cinq à l'Ouest. (4, 5, 6 et 8 au 15.)
12. - GRANDE-BRETAGNE: Les actionnaires du constructeur d'hélicoptères Westland acceptent la prise de participation de 30 % de la compagnie américaine Sikorsky. Auparavant, le consortium européen, qui s'opposait à cette solution, avait échoué dans sa tentative de rachat de 20 % des actions de Westland. (5, 8, 12, 14 et 19.)
16. - PORTUGAL: Au second tour de l'élection présidentielle, M. Mario Soares (socialiste) est élu avec 51,35 % des voix contre 48,65 % à M. Diogo Freitas do Amaral (démocrate-chrétien). M. Soares, qui avait obtenu le soutien du Parti communiste et du Parti rénovateur démocratique (PRD), fondé par les partisans du président Eanes, entrera en fonctions le 9 mars. (4, 14, 16-17, 18 et 22.)
17-22. - LIBAN: L'armée israélienne effectue des opérations de ratissage dans les villages chiites du Liban du Sud après la capture de deux de ses soldats dans la « zone de sécurité » à la frontière nord d'Israël. Les musulmans intégristes de la résistance islamique annoncent, le 19, l'exécution de l'un des deux militaires israéliens qu'ils affirment détenir. (Du 19 au 26.)
18. - PÉTROLE: La chute des cours du pétrole brut se poursuit: ils tombent pour la première fois depuis 1978 au-dessous de 15 dollars le baril. (Du 2 au 7, 11, 12, 16-17, 20, 25, 26 et 27/II, 2-3/III.)
19. - LIBAN: Le professeur Elie Hakkak, médecin élevé en mars 1985 à Beyrouth-Ouest, est le quatrième otage juif assassiné en deux mois. (12, 18, 20, 22 et 26/II, 5/III.)
19. - PROCHE-ORIENT: Le roi Hussein de Jordanie annonce la fin de la « coordination politique » entre Amman et l'OLP, prévue par l'accord jordano-palestinien du 11 février 1985, après l'échec des pourparlers en vue d'une relance du processus de paix au Proche-Orient. (4, 11, 21, 22 et 26.)
20-21. - FRANCE - CANADA: Visite officielle en France de M. Brian Mulroney. (1, 15, 22 et 23-24.)
22. - ESPACE: Le seizième tir de la fusée européenne Ariane est un succès. Il permet la mise en orbite du satellite français d'observation de la Terre Spot-1 et du satellite scientifique suédois Viking. Les images envoyées par Spot, d'une très grande netteté, vont être commercialisées. (Du 21 au 24 et 28/II, 1/III.)
23. - ÉTATS-UNIS - URSS: M. Reagan écrit à M. Gorbatchev pour lui proposer l'élimination avant 1990 des missiles nucléaires de portée intermédiaire américains et soviétiques en Europe et en Asie. (8, 11, 14, 16-17, 25 et 26.)
25. - URSS: Le vingt-septième congrès du PC soviétique s'ouvre à Moscou par le rap-

« Olof Palme ne jouait pas à ce jeu où les plus simples perdent la sent. Il allait et venait comme n'importe qui. Il en serait mort. C'est une triste occasion pour les maniaques de la ségrégation entre gouvernants et gouvernés de démontrer l'absolue nécessité des gardes prétoriennes. »

Retour de la démocratie aux Philippines

La 7. l'élection présidentielle aux Philippines est marquée par une participation importante, des violences et une fraude massive. Les jours suivants, le président Ferdinand Marcos et M. Corason Aquino, candidate de l'opposition modérée qui a soulevé l'enthousiasme des foules pendant la campagne, revendiquent la victoire.
Le 11, M. Ronald Reagan, refusant de prendre parti, décide d'envoyer M. Philip Habib en mission de consultation à Manille: il y rend du 16 au 22.
Le 14, l'Eglise catholique appelle à la « résistance non violente » contre le régime.
Le 15, M. Marcos se proclame vainqueur de l'élection, par l'Assemblée nationale, qu'il

contrôle. Cependant, M. Reagan admet, dans un communiqué, que la « crédibilité » de cette élection est sujette à caution.
Le 16, M. Aquino appelle la population à une campagne de « désobéissance civile », devant près d'un million de personnes rassemblées à Manille.
Le 19, le Sénat américain condamne, par 85 voix contre 9, les conditions de la réélection de M. Marcos.
Le 22, M. Juan Ponce Enrile, ministre de la défense, et le général Fidel Ramos, chef d'état-major des armées par intérim, se rallient à M. Aquino avec une partie de l'armée. Washington apporte son soutien aux insurgés, retranchés dans un camp militaire à Manille sous la « protection » de dizaines de milliers de partisans de M. Aquino.
Le 25 au matin, M. Aquino prête serment en tant que président des Philippines et forme un gouvernement dirigé par M. Salvador Laurel, son collègue à l'élection présidentielle. Un peu plus tard, M. Marcos, isolé dans son palais assiégé par le foule, prête serment à son tour. Mais, dans la soirée, il accepte de s'exiler: il est accueilli à Hawaï, où les États-Unis lui accordent l'asile politique.
Le 26, M. Aquino lance un appel au cessez-le-feu aux insurgés de la Nouvelle Armée du peuple (NAP, communiste) et annonce que tous les prisonniers politiques seront libérés (à partir du 5).

La France de nouveau au Tchad

Du 10 au 14, des combats reprennent au nord du Tchad, les forces du GUNT de M. Gourkouni Ouéddei, soutenu par la Libye, ayant déclenché plusieurs offensives contre des positions gouvernementales au sud du 16^e parallèle.
Tandis que M. Hissabé Habé demande l'intervention des troupes françaises, ces attaques sont repoussées par les forces gouvernementales.
Le 16, des avions d'attaque français, venus de Bangui (Centrafrique), bombardent un aéroport libyen au nord du Tchad. Tripoli réplique, le 17, en envoyant un Tupolev-22 larguer quatre bombes sur l'aéroport de N'Djamena. Mais les dégâts sont minimes et ralentissent à peine le pont aérien établi par la France pour livrer du matériel militaire.
L'objectif principal de l'opération Epervier, lancée le 15, est la mise en place à N'Djamena d'un dispositif aérien dissuasif, dont un radar à longue portée.
Des Mirage F1 et des Jaguar sont envoyés à N'Djamena ainsi qu'un millier de militaires français environ, chargés de protéger et de faire fonctionner cette base aérienne. (Du 12/II au 3/III.)

ANCE

FÉVRIER 1986 DANS LE MONDE

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par Edouard Masurel

Culture

1. - M. Mitterrand inaugure à Arles l'École nationale de la photographie, qui fonctionne depuis 1982 (2-3 et 4).
3. - L'Orchestre national de jazz, créé à l'initiative du ministère de la culture, donne son premier concert au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris (18).
11. - Mort de Frank Herbert, écrivain américain de science-fiction (13 et 14).
12. - Le conseil des ministres nomme M. Jean-Louis Martinoty administrateur général de l'Opéra de Paris et M. Jean Le Poulain administrateur général de la Comédie-Française (13 et 19).
13. - Ouverture au Centre Georges-Pompidou de la grande exposition : « Viennese 1880-1938 : naissance d'un siècle » (13 et 20).
19. - La reine Beatrix des Pays-Bas et M. Mitterrand inaugurent au Grand Palais l'exposition d'une soixantaine de tableaux de peintres hollandais, de Rembrandt à Vermeer, prêtés par le Musée Mauritshuis de La Haye (20).
19. - Mort d'André Leroi-Gourhan, ethnologue et préhistorien (21).
20. - La « 5 », première chaîne de télévision privée non cryptée, commence à émettre dans quatorze grandes villes et leurs agglomérations (du 9 au 13, du 16 au 22 et 27).
21. - Les structures de la « 7 », la chaîne culturelle et européenne destinée au satellite TDF 1, sont mises en place : son conseil de surveillance est présidé par M^{me} Janine Langlois-Glandier et son directeur par M. Bernard Faivre d'Arcier (13, 14, 15 et 23-24).
22. - « TV 6 », la chaîne musicale privée, commence à diffuser une bande-annonce dans neuf grandes villes. Les vrais programmes débutent le 1^{er} mars (11, 12, 14 et à partir du 20).
22. - *Trois hommes et un couffin* de Colloë Serreau, remporte le César du meilleur film, après avoir obtenu un grand succès populaire : près de six millions de spectateurs l'ont vu en cinq mois (21 et 25).
23. - Mort de Matthieu Galey, critique littéraire et théâtral (25).
27. - Michel Mohr, reçu à l'Académie française par Jean d'Ormesson, prononce l'éloge de Marcel Brion (28/II et 2-3/III).



« Cory » Aquino, entourée de ses quatre filles, pendant la campagne électorale aux Philippines.

FRANCE

2. - M. Raymond Barre refuse de s'associer à la manifestation unitaire que M. Valéry Giscard d'Estaing voulait organiser à Clermont-Ferrand. M. Jacques Chirac n'ayant accepté qu'à condition que tous les responsables de l'opposition y participent, ce « sommet de l'union » est annulé (1, 5 et 6).

3. - Le comité central du PCF adopte une résolution qui développe une double offensive, dirigée autant contre la droite que contre le PS (4 et 5).

3-5. - Trois bombes explosent à Paris, dans la galerie Claridge, le 3, à la librairie Gibert Jeune, le 4, et à la FNAC-Sports, le 5, faisant au total dix-neuf blessés. Ces attentats semblent liés aux négociations en cours sur la libération des quatre otages français détenus au Liban ; ils sont revendiqués par un comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient, qui réclame la libération de trois terroristes détenus en France. Après la mise en place d'un dispositif exceptionnel de sécurité, soixante-quatre personnes, en majorité originaires du Proche-Orient, sont interpellées à Paris et en province ; treize d'entre elles sont ensuite expulsées (du 5 au 15).

5. - Deux terroristes palestiniens partisans d'Abou Nidal, arrêtés en 1978, sont libérés et expulsés, après avoir bénéficié d'une remise légale de la moitié de leur peine (22 et 23-24).

5-7. - Participant à Paris à la conférence internationale Silva sur l'arbre et la forêt, les représentants de plus de soixante pays, dont plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, décident le doublement de l'aide à l'Afrique et recommandent la réduction des

pollutions en Europe (du 5 au 10).

7. - M. François Mitterrand se rend à Lille, ville dont M. Pierre Mauroy est le maire, où il préside un rassemblement de quelque vingt mille personnes. Alors qu'il appelle « le peuple de France » à « préserver ses conquêtes », l'opposition lui reproche de se conduire en chef du PS (7, 9-10, 11 et 15).

10. - M. Laurent Fabius dénonce à Amiens la division de l'opposition et lance un appel pour rassembler une « majorité de progrès » autour du PS et avec le président de la République. A Tarbes, le 25, il déclare : « Serait-il juste qu'alors que nous avons fait l'effort de nous unir, nous nous révoltons les uns contre les autres ? » (12, 13, 14, 16-17, 18, 23-24, 25 et 27).

14. - M. Mitterrand, en visite dans la Nièvre, confirme qu'il choisira « qui il veut » comme premier ministre (15 et 16-17).

14. - Un cœur artificiel est implanté sur un malade par l'équipe du professeur Alain Carpentier à l'hôpital Broussais. Dès le 18, l'appareil d'assistance ventriculaire est remplacé avec succès par un cœur humain (20 et 23-24/II, 1^{er}/III).

17. - Un berger et une jeune fille sont tués par erreur au Pays basque par le GAL (Groupe anti-terroriste de libération), qui a revendiqué une trentaine d'attentats contre des réfugiés basques espagnols depuis décembre 1983 (11, 15, 16-17, 20 et 21).

17-19. - Le premier sommet des « pays ayant en commun l'usage de la langue française » se tient à Versailles et à Paris. Il rassemble les représentants de quarante-deux Etats ou commu-

nautés francophones. Lors de la conférence de presse finale, M. Mitterrand annonce vingt-huit « décisions pratiques » (du 15 au 21).

19. - M. Robert Badinter est nommé au Conseil constitutionnel par M. Mitterrand. Il se verra président le 5 mars, après la démission de M. Daniel Mayer, qui reste membre du Conseil. M. Robert Fabre, nommé par M. Mermaz, remplace M. Paul Legatte, qui lui succède au poste de médiateur. M. Maurice-René Simonnet, nommé en octobre 1984, est reconduit par M. Pohet. Au gouvernement, M. Michel Crépeau succède à M. Badinter au ministère de la justice et M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat au tourisme, remplace M. Crépeau au ministère du commerce, de l'artisanat et du tourisme. L'opposition, à l'exception de M. Chirac, dénonce la nomination de M. Badinter (du 21/II au 1/III).

20. - Le chalutier dieppois *Snekkar-Arctic* coule au large de l'Ecosse : seuls neuf des vingt-sept marins sont sauvés (du 22 au 25).

22. - Mort de Claude Hettier de Boislambert, ancien chancelier de l'ordre de la Libération (26).

22. - Mort du général Jacques Paris de Bollardière, qui prit position en 1957 contre la torture en Algérie et fut assassiné au militant de la non-violence (25).

23. - M. Giscard d'Estaing propose la constitution d'un « intergroupe de l'union », réunissant les députés RPR et UDF dans la future Assemblée (25, 26 et 27).

25. - M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, affirme que M. Chirac « est le seul à remplir les deux conditions nécessaires au premier ministre de la

future majorité, à savoir rassembler toute cette nouvelle majorité sans exception et la volonté de conduire la politique choisie par les électeurs » (26 et 27).

25. - MM. Léotard, Méhaignerie et Rossinat, dirigeants des formations qui composent l'UDF (Parti républicain, CDS et Parti radical), estiment, à Nancy, que l'UDF pourra, autant que le RPR, revendiquer le poste de premier ministre de la cohabitation (27 et 28).

26. - M. Jacques Chirac, invité de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, définit les quatre conditions qui permettraient à une personnalité de l'opposition de devenir premier ministre après le 16 mars, mais il refuse de dire si, personnellement, il accepterait la fonction (11, 18, 25, 26 et 28).

27. - La SARL Le Monde approuve à l'unanimité l'ouverture du capital à une société d'investisseurs, *Le Monde-Etrepriises*, dont vingt et un actionnaires, personnes morales ou physiques, se répartissent le capital, de 11 millions de francs (1^{er} et 2-3/III).

Economie

13. - BOURSE : L'indice de la compagnie des agents de change franchit pour la première fois la barre des 300. La Bourse de Paris, en progression de 45 % en 1985, enregistre une hausse de plus de 20 % pour janvier et février ; le 24, elle atteint le niveau record de 324,7 (16-17 et 23-24/II, 2-3/III).

14. - POUVOIR D'ACHAT : Le salaire horaire ouvrier a augmenté de 5,2 % en 1985. La

hausse des prix ayant été de 4,7 %, le gain de pouvoir d'achat est de 0,5 %, ce qui ne traduit pas un relâchement de la rigueur (16-17 et 18).

18. - CONJONCTURE : En janvier, la balance du commerce extérieur a été excédentaire de 3,5 milliards de francs, le chômage a augmenté de 2,3 %, après quatre mois de recul, et la hausse des prix n'a été que de 0,1 % (20 et 28/II, 1^{er}/III).

20. - BOURSE : Inauguration d'un marché à terme d'instruments financiers (MATIF) à la Bourse de Paris : c'est le second en Europe, après celui ouvert à Londres en 1982 (12, 13, 18 et 22/II, 2-3/III).

20. - TAUX D'INTERET : La Banque de France abaisse son taux d'intervention de 8 3/4 % à 8 1/8 % mais relève le taux des réserves obligatoires des banques en raison de la croissance excessive de la masse monétaire (du 21 au 24).

23. - SOCIAL : Le ministère du travail indique qu'en 1985 les conflits du travail ont atteint le niveau le plus bas depuis 1946 (21 et 25/II, 4/III).

28. - SOCIAL : La loi sur l'aménagement du temps de travail est considérée comme définitivement adoptée après que le gouvernement eut engagé sa responsabilité pour la troisième fois devant les députés. Malgré l'opposition des communistes, à l'Assemblée nationale comme au Sénat, le gouvernement a réussi à faire adopter son texte sur la flexibilité, mais le CNPF, qui le trouve trop « rigide », incite le patronat à refuser les négociations par branches (du 1 au 15, 20, 21, 22 et 27/II, 1 et 2-3/III).

Un choix d'enquêtes et de reportages

- ÉCONOMIE : Le pétrole à la baisse (2-3).
- ÉTATS-UNIS : La contre-attaque des constructeurs automobiles (4).
- FRANCE : Analyse région par région avant les élections législatives et régionales (du 4 au 8, du 11 au 14, 18, du 20 au 22 et du 25 au 28).
- FRANCE : L'Arèche sous la neige (9-10).
- FRANCE : Enquête du CNRS sur les Français et leur région (9-10).
- MÉDECINE : La démence sénile (12).
- FRANCE-PAYS-BAS : Les Pays-Bas à Paris (20).
- FRANCE : Il était une fois la télévision (23-24).
- ÉCONOMIE : Création et reprise d'entreprises (25).
- FRANCE : L'immigration ou féminin (28).

مركزنا من الأصل

كنا من الأصل

RENCONTRE

KOUCHNER APRÈS SCHWEITZER

propos recueillis par Roger Cans

Près de vingt années passées à porter les premiers secours aux populations les plus déshéritées du globe ; près de vingt années passées à aider les non-nantis : Bernard Kouchner, fondateur de Médecins sans frontières, explique son action.

BERNARD KOUCHNER est un homme qui ne connaît pas le doute. Même si on le trompe, parfois, il ne s'en formalise pas, n'en conçoit aucun remords. Comme si, toujours, le besoin d'action reprenait le dessus.

Après dix-huit ans de médecine volante dans tous les points chauds de la planète - Biafra, Kurdistan, mer de Chine, Liban, Afghanistan, Erythrée, Tchad, Salvador et d'autres encore - le fondateur de Médecins sans frontières, puis de Médecins du monde, s'apprête à se lancer, à quarante-six ans, dans de nouvelles entreprises. Mais, auparavant, il a éprouvé le besoin de jeter un regard en arrière, de faire le bilan de ses expéditions sanitaires, d'en évaluer la portée.

Et cela nous donne ce livre Charité business (1), qui se veut à la fois un état du tiers-monde, un programme d'aide et, plus encore sans doute, une justification de presque vingt ans consacrés aux déshérités de toutes les guerres. D'où une certaine confusion et, parfois, des contradictions à quelques pages d'intervalle. Mais cela n'a pas d'importance : Bernard Kouchner a les certitudes d'un homme qui a fait ce que peut être avant lui, et que beaucoup ont critiqué.

Nous l'avons rencontré dans son service de gastro-entérologie de l'hôpital Cochin, à Paris, où il donne des consultations normales à des malades ordinaires, victimes seulement de leur corps, de leur âge, ou de leur mode de vie. A des privilégiés en somme, si on le compare aux Biafrais affamés ou aux « boat people » recueillis en mer de Chine après des semaines d'errance et de souffrance...

« Bernard Kouchner, vous considérez-vous comme un saint laïque, un scout du bistrot, un cabot ou un aventurier ? »

- Tant qu'à prendre une définition, je préfère celle de Jean-Claude Guillebaud lorsqu'il nous appelait les « hippies de la médecine ». Mais c'est vrai, au début, nous étions des aventuriers. Tout le monde nous traitait de « fadas ». Il fallait être une tête brûlée pour aller sur des champs de bataille avec pour seule arme une trousse et des médicaments. Indiscutablement, il y avait un petit côté Paris-Dakar dans ces missions lointaines. On a d'ailleurs fait beaucoup de choses avec ceux de la Guilde européenne du raid, notamment en Afghanistan. Eux recherchent d'abord l'aventure. Je regrette seulement qu'ils n'aillent jamais traîner leurs guêtres dans les dictatures de droite. On a besoin de nous partout. Mais pourquoi rejeter l'aventure ? Les jeunes ont besoin de dépassement. Il faut leur proposer autre chose que le seul football - sans parler des batailles rangées de type Haysel. Je préfère le côté ludique de l'aventure aux affiches larmoyantes qu'on placarde dans Paris pour apitoyer le bon peuple sur la misère du tiers-monde !

- Pourquoi avoir créé Médecins du monde après Médecins sans frontières ? Vous contribuez à l'inflation des organisations humanitaires !

- Elles ne seront jamais assez nombreuses pour s'occuper de tout le monde ! Mais un désaccord a surgi entre nous, je veux dire avec ceux qui sont venus nous rejoindre après. Avait-on le droit, comme médecins, de témoigner de ce que nous voyions ? Au Biafra, j'avais témoigné contre la Croix-Rouge - avec le soutien de Sartre - parce qu'elle fermait les yeux sur le blocus alimentaire employé comme arme de guerre. Je ne voulais pas répéter l'erreur de la dernière guerre, lorsque la Croix-Rouge gardait le silence sur les camps d'extermination. Pour moi, le serment d'Hippocrate ne vaut qu'entre un médecin et son malade, pas pour une situation générale. Nous n'étions pas d'accord non plus sur le bénévolat. Certains voulaient embaucher des volontaires et les payer. Moi je ne voulais pas. Pas par moralisme, mais parce que je refuse la charité professionnelle. A Médecins du monde, seuls les permanents sont payés. Enfin, le désaccord a éclaté à propos de l'opération « Un bateau pour le Vietnam ». On me reprochait de porter tort au Vietnam en encourageant les Vietnamiens à fuir ! D'autres s'irritaient du côté « intellectuel »

reusement. Mais si Khmeiny appelle, on n'y va pas. Il est au pouvoir. On est du côté des minorités. Sans trop d'illusions, toutefois, parce que les minoritaires qui prennent le pouvoir deviennent très souvent oppresseurs. Quand notre ami kurde Barzani a fait alliance avec les Iraniens, il s'est mis à bombarder nos hôpitaux ! Et combien de Libanais paisibles sont devenus chefs de guerre dans la tourmente ! Non, je ne me fais pas trop d'illusions...

« Mais la morale, pour moi, c'est par exemple d'exiger des Erythréens, lorsqu'ils étaient di-

« bourreurs de mou » comme Sartre ou Régis Debray première manière. Le Vietnam libéré et la révolution en Amérique latine allaient amener la rédemption de l'Occident. On y croyait. Ça nous enthousiasmait. J'ai dédié ma thèse de médecine au « Che » Guevarra - qui était lui aussi médecin.

- Vous êtes donc l'héritier du docteur Schweitzer.

- Si vous voulez. Schweitzer est un cas ambigu, parce qu'il était complètement colonial. Mais c'était l'époque. Il est difficile de

la mer de Chine - encore ! - avec un renfort d'équipiers allemands. Et je crève d'envie de retourner au Kurdistan. Les Kurdes sont un peuple formidable, et Ghasssemlou, le chef du PDKI, un type absolument passionnant. Ils font là-bas un travail fantastique auprès de la population. Ils réussissent à rester des combattants démocrates. Ils prouvent à leur manière que la démocratie n'est pas forcément un luxe pour Occidentaux riches. On peut faire voter les gens dans le désert. Le Sénégal n'est pas riche, mais il a douze partis et les gens votent, comme aujourd'hui au Salvador et au Guatemala. Même chose en Inde...

- Et vos « Volontaires européens du développement », où en sont-ils ?

- C'est fini, enterré. On a déposé les statuts de l'association à mon insu. Ou m'a, en quelque sorte, volé mon idée. Mais ça m'est égal. C'est une affaire que j'avais montée avec Christian Nucé, ministre de la coopération, et Charles Herma, alors ministre de la défense. Il s'agissait de proposer aux jeunes qui doivent faire leur service - mais pas seulement les diplômés - de partir avec d'autres Européens pour faire quelque chose en commun dans le tiers-monde. Ils auraient construit eux-mêmes leur village à côté des autres, ils auraient travaillé ensemble, toutes nationalités mêlées. L'idée a été détournée. Je crois qu'une quinzaine d'Allemands et de Français vont partir selon cette formule. Mais je ne suis plus dans le coup.

- Que proposez-vous alors ?

- Je ne veux surtout pas créer une ONG (Organisation non gouvernementale) de plus. Lorsque je suis rentré du Liban la dernière fois, en mai 1985, je suis tombé, à la télévision, sur le drame du Haysel, ce stade de Bruxelles devenu fou. Je me suis trouvé brutalement confronté à la montée de la violence en Europe, et je me suis dit qu'il fallait absolument faire quelque chose pour donner aux jeunes de ce continent l'occasion de manifester leur vitalité pour la bonne cause. En accord avec le président de la République, que j'ai revu à l'occasion du déjeuner avec Bob Geldof, nous avons dé-

cidé de créer la Fédération européenne de la jeunesse. Il s'agira d'envoyer environ cinq cents jeunes Européens par an, avec un minimum de formation et d'encadrement. J'en ai déposé les statuts le 3 mars, avec un intitulé court et universel : Globus. Dans chaque pays membre sera créé un office. En France, c'est l'Office européen de la jeunesse, que je préside avec Lionel Rotcage, de l'organisation Band Aid, et avec l'avocat Jean-Pierre Mignard. Il fonctionnera sur le modèle de Banlieue 89, qu'anime Roland Castro. On voudrait réunir le maximum de monde, de Michel Berger à Bernard Tapie, en passant par Renaud ou Richard Berry. On s'appuiera sur le réseau Action Ecologie, qui compte quelque 14 500 comités...

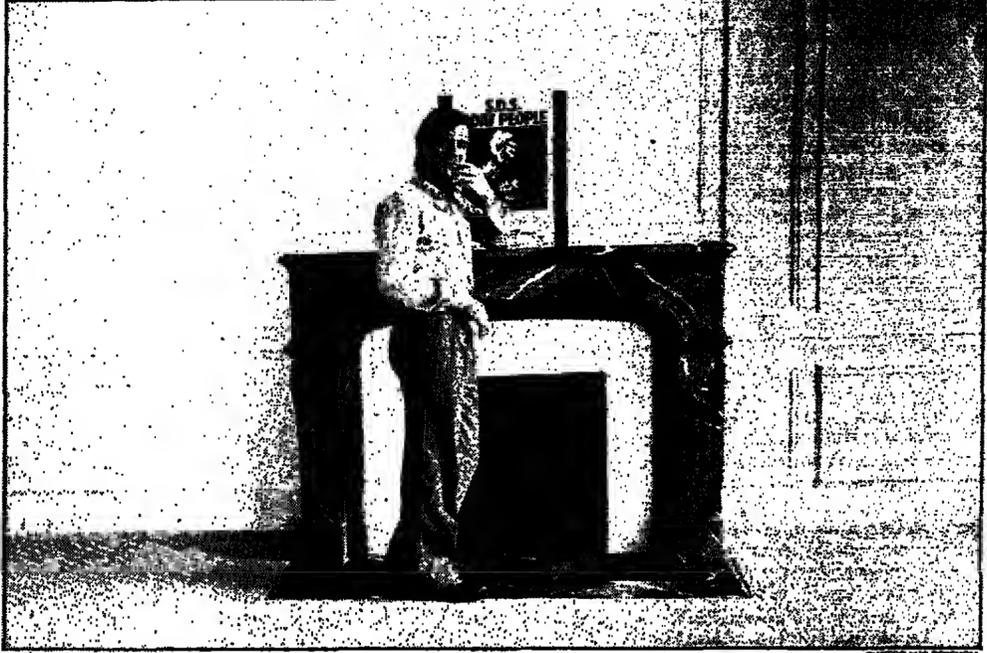
- On retombe à pieds joints dans ce que vous appelez le Charité business !

- Pas le business, mais la mobilisation générale de tous ceux qui parlent au cœur des jeunes. Qu'on le veuille ou non, c'est Bruce Laundé qui symbolise pour eux les Verts. Si c'est possible, on créera aussi Sport Aid, avec des gens comme Rocheteau ou Platini. On organisera des rencontres internationales de la musique. Et puis, j'y tiens beaucoup, on mettra sur pied un Paris-Dakar du cœur, qui sera, en l'occurrence, un Dakar-Paris, orchestré par Mouroussi, s'il accepte. Ce seront les Africains qui traverseront l'Auvergne !

- C'est donc le show-business au secours du tiers-monde, encore une fois ?

- Appelez ça comme vous voulez. Ce qui compte, pour moi, c'est d'offrir aux jeunes Européens une structure qui leur permette de se donner à fond dans l'action et l'antiracisme. J'ai très peur d'une montée de la violence raciste en Europe. Je crains de voir l'Europe s'enfermer dans son donjon, sur la défensive, fuyant le contact avec ce tiers-monde qu'elle ne contrôle plus. Seuls les jeunes peuvent briser ce mouvement de repli. Il faut qu'ils sortent, qu'ils parcourent le monde et mettent leur énergie au service de la planète...

(1) Editions Le Pré aux clercs, 272 p., 89 F.



PHOTOS LUC PESSIERA



gauche » de l'opération, parce que Sartre et Aron nous soutenaient. On ironisait sur « le bateau pour Saint-Germain-des-Prés », etc. Il a fallu crever l'abcès et j'ai donc lancé Médecins du monde...

- Vous dites que vous ne faites pas de moralisme mais, dans votre livre, vous appelez à une « morale de l'action d'urgence ». Qu'est-ce que vous entendez par là ?

- Ah, c'est la grande question... les droits de l'homme... la morale judéo-chrétienne... Pour moi, il s'agit de savoir jusqu'où on a le droit d'aider un pays opprimé. Mais je ne m'interroge pas sur l'oppression. J'écoute les plaintes. Quand on écoute bien, on entend des appels. Pour le Cambodge, on s'est fermé les oreilles, malheu-

visés en fronts de libération rivaux, d'accepter que nous passions d'un côté à l'autre. En Ethiopie, les organismes d'aide humanitaire auraient pu constituer un cartel des « non » lorsque les autorités ont exigé que l'argent leur soit d'abord versé. En Afrique du Sud, nous avons quelques médecins qui travaillent dans les ghettos noirs, presque clandestinement. C'est un devoir moral.

- Êtes-vous tiers-mondiste ?

- Je suis aux côtés du tiers-monde, avec tous les tiers-monde. Mais je ne pense plus, comme lorsque je militais à l'UBC contre la guerre d'Algérie - sans être pour autant inscrit au Parti communiste, - que la révolution algérienne allait sauver la France. Nous étions à l'époque complètement obnubilés par les

le lui reprocher. Je le trouve personnellement très attachant. Je me propose même d'écrire un jour sur lui.

- Les intellectuels de gauche sont-ils toujours vos amis ?

- En reste-t-il ? Les intellectuels de gauche n'ont plus voix au chapitre. Ceux qui étaient de gauche se droitent, et ceux qui sont de droite se gauchissent. Les gens qui marquent leur époque, aujourd'hui, ce sont Tapin, Coluche, Séguela ou Montand. Ils écolpent les maîtres à penser professionnels. C'est un fait.

- Quels sont vos projets, maintenant ?

- J'ai un hôpital à construire en Afghanistan. J'ai un bateau qui part demain d'Australie pour

SPORT DES P... Paris enter... nouvel ut... piège